

Supplément Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14653 - 9 F

DIMANCHE 8 - LUNDI 9 MARS 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

Lassitudes africaines

Un procès historique, verdict en attendant, vendredi 6 mars, la chef de file de l'opposition ivoirienne, M. Laurent Gbagbo, à deux ans de prison ferme, les juges d'Abidjan n'ont pas, hélas, vraiment surpris. Traduits devant le tribunal des flagrants délits, à l'instar des prévenus de droit commun, le secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI) et ses dix-neuf compagnons de box ont écopé de peines qu'on inflige, d'habitude, aux jeunes « casseurs » et aux petits malfrats.

L'impact politique de ce procès, premier du genre depuis l'instauration du multipartisme en 1990, n'aura cependant échappé à personne. Le dirigeant du FPI, tout comme le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, M. René Dagni-Sagui, ou la leader du mouvement étudiant, M. Marcel Ahipeau, sont, pour longtemps, écartés de la scène.

En revanche, les militaires qui avaient semé la terreur sur le campus universitaire de Yopougon, une nuit de mai 1991, et dont la responsabilité a été reconnue par une commission d'enquête officielle, n'ont, à ce jour, subi aucune sanction. C'est d'ailleurs pour dénoncer ce fait qu'avait été organisée la tumultueuse manifestation du 18 février, dont les dirigeants de l'opposition payent aujourd'hui si chèrement le prix. Les avocats de la défense ont beau promettre un recours en appel, chacun sait bien que, désormais, le cours des choses ne peut être changé que par la « magnanimité » du chef de l'Etat, M. Félix Houphouët-Boigny, qui, en visite à Paris, devait au principe de déjeuner avec M. Mitterrand mardi 10 mars.

L'espoir d'un geste de clémence présidentielle, conjugué à la crainte de voir le FPI dissous « à l'algérienne », montre assez le désarroi qui prévaut parmi les opposants. Le silence de la rue, à l'annonce du verdict, en dit long sur la lassitude d'une population accablée par les difficultés économiques et peu encline à se faire matraquer pour les beaux yeux d'une démocratie encore à naître.

En Côte-d'Ivoire comme au Zaïre, au Cameroun, à Djibouti ou au Rwanda, c'est un même sentiment d'attente, voire de désillusion, qui semble prévaloir. Tendia qu'à Kinshasa on rêve, sans trop y croire, d'une Conférence nationale cent fois promise et cent fois repoussée, à Yaoundé et à Douala on guette en vain, depuis près d'une semaine, les résultats d'un scrutin législatif qui n'aura suscité que bien peu d'enthousiasme.

A Djibouti, les promesses d'ouverture faites par le régime et les rêves d'une paix négociée avec la guérilla ont bien du mal à se concrétiser. Quant à l'opposition rwandaise, on attend, depuis près de deux mois, qu'elle fasse son entrée dans un gouvernement d'« union nationale », seul capable de faire cesser la guerre qui sévit depuis un an et demi dans le nord du pays.

L'Afrique, après deux ans de soubresauts violents et de fièvre démocratique, semble marquer une pause. Si la mire du « grand soir » paraît aujourd'hui dissipée, de même le scénario classique du putsch militaire ne fait plus guère recette. Les mutineries qui ont récemment éclaté au Togo, au Congo, au Niger et au Tchad sont plus proches du baroud nostalgique que de la revendication syndicale que des coups d'Etat musclés d'autrefois.

Lire page 5

Article de JEAN-KARIM FALL

M0146 - 0309 0 - 6.00 F



Les tensions politiques et les affrontements au Caucase

- Démission du président de l'Azerbaïdjan
- Reprise des combats au Karabakh

Alors que les combats auraient repris avec force au Haut-Karabakh à la faveur du retrait de l'ex-armée soviétique, une crise politique s'est ouverte à Bakou avec la démission, vendredi 6 mars, du président azerbaïdjanais Ayaz Moutalibov. Assiégé pendant quarante-huit heures dans le Parlement par des milliers d'opposants qui l'accusaient d'être responsable

des revers azerbaidjanais et d'être inféodé à Moscou, l'ex-dirigeant communiste a dû laisser la place à un dirigeant intérimaire dans l'attente d'une nouvelle réunion du Parlement. En Turquie, où se développe un mouvement de solidarité avec le peuple turc d'Azerbaïdjan, le pouvoir fait face à des demandes d'intervention en faveur de Bakou.



Lire nos informations page 3

CHRONIQUE DES MARCHÉS

- Devises et or. ■ Marché monétaire et obligataire. ■ Matières premières. ■ Marché international des capitaux.

page 19

Indices contradictoires aux Etats-Unis

Le chômage a de nouveau augmenté aux Etats-Unis en février et touche 7,3 % de la population. Pourtant, l'économie américaine a recommencé à créer des emplois : 164 000 en février, chiffre le plus élevé depuis mai 1990.

Lire page 17

Article de SERGE MARTI

Redistribution des cartes à l'Est

La Pologne a posé les jalons d'une nouvelle « politique orientale ». Avec l'Ukraine, le rapprochement est spectaculaire

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Il y a les guerres dont on parle, et la paix dont, comme il est naturel, on parle moins. A ne considérer que la dislocation de la Yougoslavie, les affrontements en Moldavie, et aux confins extrêmes de l'Europe, les multiples conflits du Caucase, les Etats postcommunistes semblent maître dans le sang et la haine.

Mais la véritable surprise est peut-être ailleurs : de la mer Noire à la Baltique, à la jointure de l'ancienne Europe de l'Est et de l'ex-URSS, toute une série d'Etats, jeunes ou vieux, grands, moyens ou petits, s'efforcent, plutôt bien que

mal, de construire une « nouvelle » Europe de l'Est, où l'indépendance et la démocratie se conjuguent avec les principes de bon voisinage.

Non que le passé pèse ici moins lourd qu'ailleurs, non que, de Vilnius à Lvov et de Varsovie à Kiev, on ait oublié les guerres, les occupations, les rivalités et les méfiances séculaires. Mais tous ces mauvais souvenirs semblent fonder une sorte de consensus, gouvernants et gouvernés partageant dans l'ensemble, et malgré quelques dérapages verbaux, le désir de respecter ces garde-fous que sont les frontières actuelles.

Les seules revendications territoriales qui aient reçu une sanction semi-officielle sont celles qui éma-

nent de Moscou et qui concernent certaines parties de l'Ukraine, c'est-à-dire des terres situées tout à l'est ou tout au sud de la zone considérée. Mais même si le conflit entre la Russie et l'Ukraine, qui ne se sont entendues que pour « tuer » l'URSS, est bien loin d'être réglé, on sent chez les dirigeants de Moscou comme de Kiev un réel désir de ne pas commettre l'irréparable, de jouer avec les mots et les menaces, le pétrole et les roubles - plutôt qu'avec les canons.

Pour tous ces pays, la préoccupation essentielle est de résoudre leur terrible crise économique, et la diplomatie passe au second plan.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

Après les violents incidents de Rouen

La lutte contre le FN divise les partis

De violents incidents se sont produits, vendredi soir 6 mars à Rouen, à la fin d'une manifestation qui a rassemblé plus de deux mille personnes contre la venue de M. Le Pen en Seine-Maritime. La permanence locale du Front national a été saccagée. Les manifestations contre le parti d'extrême droite continuent de dominer la campagne pour les élections régionales. Les dirigeants des autres formations politiques sont partagés sur l'attitude à adopter.

Bilan de santé

par Alain Rollat

M. Jean-Marie Le Pen, qui se pose en guérisseur universel, prétend que la France, minée par la « décadence », est en danger de mort. Les réactions de rejet qui s'expriment un peu partout contre lui prouvent que si la France est malade, elle dispose encore de solides défenses immunitaires.

Non seulement ces réactions traduisent un sursaut de vitalité démocratique mais elles ne sont pas surprenantes de la part d'un corps social dont deux membres sur trois affirment invariable-

ment, selon toutes les enquêtes d'opinion, depuis quelques années, que le Front national constitue « un danger pour la démocratie ». Toute démocratie bien constituée fonctionnant à la manière d'une machine à marginaliser les extrémismes, il était fatal qu'un jour ou l'autre la lessive lepéniste réactivât les vieux enzymes républicains.

Ce bilan de santé ne saurait autoriser le moindre passe-droit.

Lire la suite et l'article de GUY PORTE page 6

Trébeurden, le port de la discorde

Le projet de port de Trébeurden (Côtes-d'Armor) illustre l'exacerbation du conflit entre partisans d'un certain développement touristique et défenseurs de l'environnement.

page 13

Lois des capitales

Chandigarh ou le rêve inachevé.

Lire page 5

M. Dominique Baudis au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, président exécutif du CDS, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche à 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 20

Peinture à l'infini

Maria Elena Vieira da Silva est morte à Paris, le 6 mars. Le peintre était âgé de quatre-vingt-trois ans

par Geneviève Breerette

C'était un vrai peintre, tout simplement. Avec ce que cela implique de travail, de discipline, de maturation pour parvenir à mettre en accord la surface des toiles et soi, donner à la substance picturale la richesse d'une vie intérieure, faire du tableau, l'écho d'une architecture mentale, ouverte aux vents de l'esprit, sensible à la musique, à la poésie.

Ce n'est pas un hasard si René Char et Pierre Boulez ont perçu la proximité de l'œuvre trépidante par Vieira da Silva, son orchestration de la lumière, la vibration de ses gammes chromatiques répercutant une palette d'impressions sensorielles, que la vue d'un rayon de soleil sur les livres d'une bibliothèque, la charpente de l'atelier, ou le souvenir lointain d'une ville vertigineuse, e pu motiver. Ou stimuler.

En effet, rien n'est prédestiné, tout est possible tant que

le tableau est sur le chevalet : l'échappée au loin, l'oubli, le blanc, la lacune, et la note rouge qui fuse, ramène à la réalité de la toile, incite à développer de nouvelles combinaisons, fait avancer le patchwork. Qui peut être somptueux, dans les bleus, les rouges, ou les blancs, mais ne sera jamais décoratif.

Parce qu'il y a, inscrit dans le tissu serré de l'œuvre, le temps de sa création, son cheminement, sa part d'incertitude et d'ombre, la mobilité d'une construction aléatoire, voire tout un potentiel de données modulables que l'on dirait, parfois, presque produites à l'ordinateur.

Au cours de sa longue carrière, Vieira da Silva n'a cessé d'évoluer, de poursuivre ses recherches, solitairement certes, mais solidaire du climat de l'art et des idées de la deuxième moitié du vingtième siècle. Et cela beaucoup plus qu'on ne le croit.

Lire la suite page 15

HEURES LOCALES

La Réunion et la Guyane

Après avoir parcouru les vingt-deux régions de la France métropolitaine, le Monde visite celles de la France plus lointaines.

Les quatre départements d'outre-mer sont régis par un régime administratif particulier, qui en fait des régions monodépartementales : sur le même territoire se juxtaposent deux assemblées, le conseil général et le conseil régional.

Nous commençons ce voyage par la Réunion, une île qui a toujours du mal à se définir, at le Guyane, qui tend à devenir une sorte d'aldorado de la consommation.

Lire pages 10 et 11 les enquêtes d'ALIX DIJOUX et de FRANÇOIS GROSCHARD

LEGIS

La loi de la documentation juridique

Co-edition : EURIDOC Madrid L'HERMÈS Lyon

Revue hebdomadaire N° 1 - 134 p.

La banque de données juridiques EURIDOC traite et analyse, chaque jour, les textes édictés, depuis 1952, par les organes communautaires.

LEGIS, clés de la documentation juridique communautaire, revue co-éditée, dans sa version française, par EURIDOC et L'HERMÈS, offre, chaque semaine, à son utilisateur, trois moyens de recherche pour identifier le document souhaité :

- L'INDEX DES MATIÈRES
- L'INDEX DES ACTES NORMATIFS
- LA SECTION BIBLIOGRAPHIQUE.

Un N° 0 de LEGIS est fourni gratuitement sur simple demande écrite

Diffusion exclusive (France et pays francophones) : MEDILIS S.A., 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél : (1) 46 34 07 70 Télécopie : (1) 43 25 26 18

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Amérique latine, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA INVI, 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

ÉTRANGER

AZERBAÏDJAN : accusé de faiblesse et de soumission à Moscou

Le président Moutalibov a été accusé à la démission

Les revers subis par les forces azerbaïdjanaises dans le Haut-Karabakh ont provoqué une crise politique à Bakou, où le président Aïaz Moutalibov, accusé de faiblesse et de soumission à Moscou, a été accusé, vendredi 6 mars, à la démission. A Erevan, un responsable arménien a fait état samedi d'une très meurtrière contre-offensive azerbaïdjanaise.

Selon le ministre arménien des affaires étrangères Vazgen Sarkissian, une centaine d'Arméniens auraient été victimes d'une offensive des forces azerbaïdjanaises, qui se poursuivait samedi, visant à prendre le village d'Askeran, proche du lieu des récents massacres de civils azéris fuyant une évacuée arménienne.

M. Sarkissian, cité par Reuters, a aussi affirmé que des pertes équivalentes ont été subies lors d'affrontements dans le secteur de Mardakert, dans le nord du Haut-Karabakh, enclavé à population arménienne en territoire azerbaïdjanais. Cette contre-offensive azerbaïdjanaise n'était cependant pas confirmée à Bakou, où

l'opposition affirme que les forces azerbaïdjanaises sont « trop mal organisées pour faire autre chose que d'envoyer les blessés ». Une telle contre-offensive aurait été, en tout état de cause, lancée avant que le président azerbaïdjanais, M. Aïaz Moutalibov, n'annonce sa démission, dans la soirée de vendredi.

Depuis jeudi, des dizaines de milliers de manifestants assiégeaient le Parlement (le Mande du 6 mars). « Chaque heure passée avec Moutalibov au pouvoir signifie de nouvelles pertes d'hommes et de territoires pour l'Azerbaïdjan », disait un des orateurs devant la foule. Toute la nuit et vendredi encore, M. Moutalibov, enfermé dans le Parlement avec les députés, avait tenté de résister.

Mais après l'échec d'ultimes négociations avec l'opposition, groupée en partie au sein du Front populaire, il annonçait, l'air épuisé, qu'il se pliait « à la volonté du peuple ». L'interim de la présidence est assuré par le nouveau président du Parlement, M. Iacoub Mamedov, un universitaire qui avait été élu jeudi à l'ouverture de la session et qui s'est prononcé pour une solution politique du conflit avec l'Arménie. Le Parlement, élu quand les troupes soviétiques occupaient encore Bakou et composé

en majorité d'ex-communistes, devait se réunir à nouveau mardi.

L'opposition, qui réclamait depuis des mois la démission d'Aïaz Moutalibov, ex-apparatchik communiste, demande la suppression du poste de la présidence et veut que l'Azerbaïdjan rompe avec la Communauté des États indépendants (CEI). Certains de ses représentants ont indiqué avoir exigé son départ pour empêcher d'avoir recours à une intervention des forces de la CEI stationnées en Azerbaïdjan, à la faveur des troubles de Bakou. Selon le quotidien moscovite l'Independent, des unités de la CEI se seraient approchées du Parlement dans la nuit de jeudi à vendredi et ne seraient parties qu'après un ultimatum du Front populaire.

« Faire peur » aux Arméniens

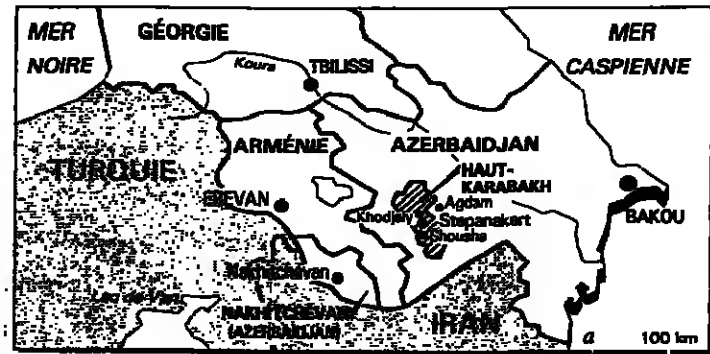
La crise politique à Bakou est la conséquence directe des revers azéris la semaine dernière dans le Haut-Karabakh, en particulier du massacre de civils fuyant la localité de Khodjaly. Même si le chiffre de « plus de mille morts » avancé à Bakou est peu vraisemblable, le « Parlement » des Arméniens du Haut-Karabakh a

adopté une résolution exprimant son regret pour la mort de civils lors de la prise de Khodjaly, selon l'agence Pro-Armenia.

Les divers chefs de guerre azerbaïdjanais sur le front, et la trentaine de milliers de réfugiés fuyant les combats, réclament vengeance. Même si des correspondants étrangers à Agdam n'ont pas remarqué, vendredi, de mobilisation particulière annonçant une contre-offensive, les combats ont néanmoins repris dès jeudi, alors que les troupes de la CEI devaient achever l'évacuation du régime stationné à Stepanakert et que les signes se multiplient de voir le conflit influer sur la situation au-delà des frontières de l'ex-URSS.

En Turquie, où le « massacre de Khodjaly » continue à faire les grands titres de la presse, des responsables politiques sont sortis récemment de la réserve à propos du conflit. Le président de la République, M. Turgut Özal, a ainsi incité publiquement le chef du gouvernement, M. Süleyman Demirel, avec qui il entretient des rapports conflictuels, à soutenir plus ouvertement l'Azerbaïdjan dans ce conflit.

« Il faut faire un peu peur aux Arméniens », s'est-il déclaré mercredi dans une réunion d'hommes d'affaires, en proposant que la Turquie bloque par exemple les livraisons de vivres acheminées vers l'Arménie via son territoire. M. Özal a ajouté qu'il avait, il y a un an, menacé d'occuper le nord de l'Irak pour y réinstaller les Kurdes irakiens réfugiés dans le sud-est de la Turquie : « Lorsque les Américains ont réalisé, ils ont trouvé une solution », a déclaré le président, pour expliquer qu'il faut faire un peu peur aux autres, car c'est la seule chose que le monde comprenne.



Un ancien « zazon » devenu apparatchik

Nommé par Moscou en janvier 1990 pour normaliser la situation en Azerbaïdjan après la tentative de coup d'État du Front populaire réprimé par les chars, M. Aïaz Moutalibov avait été élu président au suffrage universel, en septembre 1991, avec plus de 90 % des voix. Se présentant comme un ex-« play-boy » de Bakou, un ancien « zazon » de la fin des années 50, le secrétaire du Parti communiste d'Azerbaïdjan avait progressivement adapté une ligne indépendantiste pour tenter d'apaiser la puissante Front populaire. C'est sur sa proposition que le PC d'Azerbaïdjan fut dissous après la tentative de coup d'État. Dans son bureau, où l'on apercevait encore les livres de Lénine, M. Aïaz Moutalibov jugeait qu'« ici ce n'est que stress et ennui », affirmant son peu de goût pour la guerre et son intérêt pour l'économie.

Né à Bakou en 1938, diplômé de l'Institut de pétrochimie d'Azizbekov, M. Moutalibov devint directeur de l'entreprise de réfrigérateurs de Bakou, puis gravit au sein du parti les échelons pour devenir, en 1982, président du Comité d'État au plan de la République puis président du conseil des ministres. A l'en croire, M. Moutalibov était entré en politique « par nécessité » ; critiqué, il gravissait son « calvaire ». L'en voie délégué par la pression d'une opposition qu'il qualifiait de « bolchévique ».

Il a rappelé que la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe (CSCE) avait récemment confirmé l'appartenance du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan. La CSCE s'était également prononcée pour un embargo sur les armes à destination des deux Républiques d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Le gouvernement d'Ankara a annoncé jeudi que les avions à destination de ces Républiques, transitant par l'espace aérien turc, allaient être contraincts à une escale pour vérification de leur cargaison par les autorités. (AFP, Reuters, AP.)

Au moment même du nouveau gouvernement, figurent, la suite de l'œuvre de révision de la Constitution, la réforme du Sénat, l'élection directe de représentants des communautés linguistiques et des régions, et le mode de financement d'une communauté francophone qui ne parvient plus à payer ses enseignants.

11) Vie et mort de J. K. Morat, professeur extraordinaire, Editions Albatros, Paris, 185 p., 120 F.

J. de la G.

La composition du cabinet

Premier ministre : M. Jean-Luc Dehaene (social-chrétien flamand, CVP) (1).

Vice-premiers ministres :

- Ministre des communications et des entreprises publiques, M. Guy Coëme (socialiste francophone, PS) (2).

- Ministre des affaires étrangères, M. Willy Claes (socialiste flamand, SP) (3).

- Ministre de la justice et des affaires économiques, M. Melchior Wathelet (social-chrétien francophone, PSC) (4).

Ministres :

- Finances, M. Philippe Maystadt, (PSC).

- Affaires sociales, M. Philippe Moureaux (PS) (5).

- Politique scientifique, M. Jean-Maurice Dehouche, (PS) (6).

- Commerce extérieur et affaires européennes, M. Robert Urbain, (PS) (7).

- Pensions, M. Freddy Wyllockx, (SP) (8).

- Intérieur et fonction publique, M. Louis Tobback, (SP) (9).

- Emploi et travail, chargée de la politique d'égalité entre hommes et femmes, M. Miet Smet, (CVP) (10).

- PME et agriculture, M. André Bourgeois, (CVP) (11).

- Défense nationale, M. Leo Delcroix, (CVP) (12).

- Intégration sociale, M. Laurette Onkelinx, (PS) (13).

- Budget, M. Mieke Ocleers-Van De Wiele, (CVP) (14).

- Secrétaire d'Etat à la coopération au développement, adjoint au ministre des affaires étrangères, M. Eric Delecluse, (SP) (15).

(*) Nouveau venu dans le gouvernement.

(**) Change de portefeuille.

BELGIQUE : après trois mois de tractations

La formation du nouveau gouvernement est le fruit d'un large compromis national

Après d'ultimes, et laborieuses, tractations avec sa propre famille politique - le Parti social-chrétien flamand (CVP) - pour la répartition des portefeuilles, M. Jean-Luc Dehaene a formé, vendredi 6 mars, un gouvernement restreint qui se présentera dans les prochains jours devant la Chambre des représentants et le Sénat pour en recevoir l'investiture (le Monde du 7 mars).

BRUXELLES

de notre correspondant

Le grand partant, dans le nouveau gouvernement, est évidemment M. Wilfried Martens, huit fois premier ministre, qui, faute de por-

tefeuille des affaires étrangères auquel il aurait songé un moment, pourrait devenir président du Sénat. Un autre partant du CVP est M. Mark Eyskens, ministre des affaires étrangères. Il sera regretté par le corps diplomatique, qui l'appréciait, mais son départ n'est pas une très grande surprise. En janvier, M. Eyskens avait invité les ambassadeurs à une réception en forme d'adieu à peine déguisée pour leur offrir son premier roman traduit en français, une réflexion désabusée sur l'action et une satire indirecte de la vie politique belge. (1) M. Eyskens est remplacé par un socialiste flamand, M. Willy Claes. Agé de cinquante-quatre ans, chargé de l'économie dans le précédent gouvernement, ce dernier, musicien de talent à ses heures, avait fait ses premières armes de ministre en 1972 avec le portefeuille de l'éduca-

tion nationale. Du côté francophone, les sociaux-chrétiens conservent deux postes importants avec M. Philippe Maystadt - qui reste aux finances, où il s'est fait une bonne réputation dans les milieux internationaux - et M. Melchior Wathelet, un moment pressenti comme premier ministre, qui ajoute au portefeuille de la justice, qu'il détenait déjà, celui de l'économie.

Principale formation de la coalition avec le CVP, le PS francophone obtient des places qui devraient rassurer les Wallons, inquiets pour leur avenir économique. M. Guy Coëme, ancien ministre de la Défense, est notamment chargé des communications et des entreprises publiques, un poste-clé pour le partage des investissements. Aux affaires sociales, M. Philippe Moureaux pourra veiller au maintien de la sécurité sociale dans un

système national, alors que certains Flamands demandent son démantèlement, parce que les Wallons touchent actuellement plus qu'ils ne cotisent.

Contestataire au sein du PS, triomphalement élu à Liège en novembre, proche de M. José Happart - le leader régionaliste des Flandres et bête noire des Flamands - M. Jean-Maurice Dehouche fait sa rentrée au gouvernement. Ce retour traduit un subtil rééquilibrage entre les différents courants du PS, un compromis particulier à l'extérieur du vaste compromis national dont est née cette coalition à quatre.

Au moment même du nouveau gouvernement, figurent, la suite de l'œuvre de révision de la Constitution, la réforme du Sénat, l'élection directe de représentants des communautés linguistiques et des régions, et le mode de financement d'une communauté francophone qui ne parvient plus à payer ses enseignants.

11) Vie et mort de J. K. Morat, professeur extraordinaire, Editions Albatros, Paris, 185 p., 120 F.

J. de la G.

La composition du cabinet

Premier ministre : M. Jean-Luc Dehaene (social-chrétien flamand, CVP) (1).

Vice-premiers ministres :

- Ministre des communications et des entreprises publiques, M. Guy Coëme (socialiste francophone, PS) (2).

- Ministre des affaires étrangères, M. Willy Claes (socialiste flamand, SP) (3).

- Ministre de la justice et des affaires économiques, M. Melchior Wathelet (social-chrétien francophone, PSC) (4).

Ministres :

- Finances, M. Philippe Maystadt, (PSC).

- Affaires sociales, M. Philippe Moureaux (PS) (5).

- Politique scientifique, M. Jean-Maurice Dehouche, (PS) (6).

- Commerce extérieur et affaires européennes, M. Robert Urbain, (PS) (7).

- Pensions, M. Freddy Wyllockx, (SP) (8).

- Intérieur et fonction publique, M. Louis Tobback, (SP) (9).

- Emploi et travail, chargée de la politique d'égalité entre hommes et femmes, M. Miet Smet, (CVP) (10).

- PME et agriculture, M. André Bourgeois, (CVP) (11).

- Défense nationale, M. Leo Delcroix, (CVP) (12).

- Intégration sociale, M. Laurette Onkelinx, (PS) (13).

- Budget, M. Mieke Ocleers-Van De Wiele, (CVP) (14).

- Secrétaire d'Etat à la coopération au développement, adjoint au ministre des affaires étrangères, M. Eric Delecluse, (SP) (15).

(*) Nouveau venu dans le gouvernement.

(**) Change de portefeuille.

M. Dehaene, le « démineur » flamand du royaume

BRUXELLES

de notre correspondant

« Sir, donnez-moi cent jours. » Cette demande de M. Jean-Luc Dehaene au roi Baudouin, en janvier 1988, a servi de titre au journaliste flamand Huga de Ridder pour un livre qui a connu un certain succès en Belgique (1). Il s'agissait du récit de la précédente mission de l'intéressé, en vue de la formation du gouvernement issu du scrutin de décembre 1987. Il avait alors fallu exister cent six jours à M. Dehaene pour démanteler l'échec. Mais M. Wilfried Martens lui fut finalement préféré pour devenir, encore une fois, premier ministre.

Ce fut sans doute une question d'image. Celui qu'on appelle « le bulldozer », « le parzou » ou encore « le démineur » fut salué pour son sens du compromis, sa capacité de synthèse, son imagination procédurière, mais il n'était pas crédité d'une image internationale comparable à celle de M. Martens, sept fois premier ministre et vieil habitué des négociations européennes.

Syndicalisme et football

Cette fois, le roi lui a donné sa « chance », si l'on peut considérer comme telle la charge de diriger une coalition composée de partis sanctionnés par les électeurs aux élections de novembre 1991 et confrontés à des problèmes bien ardues (le Monde du 7 mars).

Né le 7 août 1940, fils d'un psychologue, M. Dehaene a peut-être pué chez les scouts catholiques des convictions qui le conduisent à militer dans le syndicalisme chrétien, après des



études de droit et d'économie, dans une université flamande et aussi dans la ville francophone de Namur. A trente ans, il commence une carrière politique qui le conduit dans différents cabinets sociaux-chrétiens et, en 1991, il obtient son premier portefeuille ministériel, celui des affaires sociales. Reconnu dans cette fonction en 1985, il est aussi chargé des réformes institutionnelles.

En 1988, dans la huitième gouvernement de M. Martens - qui lui doit beaucoup - il a rang de vice-premier ministre, toujours en charge de la révision de la Constitution et des communications. Il consacre une partie de son temps à la sempiternelle « réforme de l'Etat » pour améliorer le système fédéral belge mais se passionne aussi pour le futur TGV Paris-Bruxelles et le sauvetage de la Sabena, autant de dossiers très politiques, sous des apparences techniques.

Il ne faut léser ni les Flamands ni les Wallons dans le tracé du nouveau réseau ferré ; l'appel à

Air France pour le sauvetage de la compagnie belge est condamné par une perte des populations du Nord, qui trouvent déjà trop importante l'emprise du grand voisin sur leur économie. Une des premières décisions du nouveau gouvernement sera la feu vert à cet accord avec le transporteur français. M. Dehaene paraît s'y résigner, par réalisme financier.

S'il parle convenablement le français, sans virtuosité particulière, M. Dehaene est profondément ancré, culturellement, dans le Brabant flamand et dans sa bonne ville de Vilvoorde, à la périphérie nord de Bruxelles, d'où il est le député. Il aime aussi se montrer sur les tribunes des stades de football, où les opérations de télévision se régulent de ses mimiques expressives devant les péripéties du match. Corpulent, il affiche un souverain mépris pour les questions vestimentaires, à un point qui l'a peut-être desservi dans le passé.

Jusqu'à présent, le « démineur », attentif aux intérêts de sa Flandre, mais expert dans l'art d'éviter les explosions communautaires, s'est essentiellement consacré aux problèmes belges. Si son expérience de l'étranger est limitée, on lui prête cependant de fortes convictions européennes. Il aura l'occasion de les montrer en mai, lors du débat sur la ratification du traité de Maastricht par la Chambre et le Sénat, qui attendent l'avis du Parlement européen, sans doute en avril, pour se prononcer.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

(1) Cet ouvrage a été publié par les Editions Duculot, en 1989.

LA RECHERCHE

LES MÉDICAMENTS DU SIDA

Les chercheurs expérimentent de nouveaux médicaments contre le virus du sida. Plusieurs stratégies originales semblent très prometteuses.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- OÙ VA LA PHYSIQUE NUCLÉAIRE ?
- LES CELTES DANS LES BALKANS
- LES CRISTAUX DE FILMS
- LE BILAN RADIATIF DE LA TERRE
- LA NOUVELLE RÉVOLUTION VERTE
- DOSSIER : LA RÉINTRODUCTION DES ESPÈCES

RECHERCHE

EN VENTE EN KIOSQUE - 37 F - MARS 1992

EUROPE

POLOGNE : après le rejet de son programme économique

Le gouvernement demande des pouvoirs spéciaux

Mis en échec la veille par la Diète, qui avait rejeté son programme économique, le gouvernement de M. Jan Olszewski a lancé une contre-attaque, vendredi 6 mars, à l'issue d'une réunion d'urgence, demandant même des pouvoirs économiques spéciaux. Le premier ministre a annoncé, malgré le vote négatif de la Chambre basse, attribué au « jeu politique », il ne démissionnerait pas.

En tout cas, pas pour l'instant. Car M. Olszewski a aussi clairement lié le sort de son cabinet à l'approbation par le Parlement de la loi de finances, qui sera présentée avant le 23 mars. Une loi qui sera basée sur le texte rejeté jeudi soir : « Si le budget n'est pas adopté, cela signifiera qu'il ne sera plus possible de poursuivre l'action du gouvernement », a averti M. Olszewski.

« Incident de parcours »

Vendredi, le gouvernement a annoncé par un communiqué qu'il demanderait au Parlement des pouvoirs spéciaux pour « rétablir efficacement son programme » économique. Malgré le vote négatif de la Diète qui « ne signifie pas le rejet des principales orientations », les ministres ont estimé que leur programme de relâchement de l'austérité et de l'orthodoxie financière était le seul possible. Après cet « incident de parcours », le premier ministre n'a pas écarté l'idée d'élargir sa fragile coalition de centre-droit, à laquelle le président Lech Walesa est hostile.

Lors du vote de jeudi, c'est le passage dans l'opposition, au dernier instant, de la Confédération pour la Pologne indépendante (KPN, droite nationaliste) qui a fait trébucher le gouvernement. Parallèlement, alors que l'Union démocratique de M. Tadeusz Mazowiecki et le Congrès libéral de M. Jan Bielecki avaient rejeté le projet pour son manque de vigueur monétaire, la KPN a voté contre en raison du refus affiché du ministre des finances de limiter l'usage de la planche à billets. (AFP, Reuters, UPI)

■ IRLANDE : l'adolescente violée a subi une IVG. — L'adolescente irlandaise enceinte à la suite d'un viol a subi, mardi 3 mars, une interruption de grossesse en Grande-Bretagne, après que la Cour suprême irlandaise l'y eut autorisée, a affirmé vendredi la presse irlandaise. Cette affaire avait provoqué un débat houleux en Irlande, où l'avortement est illégal, les instances inférieures ayant aussi interdit à l'adolescente de quatorze ans de se faire avorter à l'étranger. (AFP, Reuters)

ESPAGNE : une nouvelle voie pour mettre fin au terrorisme ?

Le principal parti basque et l'aile politique de l'ETA ouvrent le dialogue

Des pourparlers sont actuellement entamés entre le principal parti politique basque, le Parti nationaliste basque (PNV) et Herri Batasuna (HB), considéré comme l'aile politique du mouvement séparatiste ETA. Leur annonce a provoqué une violente controverse. L'opposition considère cette initiative comme un moyen détourné utilisé par le gouvernement socialiste pour négocier la paix civile en cette année où l'Espagne organise d'importants événements internationaux, tout en proclamant son refus de céder face au chantage terroriste.

MADRID

Selon le texte établi par Herri Batasuna et accepté comme base de discussion par le PNV, l'objectif des contacts engagés — dans le cadre de « la recherche de la paix et la normalisation démocratique dans le pays basque du Sud » — est d'établir un cadre stable de relations politiques avec HB, dont l'objet est d'analyser les raisons politiques sous-jacentes au contentieux entre le peuple basque et l'Etat espagnol et de comparer les diagnostics respectifs dans la perspec-

Redistribution des cartes à l'Est

Suite de la première page

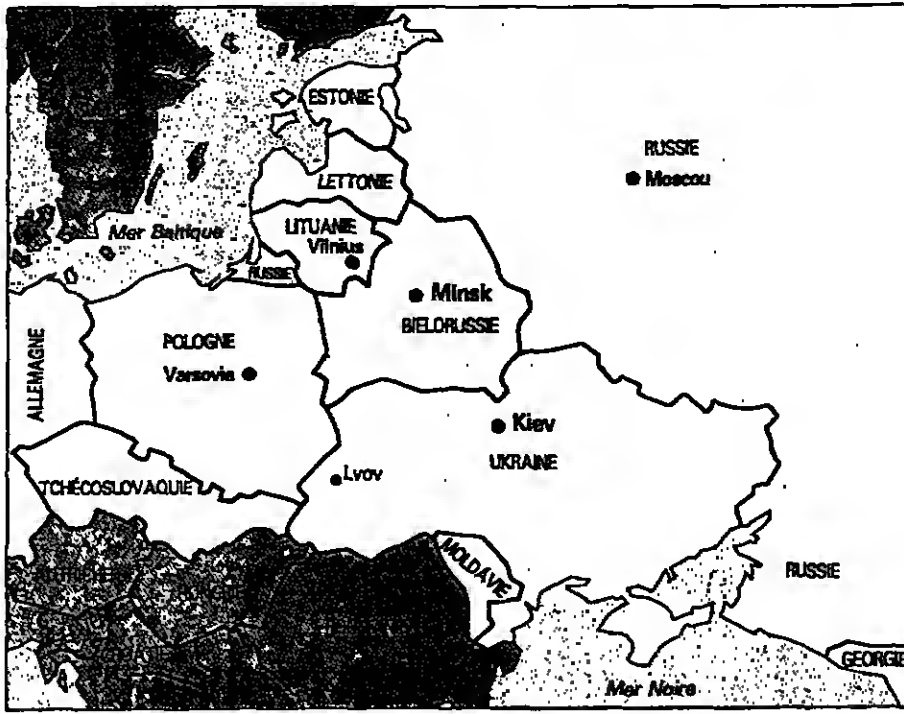
« Eltsine et Walesa ont tant de problèmes intérieurs qu'ils n'ont pas le temps de s'occuper de l'extérieur », le président polonais a dit les choses à sa manière, en réponse à une question d'un auditeur de la BBC qui s'inquiétait de la lenteur des progrès dans les négociations russo-polonaises.

Quand ils « ont le temps » de s'intéresser à la politique étrangère, tous ces pays se tournent d'abord vers l'Ouest. Presque tous sont candidats à l'adhésion à l'une ou à plusieurs des structures « occidentales » qui existent à ce jour. La Russie caresse l'idée d'une adhésion à l'OTAN, tout en se rendant compte que ce n'est pas pour demain. L'attrait pour la CEE est si fort que même le Kazakhstan, tout asiatique et lointain qu'il soit, vient d'ajouter son nom à la longue liste des candidatures. Après tout, l'ensemble des quinze Etats ex-soviétiques, y compris ceux qui sont perdus au fond de l'Asie centrale, n'ont pas été admis au sein de la CSCE.

Mais les Occidentaux font preuve d'un manque d'enthousiasme évident et ne semblent disposés à entretenir, un jour, le portillon que pour quelques relatifs privilèges. Le lot de consolation proposé par M. François Mitterrand sous la dénomination de « Confédération européenne », d'intérêt guère. En attendant mieux, les pays de la région s'empilent des démarches pour se rapprocher de la CEE, et l'Ukraine a déjà manifesté le désir de transformer le triangle en quadrilatère, avant de s'entendre dire qu'elle devrait attendre un peu.

Il faut encore théoriquement compter aussi avec la Communauté des Etats indépendants qui réunit onze des quinze Républiques ex-soviétiques et qui, lors de sa création, s'est déclarée « ouverte », tout particulièrement à ses voisins immédiats de l'Ouest. Bref, il y a toutes sortes de

manières de distribuer les cartes, de les mélanger, de les assembler. Tout ce qui était interdit ou inimaginable du temps où l'URSS régnait sur la région paraît désormais possible, et on explore un peu dans toutes les directions.



La Pologne, qui fut et reste, à en croire M. Bronislaw Geremek, le « laboratoire expérimental » des pays de l'Est dans les domaines politique et économique, est aussi hautement concernée par cet autre type d'expériences. Sa situation géographique la place dans plusieurs de ces regroupements régionaux et son histoire récente a profité de circonstances exceptionnelles favorables.

Pour la première fois depuis des temps presque immémoriaux, elle a l'occasion d'établir les conditions d'une entente solide avec tous ses voisins. La majeure partie de la tâche — le règlement de l'antique contentieux avec l'Allemagne — ayant été à peu près achevée et les relations avec la Tchécoslovaquie étant plus que correctes, les Polonais peuvent se consacrer à leurs rapports avec leurs voisins de l'Est, tous issus de l'URSS.

L'Ukraine retrouvée

De l'avis général, c'est avec l'Ukraine que les choses se passent le mieux. L'histoire ancienne et récente, sans parler de la littérature de souvenirs tragiques, mais les

deux Etats, peut-être parce qu'ils sont de taille comparable et savent fort bien ce que leur ont coûté leurs dissensions passées, semblent résolus à s'entendre.

Les Polonais — quelques exaltés mis à part — évitent soigneusement toute déclaration qui pourrait laisser soupçonner qu'ils ne considèrent pas Lvov (polonaise avant guerre) comme définitivement ukrainienne. Les petites querelles locales à propos de l'attribution de certains lieux de culte se sont plus ou moins apaisées, et les échanges économiques entre régions frontalières vont bon train, comme le souligne un « ancien » de Solida-

convient que certains prêtres catholiques de Biélorussie font de l'excès de zèle en décorant leurs églises de drapeaux polonais et de portraits de Lech Walesa.

La Biélorussie est aussi fortement tentée de chercher ses racines du côté de la Lituanie, notamment à Vilnius, véritable capitale historique de cette région où se côtoient les passés polonais, lituanien, biélorusse et, enfin, (symbole de ce mélange inextricable, les armes de la Lituanie, de la Biélorussie et de la ville de Bialystok sont à peu près identiques.) Les relations lituano-biélorusses sont officiellement bonnes et les dirigeants de

Moscou, et considèrent en privé qu'« Eltsine était fini »...

Officiellement, bien entendu, il s'agit seulement de régler auparavant tous les problèmes en suspens. Les relations économiques entre les deux pays ne sont pas simples et les Polonais ont constaté à leurs dépens que les Russes ne tenaient leurs engagements, notamment pour les livraisons de gaz (l'affaire, que l'on préfère expliquer ici par la « pagaille » russe plutôt que comme un moyen de chantage sur la Pologne, a été réglée entre-temps — grâce, affirme un homme politique connu, à l'intervention du secrétaire d'Etat James Baker).

Il convient aussi de mettre au point les détails du règlement financier concernant le retrait des troupes soviétiques : le principe du retrait de toutes les unités de combat au 15 novembre 1992 est acquis, mais le commandement soviétique se plaint des exigences polonaises et pèse apparemment sur les dirigeants de Moscou. Les dernières négociations tenues à ce sujet à Moscou ont permis de faire des progrès, mais pas sur tous les points.

Les Russes se sont néanmoins empressés de rendre publique l'invitation de M. Eltsine à M. Walesa, manière de forcer un peu la main à un président polonais qui a fini par accepter cette invitation. La date n'est pas fixée, mais les Russes affirment que la visite aura lieu en mars. Pour faire bonne mesure, M. Walesa a immédiatement fait savoir qu'il se rendrait en Allemagne à la fin du même mois. Si tout se passe comme prévu, M. Walesa, en l'espace de quelques semaines, se rendra donc à Moscou et à Bonn après avoir reçu la visite du président ukrainien. La Pologne aura ainsi fait étalage de ses bonnes relations avec ses trois plus grands voisins.

Ce n'est certes pas là une garantie de paix pour l'éternité ni un triomphe de la diplomatie polonaise (« La Pologne n'a toujours pas de politique orientale », regrette même M. Marek Karp, pourtant directeur d'un centre d'études spécialisé créé par les autorités de Varsovie). Mais c'est au moins, pour un pays affligé d'un gouvernement faible, d'un Parlement sans majorité et dont le président est de plus en plus contesté, la possibilité de se consacrer à ses problèmes intérieurs dans une relative sérénité.

JAN KRAUZE

La coopération nordique

Dix pays créent un « conseil baltique »

COPENHAGUE

de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères des neuf pays riverains de la Mer Baltique (la Suède, la Finlande, la Russie, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Pologne, l'Allemagne et le Danemark), ainsi que de la Norvège, réunis les 5 et 6 mars à Copenhague, ont décidé de fonder ensemble un Conseil baltique.

Les parrains de cette nouvelle institution, le ministre danois des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen, et son collègue de Bonn, M. Hans-Dietrich Genscher, en avaient lancé l'idée en octobre. Mais, en fait, elle est l'aboutissement d'un processus amorcé dès le lendemain de la chute du mur de Berlin, l'événement des régimes communistes d'Europe de l'Est ayant contribué à resserrer les liens d'entente entre ces pays depuis des siècles grâce à cette « mare nostrum » septentrionale que sillonnaient leurs flottes marchandes.

Le Conseil baltique n'est pas destiné à relayer ou à remplacer le Conseil nordique (Suède, Norvège, Finlande, Islande, Danemark) qui depuis quatre décennies s'efforce d'harmoniser les législations des Etats membres. Le Conseil baltique, qui sera doté de structures beaucoup plus légères, aura avant tout un rôle de coordinateur permanent de resserrer dans tous les domaines la coopération entre les dix pays (économie, environnement, culture, transport, communication, etc.) et aussi d'aider les pays ex-communistes à opérer leur mutation sur le chemin de la démocratie et de l'économie de marché. Sur la demande de la Pologne, il a été décidé, en plus, de créer une structure spéciale chargée des problèmes posés par les minorités dans cette région.

Le Conseil baltique, en qui certains commentateurs voient déjà une sorte de tentative de réconciliation de la puissante Ligue hansatique, tiendra en principe des assises plénières une fois par an.

CAMILLE OLSEN

La Lituanie et Kaliningrad

C'est que les relations entre Varsovie et la nouvelle Lituanie indépendante restent fort difficiles — plus délicates qu'avec aucun autre des voisins orientaux de la Pologne. Vne de Vilnius, la Pologne est un grand pays toujours suspect de paternalisme, d'autant que l'histoire des deux nations a été intimement mêlée à partir de la fin du Moyen Age. Et le comportement des autorités lituanaises à l'égard de la minorité polonaise, toujours placée sous « administration » directe et privée du droit d'élire ses représentants, n'arrange pas les choses.

Reste la Russie, même si elle n'est pas « voisine » de la Pologne que de manière marginale, par le biais de la région de Kaliningrad. Là aussi, rien n'est simple, et cette bande maritime peuplée d'un million d'habitants, coupée du « corps » de la Fédération de Russie et surchargée d'armes et de soldats, suscite bien des convois.

A Varsovie, on affirme haut et fort que l'ancienne Koenigsberg est et restera russe, tout en ajoutant qu'il convient de s'intéresser aux diverses suggestions émises ici et là sur l'avenir de la zone — des suggestions parfois inattendues, puisque certains ont proposé de faire de Kaliningrad un foyer national pour les tziganes... Bien des Lituanais rêvent d'en récupérer au moins une partie (l'ambassadeur de Lituanie à Washington, en le disant un peu trop clairement, a suscité l'ire de Moscou). Certains imaginent un partage avec la Pologne, d'autres avec l'Allemagne. Mais là encore on se contente de brasser des hypothèses pour un lointain avenir et, dans l'immédiat, on préfère parler de « coopération régionale ».

M. Walesa à Moscou

Bien entendu, les relations polono-russes concernent bien autre chose que Kaliningrad. Les deux pays vivaient, après de longues négociations, de mettre la dernière main à un traité bilatéral qui devrait, comme c'est le cas pour l'Ukraine, être signé à l'occasion d'un voyage officiel, celui de M. Walesa à Moscou, Carlsruhe, si l'on songe au rôle essentiel que l'un et l'autre ont joué dans la chute du communisme. MM. Lech Walesa et Boris Eltsine ne se connaissent pratiquement pas.

Seules les obsèques d'Andrei Sakharov, en décembre 1989, leur ont permis de se serrer la main, et depuis toutes sortes de projets ont avorté, y compris lorsque, en juin dernier, les Polonais ont retiré à la dernière minute une invitation faite à M. Eltsine de se rendre à Varsovie. Tout récemment encore, le président polonais paraissait traîner les pieds à l'idée d'aller à

rité, M. Henryk Wujec, aujourd'hui sénateur de Zamość.

Les derniers détails d'un traité entre les deux pays sont en train d'être mis au point et le texte, qui insiste sur les droits des minorités de part et d'autre de la frontière, devrait être solennellement signé à l'occasion d'une visite de M. Leonid Kravtchouk à Varsovie d'ici la fin du mois. Certes, on regrette un peu que le président ukrainien ait pris la décision de l'Allemagne avant de prendre celui d'une Pologne qui avait été la première à reconnaître l'indépendance de son pays. Mais, « on comprend », on n'en fait pas un plat.

L'intérêt manifesté à la Pologne par M. Kravtchouk tient sans doute pour partie à son désir de bien montrer à la Russie qu'une certaine époque est terminée. Mais mieux vaut fermer les yeux : « Nous devons absolument triser de nous-mêmes les relations entre la Russie et l'Ukraine », explique l'ancien premier ministre Tadeusz Mazowiecki. A Varsovie comme à Moscou, on pense aussi que les Ukrainiens pourraient garder en réserve d'autres projets, par exemple la constitution d'un « axe » de la mer Noire à la Baltique en passant par la Biélorussie, à travers les vastes territoires qui formaient jadis le grand-duché de Lituanie.

Le quotidien moscovite l'Indépendant a beaucoup fantasmé sur ce thème, dans une étonnante « une » évoquant la possible création d'un « corridor sud-est » entre la Russie et l'Europe. Pour contourner la chose, et souligner les dangers d'une vaste coalition antirussse, le journal évoque en même temps le péril turc et illustre l'ensemble d'un dessin de jadis à la mine patibulaire...

Minorités biélorusses

Au ministère polonais des affaires étrangères, le secrétaire d'Etat chargé en particulier des relations avec l'Est, M. Jerzy Makarczyk, convient que l'Ukraine « explore » ces voies. Mais il veut croire que « l'essentiel », pour les gens de Kiev, c'est l'Europe : « Nous considérons que l'option polonaise, qui est aussi l'option européenne, l'emportera ».

M. Makarczyk décrit aussi en termes très positifs les rapports entre la Pologne et la Biélorussie : les deux pays viennent d'établir des relations diplomatiques et de signer une « déclaration » commune, à l'occasion de la visite que vient de faire à Varsovie le ministre biélorusse des affaires étrangères, M. Piotr Kravtchanka. Les Biélorusses ont levé l'obstacle qui avait empêché cette déclaration de bon voisinage soit signée plus tôt : ils n'exigent plus que la région (polonaise) de Bialystok y soit mentionnée comme « ethniquement biélorusse ».

C'est que là aussi, la question des minorités se pose, compliquée par le fait que la Biélorussie reste un Etat à la recherche de son identité, partagée entre deux pôles d'attraction : la Russie et l'orthodoxie d'une part, la Pologne et le catholicisme de l'autre. (A Varsovie, on

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES HUMAINES ET TECHNIQUES

EXAMENS D'UNIVERSITÉ

• DROIT • SCIENCES ÉCO.

1^{re} et 2^e années

TOUTES ÉPREUVES

Enseignements annuels de soutien aux universités cours du soir

SUCCÈS CONFIRMÉS

45 85 59 35 - 42 24 10 72

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

Le chef de file de la Côte d'Ivoire condamné à deux ans

Le secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), M. Laurent Gbagbo a été condamné, vendredi 6 mars, à deux ans de prison ferme par le tribunal des flagrants délits d'Abidjan. M. Gbagbo avait été accusé d'avoir été l'un des auteurs de la destruction de biens immobiliers et mobiliers à la suite d'une manifestation de l'opposition le 18 février.

ALGERIE

La mort à Constantine lors de heurts entre islamistes et policiers

Plusieurs personnes ont été tuées et blessées lors de heurts entre islamistes et policiers à Constantine, vendredi 6 mars. Les islamistes ont lancé des pierres et des cocktails molotovs contre les forces de l'ordre qui, selon l'agence officielle APS, avaient investi la ville pour rétablir l'ordre.

Un des morts a été identifié comme étant le journaliste de l'agence APS, M. Abdelhakim Belkacem. Les islamistes ont également tué un policier et blessé plusieurs autres. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les manifestants, ce qui a entraîné la mort de deux autres personnes. Les islamistes ont également incendié plusieurs bâtiments publics et privés. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence à Constantine et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre.

Les islamistes ont également tué un policier et blessé plusieurs autres. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les manifestants, ce qui a entraîné la mort de deux autres personnes. Les islamistes ont également incendié plusieurs bâtiments publics et privés. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence à Constantine et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre.

Les islamistes ont également tué un policier et blessé plusieurs autres. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les manifestants, ce qui a entraîné la mort de deux autres personnes. Les islamistes ont également incendié plusieurs bâtiments publics et privés. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence à Constantine et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre.

Les islamistes ont également tué un policier et blessé plusieurs autres. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les manifestants, ce qui a entraîné la mort de deux autres personnes. Les islamistes ont également incendié plusieurs bâtiments publics et privés. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence à Constantine et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre.

Les islamistes ont également tué un policier et blessé plusieurs autres. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les manifestants, ce qui a entraîné la mort de deux autres personnes. Les islamistes ont également incendié plusieurs bâtiments publics et privés. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence à Constantine et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre.

مكتبة الشرح

Le Monde L'ÉCONOMIE

AFRIQUE

CÔTE-D'IVOIRE : à la suite de la manifestation du 18 février

Le chef de file de l'opposition a été condamné à deux ans de prison ferme

Le secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), M. Laurent Gbagbo, a été condamné, vendredi 6 mars, à deux ans de prison ferme par le tribunal des flagrants délits d'Abidjan. Il avait été inculpé, ainsi que dix-neuf autres prévenus, de « vols de fait » et de « destruction de biens immobiliers et mobiliers », à la suite d'une manifestation de l'opposition, le 18 février.

ABIDJAN

Correspondance

Dans la petite salle d'audience, le public retient son souffle. Ce vendredi, comme les autres jours, les vingt prévenus arrivent, menottes aux poignets, dans le box des accusés. La présidente du tribunal, d'une voix monocorde, lit le verdict.

M. Laurent Gbagbo, et huit de ses compagnons, dont M. René Degny Segui, président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, et le député FPI, M. Mallé Mollé, sont condamnés à deux ans de prison ferme et 300 000 francs CFA (60 000 francs) d'amende. Trois dirigeants du Parti ivoirien des travailleurs (PIT), dont M. Laurent Akoua - qui a déjà eu maille à partir avec la justice, avant l'instauration du multipartisme, pour ses activités syndicales - se voient infliger une peine d'un an de prison ferme. Accusés de « violence, voies de fait et rébellion », les douze condamnés ont été déclarés en outre « auteurs de destructions de biens publics et privés » lors de la manifestation qui avait tourné à l'émeute (le Monde du 20 février). Le collectif des avocats a annoncé son intention de faire appel. Huit autres prévenus, dont un député du FPI, sont relaxés « au bénéfice du doute » et pour « délit non constitué ».

Le verdict est accueilli dans le calme. Avant que les militaires ne

fassent évacuer la salle d'audience, M. Gbagbo, enchaîné, a le temps de lancer aux journalistes : « C'est pour que je ne sois pas candidat en 1995 », faisant ainsi allusion à la prochaine élection présidentielle.

La sentence n'a suscité aucune réaction populaire dans les rues d'Abidjan. Au siège du FPI, plusieurs dizaines de militants, le visage grave, se sont rassemblés. Le numéro deux du parti, M. Abou Drahmane Sangaré, lance « un appel au calme et à la sérénité », rappelant que son mouvement a choisi « la voie pacifique pour accéder au pouvoir ». « Nous sommes, plus que jamais, attachés au processus de transition démocratique, nous n'avons pas l'intention de transgresser les lois », souligne-t-il.

« Solution à l'algérienne » ?

La marge de manœuvre du FPI est extrêmement limitée. Toutes les manifestations de rue sont interdites « jusqu'à nouvel ordre » et les forces de sécurité ont prouvé qu'elles avaient les moyens de faire respecter la consigne, intervenant, tout au long de la semaine, avec des grenades lacrymogènes, pour étouffer toute velléité contestataire. Dans ce contexte, le parti de M. Gbagbo, qui redoute « qu'une solution à l'algérienne » soit à l'ordre du jour en Côte-d'Ivoire, « n'écartera pas » l'hypothèse d'une « dissolution du FPI ». « Notre devoir sera de ne pas fonder sur le drapeau rouge qu'un va nous rendre », insiste M. Sangaré.

Tous les regards sont à présent tournés vers le chef de l'Etat, le président Félix Houphouët-Boigny, qui séjourne actuellement à Paris, à titre privé. Les observateurs de la vie politique ivoirienne estiment que, dans la plus pure tradition politique du pays, le président, dans sa « magnanimité », pourrait gracier les condamnés. L'hypothèse est envisagée par de nombreux responsables de l'opposition mais aussi par une partie d'un pouvoir qui insiste sur « l'image de marque du pays, engagé dans un effort d'assainissement économique ». M. Sangaré déclare : « Nous sommes ouverts à la négociation, si on a l'annistie, tant mieux ».

JEAN-KARIM FALL

ALGÉRIE

Un mort à Constantine lors de heurts entre islamistes et policiers

Plusieurs témoins ont indiqué qu'une personne a été tuée et cinq ou six autres blessées, vendredi 6 mars, à Constantine, lors de violents incidents entre islamistes et forces de l'ordre qui, selon l'agence officielle APS, avaient investi la mosquée Al Arkam et procédé à de « nombreuses arrestations ».

L'imam de cette mosquée serait en fuite depuis plusieurs semaines, a précisé l'APS. Il serait parvenu, grâce à la complicité de fidèles, à échapper à plusieurs reprises, à la police, qui espérait pouvoir l'arrêter au moment de l'un de ses prêches. Ces incidents sont survenus quarante-huit heures après la décision du tribunal d'Alger d'interdire le Front islamique du salut (FIS). Le reste du pays est demeuré calme. Dans un communiqué publié vendredi à Alger, les dirigeants du mouvement dissous ont lancé une mise en garde, estimant que ce « calme » est « celui qui précède la tempête » et « cache un risque de guerre civile ». - (AFP)

GHANA : élections présidentielle et législatives avant la fin de l'année. - Des élections présidentielle et législatives seront tenues, en novembre et décembre 1992, a annoncé, jeudi 5 mars, le président Jerry Rawlings. Un nouveau gouvernement devrait être constitué, en janvier 1993. - (AFP)

NIGER : renversement d'une enquête sur les putschistes. - Le premier ministre de transition, M. Amadou Cheffou, a annoncé, mercredi 4 mars, l'ouverture d'une enquête pour « démasquer les putschistes », instigateurs de la mutinerie militaire qui a ébranlé le Niger, du 28 février au 3 mars. M. Cheffou s'est, par ailleurs, réjoui de la reprise normale du travail dans le pays et du retour des soldats dans leurs casernes. - (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
L'ÉCONOMIE

ASIE

LOIN DES CAPITALES

Chandigarh ou le rêve inachevé

CHANDIGARH

de notre envoyé spécial

ARGES avenues, trop vastes pour une circulation rare, quartiers aux maisons basses entourées de bouées de verdure, Chandigarh est comme une Inde inversée où l'ordre urbanistique l'a emporté sur le désordre des choses : ailleurs règnent la foule, l'encombrement, le trap-plain, l'extrême. Ici domine la maîtrise du vide et de l'espace, le désir de structure, la tentation du rationnel.

Mais qui n'a-t-on déjà dit sur Chandigarh et son « père », Le Corbusier, dont la plus élevée sans doute des réalisations continues à fasciner des générations d'architectes ? « Je ferai un plan simple, révéla-t-il Corbusier, ce sera un grand village en briques où l'apportera l'air et contrôleront le ciel-soleil. Il y aura un jardin pour chaque maison. Ça ne sera pas Paris, Londres ou New-York. Chandigarh sera une nouvelle ville ».

Après le démantèlement de l'empire des Indes, le Pendjab avait perdu Lahore au profit du Pakistan. Il fallut donc lui réinventer une « capitale ». Pour édifier cette cité dédiée à l'Inde de la démocratie et de la modernité, le premier ministre Jawaharlal Nehru confia donc à l'imagination de l'architecte franco-suisse cette plaine nue qui s'en va mourir sur les contreforts de l'Himalaya, à 243 kilomètres au nord-est de New-Delhi.

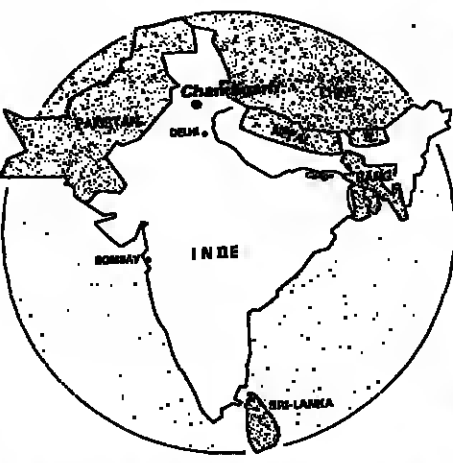
Mais la tension grandissante entre les régionalistes sikhs et le gouvernement central, ainsi qu'un nouveau découpage du Pendjab, en 1966, aura eu d'irréversibles conséquences. Aujourd'hui, Chandigarh est trois fois « capitale ». D'abord, la ville est à elle seule sa propre entité puisqu'elle a le statut d'un « territoire de l'Union » administré par une armée de vingt mille fonctionnaires détachés de New-Delhi. Ensuite, elle est - tout de même - capitale du Pendjab. Enfin, elle est aussi celle de l'Etat voisin de l'Haryana, ancienne province du « Grand Pendjab » d'autrefois.

Cohabitation forcée

L'imbroglio politico-administratif n'ayant toujours pas été réglé, les Pendjabis, contrairement à ce qu'ils ont dit promise, sont toujours obligés de « partager » leur ville. Et cette cohabitation forcée ne fait qu'ajouter un peu plus aux griefs de la communauté sikhs, majoritaire à 80 % dans l'Etat, à l'égard du gouvernement central. A force d'appartenir à tout le monde, Chandigarh n'est à personne. Le rêve n'est pas mort mais reste inachevé. Cinquante et un ans après la pose de la

première pierre, la « cité de la déesse Chandī » est plutôt mal vieillie. Telle est en tout cas la première impression du visiteur de passage à la vue de ces bâtiments de ciment gris, noircis par les irréparables outrages de la mousson.

Une visite de Chandigarh commence par la « tête » de ce que Le Corbusier a conçu comme un corps humain : au nord, le « Capitole », quartier du pouvoir où trône le « Secrétariat », une barre de onze étages abritant les bureaux de l'administration ; à côté, ce grand bâtiment surmonté d'une « cheminée » futuriste, symbole de l'ère du nucléaire et des centrales atomiques dont rêvait l'Inde de Nehru, c'est l'Assemblée nationale. Ici viendront bientôt - après cinq années de vide politique - siéger les 117 députés élus lors



de la consultation du 19 février dernier. Depuis 1987, le Pendjab était, pour cause de crise sanglante, placé sous la tutelle directe de New-Delhi.

Tout près, à l'autre extrémité d'une esplanade où le palais du gouverneur n'a jamais été construit, s'élève le rectangle de la haute cour de justice et se dresse la célèbre sculpture de la main ouverte, signe d'ouverture et de tolérance dans ce « monde (qui) subit l'étroite loi de contradictions mortelles », comme l'écrit un jour à Nehru Le Corbusier.

Plus au sud, les deux « bras » de Chandigarh sont respectivement réservés à l'éducation et à l'industrie, universités et collèges étant séparés des usines par le « tronçon » de la ville, c'est-à-dire les centres résidentiels et commerciaux. Ces blocs, indépendants les uns des autres, permettent aux habitants de vivre



Un « laboratoire vivant »

L'architecte en chef de Chandigarh, O. P. Mehta, a travaillé de longues années avec Le Corbusier et reste l'un des défenseurs inconditionnels de « sa » ville : « Chandigarh est un laboratoire vivant où l'on peut trouver les solutions des problèmes urbains des années à venir », soutient M. Mehta. « Les jugements des touristes de passage sur la beauté ou la laideur de la ville ne m'intéressent pas. Ce qui me préoccupe, c'est le bien-être des habitants. Et je peux vous dire une chose : ici, les gens ne sont pas heureux, ils ont « très » peur ».

Certes, l'expansion démographique d'une ville enclavée pour cinq cent mille personnes et qui en abrite aujourd'hui sept cent mille, ne va pas sans poser de sérieux problèmes. Les plus pauvres, généralement des travailleurs migrants, ont ainsi été relégués au sud de la cité tandis que les Indiens de la classe moyenne ont toutes les raisons d'être satisfaits de leurs conditions d'existence. « Ici, les gens ont l'impression d'être des privilégiés par rapport au reste de l'Inde », souligne le directeur de l'Alliance française.

« Oui, je me sens bien à Chandigarh », assure Simranjit, un jeune étudiant sikh, qui a ici un peu l'impression de pouvoir échapper à la déprimante ambiance d'un Pendjab de tous les terrassins. Même si « l'interdiction de transporter le sair un copain à l'arrière de mon scooter » lui rappelle tout de même qu'un jeune Sikh est toujours suspect « d'être un militant en puissance » : la pratique de l'« action-commando » sur deux-roues des partisans d'un « Khalistan » indépendant a forcé la police locale à prendre des mesures.

Mais il est vrai qu'en arrivant du Pendjab profond, après avoir franchi les barrières de soldats en tenue camouflée, mitrailleurs à la hanche, Chandigarh a malgré tout des allures de havre paisible à la frontière d'un camp retranché. « L'atmosphère n'est plus vraiment la même depuis le début des troubles, remarque pourtant un fonctionnaire de haut rang, le fossé qui s'est creusé au fil des années entre Sikhs et Hindous n'est pas près d'être comblé ».

BRUNO PHILIP

AMÉRIQUES

HAÏTI

Le président provisoire rejette l'accord sur le retour du Père Aristide

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Me Joseph Nérette, le président provisoire installé par les militaires après le coup d'Etat du 30 septembre dernier, s'est vivement opposé, vendredi 6 mars, à la solution de la crise haïtienne négociée sous les auspices de l'Organisation des Etats américains (OEA). Dans un message à la nation prononcé en présence du général Raoul Cedras, le chef des forces armées et principal auteur du putsch, Me Nérette a enjoint aux parlementaires de ne pas ratifier l'accord signé, le 23 février à Washington, par le chef de l'Etat en exil Jean-Bertrand Aristide et les présidents des deux Chambres.

Cet accord prévoit la formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par l'ancien responsable communiste René Théodore et le rétablissement, dans un délai non précisé, du président Aristide dans ses fonctions. Se présentant comme le seul président légitime, Me Nérette a affirmé que l'accord de Washington était « inconstitutionnel ». Il a accusé l'OEA de menacer « la souveraineté nationale », en prévoyant notamment l'envoi d'une mission civile pour renforcer les institutions haïtiennes, qu'il assimile à une « force d'occupation ».

Ce discours, prononcé avant que la Chambre s'approprie à ratifier l'accord, « contient des menaces graves et inadmissibles contre le Parlement », a déclaré son président, au nom de la plupart de ses collègues. Plusieurs parlementaires s'inquiètent des menaces à peine voilées récemment proférées à leur encontre. Selon l'un d'eux, un membre du gouvernement de fait avait menacé le Parlement de dissolution si l'accord de Washington était ratifié.

Plusieurs politiciens proches des putschistes avaient demandé à la

télévision que les parlementaires qui voteraient en faveur de la solution négociée soient arrêtés. Ces menaces ne peuvent être prises à la légère : depuis le coup d'Etat, un député a été tué par un supplétif de l'armée et plusieurs autres sévèrement agressés.

De l'avis des observateurs, Me Nérette s'est fait le porte-parole du véritable homme fort, le général Cedras. Après avoir garanti la « neutralité des forces armées » dans un récent échange de lettres avec M. Théodore, le chef de l'armée a exclu toute possibilité de retour en Haïti du président Aristide, qui demande sa « mise aux arrêts » ou son exil (le Monde du 4-5 mars). Selon le premier ministre de fait, Jean-Jacques Honorat, la seule issue « démocratique » consiste à organiser de nouvelles élections sans le Père Aristide, dont « le retour provoquerait une guerre civile et une intervention étrangère ».

JEAN-MICHEL CAROIT

NATIONS UNIES : Haïti et le Guatemala condamnés par la Commission des droits de l'homme. - La Commission des droits de l'homme de l'ONU a condamné, jeudi 5 mars, à Genève, le renversement du président Aristide à Haïti et s'est déclarée inquiète de la « persistance de violations graves des droits de l'homme » au Guatemala. A propos de Haïti, elle exprime sa « profonde préoccupation » devant les exécutions sommaires, les arrestations arbitraires, les tortures, viols et privations des libertés fondamentales, après le coup d'Etat. Sur le Guatemala, la Commission s'est dite « préoccupée par la participation de membres des forces armées » à ces violations mais « encouragée par la manifesta-

ÉTATS-UNIS : la campagne électorale

M. George Bush fustige la « politique de la haine »

A la veille de la primaire de Caroline du Sud et de celles du « super-mardi » 10 mars dans plusieurs Etats du Sud, le président George Bush a vivement dénoncé, vendredi 6 mars, à Baton-Rouge (Louisiane) l'« horrible politique du racisme, de la haine, de l'intolérance », choisissant de nouveau de ne pas s'en prendre nominalement à son adversaire, l'ultra-conservateur Pat Buchanan, ni à l'ex-membre du Ku Klux Klan David Duke, qui fait son entrée dans la course. Par ailleurs, piqué au vif par les nombreux articles de presse relevant la médiocrité des discours présidentiels sur les autres thèmes de la campagne, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a « explosé » vendredi, qualifiant les journalistes de « bédarres faibles », avant de s'excuser. - (AFP, AP, UPI)

tion de volonté politique du gouvernement » de sanctionner des responsables. - (AFP)

Des savants nucléaires russes recrutés par les Etats-Unis. - Le gouvernement américain prévoit d'engager 116 savants russes spécialisés dans la recherche sur la fusion nucléaire, rapporte le New York Times du 6 mars. Ces experts appartiennent à l'Institut Kouratov de l'énergie atomique de Moscou et sont pratiquement contraints au chômage technique par manque de fonds. Ils recevront chacun 90 000 dollars pour un an de travail, écrit le journal, qui ajoute que leurs travaux seront parrainés par le département américain de l'Énergie. - (Reuters)

PROCHE-ORIENT

Après les critiques du département d'Etat

Les Palestiniens souhaitent éviter une polémique avec Washington

La délégation palestinienne aux négociations de paix bilatérales a estimé, à Washington, que les Etats-Unis avaient pris position pour Israël en critiquant la prestation palestinienne à la dernière session des pourparlers, qui vient de s'achever.

« Les déclarations du département d'Etat signifient que les Etats-Unis prennent position pour Israël », a déclaré vendredi 6 mars le porte-parole palestinien, M^{me} Hanane Achraoui, lors d'une rencontre avec des journalistes. Le chef de la délégation palestinienne, M. Haidar Abdel Chafi, a affirmé, pour sa part, que les déclarations américaines « n'étaient pas justes ». Selon lui, « la position israélienne, qui repose sur la force, est en contradiction totale avec les termes de référence du processus de paix, alors que les Palestiniens [s'y] conforment parfaitement ».

Pour M^{me} Achraoui, les déclarations américaines sont « extrêmement regrettables, injustifiées, inopportunes et alarmantes ». « Elles s'en prennent à la forme qu'a le fond de la position palestinienne », a-t-elle ajouté, en soulignant que, lors de la session des bilatérales, la délégation palestinienne avait présenté des propositions détaillées pour l'autonomie des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, prévoyant notamment des élections.

Elle a affirmé, en outre, que « de hauts responsables du département d'Etat » avaient assuré les Palestiniens que les critiques faites jeudi « ne reflétaient pas la position du secrétaire d'Etat James Baker ». M^{me} Achraoui et M. Abdel Chafi ont enfin souligné qu'ils voulaient éviter d'engager

une polémique avec le département d'Etat. « L'important maintenant est de limiter les dégâts », a déclaré M^{me} Achraoui. - (AFP)

Koweït : le sort des expatriés asiatiques

Un membre du Congrès américain se voit refuser un visa

L'ambassade de Koweït aux Etats-Unis a refusé d'accorder un visa à un membre du Congrès américain, M^{me} Patricia Schroeder, qui comptait venir dans l'émirat pour y enquêter à titre personnel sur le sort de milliers d'expatriés asiatiques. Une source américaine bien informée à Koweït a indiqué que l'ambassade a refusé de lui accorder car « toute enquête sur le sort des travailleurs immigrés est une affaire intérieure ».

Les Philippines, l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka fournissent les plus gros contingents d'employés de maison aux pays du Golfe, avec près d'un million de jeunes filles qui assurent à leurs pays d'origine importantes rentrées de devises. Selon une source proche de l'ambassade des Philippines à Koweït, plusieurs centaines d'entre elles se sont réfugiées depuis juillet dernier dans cette ambassade pour fuir les sévices et parfois les violences sexuelles dont elles sont victimes. De même source, un aide de 220 employées de maison philippines, dont neuf se sont trouvées enceintes après avoir été violées, se trouvent actuellement à l'ambassade. - (AFP)



POLITIQUE

Une permanence du Front national saccagée à Rouen

Réunis à l'appel d'une trentaine d'organisations politiques et syndicales, plus de deux mille manifestants ont défilé dans le calme dans les rues de Rouen (Seine-Maritime), vendredi 6 mars, pour protester contre la présence de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, venu soutenir les candidats de son parti aux élections régionales.

Au moment de la dislocation du cortège, de violents affrontements ont éclaté d'abord entre un petit nombre de manifestants aux militantes du Front national, appuyés par des skinheads. Les manifestants anti-Le Pen se sont heurtés ensuite, pendant près de deux heures, aux forces de l'ordre qui leur interdis-

saient l'accès de la place où M. Le Pen devait tenir son meeting. Ils ont alors défoncé des vitrines, des vitrines de magasins et les fenêtres d'un poste de police, alors fermé. Répliquant aux jets de cocktails Molotov et de projectiles divers par des tirs de grenades lacrymogènes, les CRS ont alors chargé et procédé à une vingtaine d'interpellations.

Dans le même temps, une cinquantaine de personnes ont saccagé la permanence locale du Front national. Les casseurs sont repartis rapidement avant l'arrivée de la police et de militants du Front national. Ces incidents n'ont fait aucun blessé.

Au cours de son meeting, M. Le Pen a mis ces violences sur le

compte « de nervis gauchistes et trotskistes à la solde du Parti socialiste ». Il a également estimé que M. Edith Cresson était « responsable de cette guerre civile ». Le président du parti d'extrême droite s'est ensuite attaqué à M. Laurent Fabius, tête de liste du PS en Haute-Normandie. Il a réclamé que celui-ci soit traduit devant la Haute Cour de justice car il est, selon lui, « responsable en sa qualité d'épouse de premier ministre de l'assassinat de plus de sept mille transfusés ». « C'est une autorisation dont il est le seul responsable qui a permis de diffuser le sang contaminé par le sida et qui les a condamnés à mort », a affirmé M. Le Pen.

■ Doubs : polémique sur la candidature de M. Gogginot-Gauchet. M. Michel Jacquemin (UDF-CDS), député du Doubs et tête de la liste UDF aux élections régionales de Franche-Comté, a demandé « avec une extrême vigueur », vendredi 6 mars, que M. Roland Gogginot-Gauchet, directeur de *National Hebdo*, se retire de la liste FN présentée dans le département, pendant les révisions sur son passé pendant l'Occupation (*le Monde* du 7 mars). Pour M. Jacquemin, le passé du candidat léniniste, membre du bureau politique du FN, « cloque comme une insulte à la figure des Franco-Comtois », et cette candidature constitue « un pas de plus dans la détérioration de l'image du monde politique et dans le sabotage en règle de notre démocratie ». « La mesure est pleine pour tous ceux qui sont attachés aux valeurs fondamentales de notre nation », conclut-il.

■ Hérault : l'interdiction des réunions électorales à Palavas-les-Flots. — M. Bernard Gérard, préfet de l'Hérault, a demandé vendredi 6 mars à M. Christian Jeanjean, maire (div. d.) de Palavas-les-Flots, de retirer l'arrêté municipal par lequel il a décidé d'interdire toute réunion électorale dans sa commune, où M. Le Pen devait tenir un meeting le 14 mars. M. Jeanjean a maintenu sa position et a annoncé une prochaine réunion de son conseil municipal. Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le *Monde* du 5 mars, ce n'est pas le conseil municipal unanime qui a pris cette décision le 2 mars, mais le maire, après avoir réuni le groupe majoritaire.

■ Hérault : l'interdiction des réunions électorales à Palavas-les-Flots. — M. Bernard Gérard, préfet de l'Hérault, a demandé vendredi 6 mars à M. Christian Jeanjean, maire (div. d.) de Palavas-les-Flots, de retirer l'arrêté municipal par lequel il a décidé d'interdire toute réunion électorale dans sa commune, où M. Le Pen devait tenir un meeting le 14 mars. M. Jeanjean a maintenu sa position et a annoncé une prochaine réunion de son conseil municipal. Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le *Monde* du 5 mars, ce n'est pas le conseil municipal unanime qui a pris cette décision le 2 mars, mais le maire, après avoir réuni le groupe majoritaire.

ALAIN ROLLAT

Les initiatives contre les thèses de M. Le Pen se multiplient dans les Alpes-Maritimes

NICE

de notre correspondant régional

A l'approche du scrutin régional, les initiatives émanant de divers groupes sociaux non liés à des partis politiques se multiplient, dans les Alpes-Maritimes, pour lutter contre l'abstentionnisme et les thèses de l'extrême droite.

■ Comme Catherine Segura, les Nigpis font face à la sous le titre de l'affiche, six gaillards dévoilent leurs fesses, et proclament, en nigou, « *Voten par de Le Pen* ». Les Nigpis de souche auront compris l'allusion à l'un des épisodes les plus fameux de leur histoire (expliqué, en quelques mots, sous le montage). Lors du siège du château de Nice par les troupes franco-turques en 1543, une robuste lavandière, Catherine Segura, aurait assumé, à coups de battoir, un officier turc tentant de franchir une herbe et lui aurait arraché son étendard. Mais la légende raconte que l'héroïne nigoise, devenue le symbole de la résistance de la ville à l'invasion, aurait, en fait, retourné ses cotillons et montré son postérieur aux assaillants.

Derrière ce détournement de l'histoire locale, l'Association pour la démocratie à Nice et dans les Alpes-Maritimes (ADN), créée, en novembre 1991, par deux jeunes paysagistes locaux, Arnaud Binoche et Michel Chaboulier. Sans soutien financier ni parrainage d'aucune sorte, ceux-ci s'étaient fixés comme objectif de « rassembler toutes les personnes désireuses de lutter démocratiquement contre Jean-Marie Le

Pen ». Leur mouvement, dirigé aussi contre l'abstention, a rapidement essaimé et les aides ont afflué. A la mi-décembre, l'ADN a lancé un appel « à voter contre Le Pen » qu'elle comptait publier, sous forme de publicité, dans le quotidien *Nice-Matin*. En quelques semaines, l'argent nécessaire a été apporté par plus de six cents signataires, dont de nombreux artistes plasticiens de renom (*le Monde* du 27 février). Finalement, la démarche a échoué (1) mais les fonds recueillis seront utilisés pour une grande campagne d'affichage, à partir du 11 mars, sur le thème : « S'abstenir c'est laisser le champ libre à la haine ».

« Ils s'affichent contre »

D'autres actions sont en cours ou à venir. Une quarantaine de dessinateurs de BD se sont mobilisés pour organiser une exposition intitulée « Ils s'affichent contre » dans deux galeries nicoises, mais, vendredi 6 mars, dix-huit de leurs œuvres ont été volées dans l'une de ces galeries. En début d'après-midi, un homme a ceinturé l'employée de la galerie Lola Gassin, alors qu'un caméléon dérobait les œuvres exposées, constituées essentiellement de dessins humoristiques dus à des auteurs tels que Ben, Abiven, Godeau, Michou, Strauch, Kouro, Did, Jal, Got et Solé. Sont également prévus un colloque, le 12, sur « Le danger économique et culturel du Front national dans les Alpes-Maritimes » et une « grande chaîne contre la haine ».

le 14, à laquelle les partis politiques ont été invités à participer (2).

La communauté scientifique a voulu, elle aussi, exprimer ses « préoccupations », devant le risque d'un « accessions au pouvoir régional » du Front national. A l'initiative d'une association ad hoc, Science et technologie contre l'extrême droite, deux appels spécifiques ont été lancés, de Nice, sur l'ensemble de la région : l'un s'adressant aux scientifiques, l'autre à la haute technologie. Ensemble ils ont recueilli plus de mille signatures.

Enfin, la communauté juive de Nice et de la région a décidé de s'impliquer totalement dans le scrutin du 22 mars. Pour les cantonales, elle a adressé un questionnaire à tous les candidats entrés chez ceux du Front national, leur demandant de se déterminer, clairement, par rapport à l'extrême droite, avant comme après l'élection. En fonction des réponses, elle ira, sur le terrain, faire campagne.

GUY PORTE

(1) Bien que le texte de cet appel ait été édité, *Nice-Matin* l'a refusé en vertu d'un article du code électoral (L-52-1) qui interdit l'utilisation, à des fins électorales, de « tout procédé de publicité commerciale » dans les trois mois précédant la date d'un scrutin.

(2) L'exposition doit avoir lieu chez Lola Gassin et Hermine Le Calm jusqu'au 15 mars; le colloque, au Centre universitaire méditerranéen, 63, Promenade des Anglais, à Nice, le 19 mars à 22 heures. Le rendez-vous pour la chaîne est fixé, à 14 heures, place de la Liberté.

M. Joxe : ne pas « s'accommoder sans réagir »

Interrogé sur les manifestations contre le Front national, M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a estimé vendredi 6 mars, sur France Inter, qu'« on ne doit pas s'accommoder sans réagir, du fait qu'un certain nombre d'idées qui nous rappellent les pires heures de notre histoire ne de l'histoire d'autres pays européens progressent ». « La démocratie », a ajouté le ministre de la défense, « est que chacun puisse s'exprimer, y compris ceux qui sont contre ». S'il « comprend » les manifestations anti-Front national, M. Joxe a toutefois précisé que « le droit à la manifestation est entier et reconnu par la loi, mais le droit à

la violence n'existe pas ». Évoquant la réforme du mode de scrutin, le ministre de la défense a souligné qu'il était « l'un des rares hommes politiques français qui nient toujours être pour la proportionnelle ».

M. Bernard Tapie, tête de la liste Énergie Sud (majorité présidentielle) dans les Bouches-du-Rhône, a observé pour sa part, que « c'est le nombre d'électeurs qui diminue, et non pas l'électorat du Front national qui augmente ». Interrogé vendredi sur Télé Monte-Carlo, M. Tapie a indiqué que « la seule question » qui se pose aujourd'hui à propos du FN « est de le déclarer illégal et il disparaît, ou légal, et il

siège à l'Assemblée nationale ». « Il faut arrêter le FN, maintenant ou jamais », a ajouté M. Tapie.

M. Yvan Briant, président du Centre national des indépendants (CNI), s'est déclaré résolu à buster l'interdiction prononcée par certaines communes à l'encontre des réunions publiques du Front national. « On fait ainsi de Le Pen un martyr de la démocratie, c'est un comble et c'est scandaleux », a-t-il déclaré. Ancien député, élu sur une liste Front national en 1986, M. Briant a ajouté que « lorsque la droite est forte, il n'y a pas d'extrême droite ».

ANDRÉ LAURENS

Les élections cantonales dans le Rhône

M. Noir provoque deux primaires dans l'opposition

L'union de l'opposition, entre le RPR, l'UDF et M. Michel Noir, s'est réalisée pour les élections cantonales dans le Rhône. Mais, aux cantonales, le maire de Lyon a choisi de provoquer deux primaires en présentant deux candidats.

LYON

de notre bureau régional

A quelques minutes de l'heure limite du dépôt officiel des candidatures aux élections cantonales, vendredi 6 mars, à midi, plusieurs mouvements contradictoires ont agité les couloirs de la préfecture du Rhône. Une même agitation régnait dans les états majors du RPR, de l'UDF, et à l'hôtel de ville de Lyon. Car M. Michel Noir avait fait savoir que, si le RPR et l'UDF ne réservaient pas deux cantons à ses amis, il présenterait des candidats étiquetés Nouvelle Démocratie dans les huit qui sont renouvelables à Lyon.

M. Noir n'est pas allé jusqu'au bout de ses menaces, il a même retiré deux de ses candidats potentiels peu avant l'heure limite. Pour autant, l'UDF et le RPR ont investi un représentant unique dans les deux cantons convoités par le maire de Lyon. La majorité municipale de M. Noir ne sort pas indemne de ces primaires, puisque le maire du troisième arrondissement, M. André Bourgoigne, est soutenu par le RPR, dans le septième canton; et que celui du sixième arrondissement, M. Jean-Marc Chavent, porte, dans le huitième canton, les couleurs de Nou-

velle Démocratie. « Il n'est pas incroyable que le maire de Lyon revende deux cantons », a expliqué, vendredi, M. Noir, à l'occasion d'un déjeuner qui réunissait la plupart des chefs de file de la droite lyonnaise. « Certains abandonnés à la médiocrité ont dû mal à résister leur abandonnement », a-t-il ajouté. Cette dernière remarque a été diversement appréciée, notamment par les membres du RPR. Ces derniers se sentent déjà floués par les négociations qui ont permis la constitution d'une liste unique pour les régionales, où le tiers des places jugées éligibles est revenu aux amis de M. Noir.

Quant à l'UDF, elle n'a pas cédé aux demandes du maire de Lyon, ses responsables votant même à l'unanimité « un non-soutien » à une candidate Nouvelle Démocratie. Or, depuis décembre 1990, et le départ de M. Noir du RPR, l'UDF lyonnaise avait apporté un soutien tangible à celui-ci.

Les scrutins des 22 et 29 mars ne devraient pas bouleverser la composition actuelle du conseil général du Rhône (27 UDF et apparentés, 10 RPR, contre 12 PS et 2 PCF), ni remettre en cause son président, M. Michel Mercier (UDF-CDS). Les socialistes sont plus à la peine, notamment à Villeurbanne, où les trois cantons de la ville, actuellement détenus par le PS, sont renouvelables. L'opposition veut, deux ans après la mort de Charles Hernu, transformer ces cantons en municipales anticipées.

BRUNO CAUSSÉ

Bilan de santé

Suite de la première page

L'extrémisme de gauche n'est pas la bonne réponse à l'extrémisme de droite. Ce n'est pas en recourant à la violence au nom des principes démocratiques qu'on peut les faire prévaloir, dans une compétition électorale, même s'il s'agit de combattre des thèses qui les pervertissent à l'abri des institutions républicaines. C'est en les pratiquant.

Mais ce bilan ne saurait non plus dispenser les états-majors politiques d'un surcroît de lucidité dans leur recherche des meilleurs moyens de riposter légalement aux assauts du Front national. Les discussions sur la responsabilité des médias, sur les avantages et les inconvénients du mode de scrutin proportionnel, comme celles sur l'opportunité de ces manifestations anti-Le Pen, ont tendance à devenir, en effet, de vaines ratiocinations. Elles ont d'ailleurs en commun de réduire le problème de l'audience de l'extrême droite à la seule dimension médiatique : pourquoi parler autant du Front national ? Faut-il lui fournir un tremplin parlementaire ? Pourquoi lui fournir l'occasion de se poser en martyr ? Comme si le plateau de télévision était vraiment devenu le *nec plus ultra* de la vie publique !

Si les grands médias ont accentué l'effet Le Pen, à partir de ses premiers succès électoraux de 1983, ils ne l'ont pas créé; ils n'ont fait que prendre en considération la réalité d'une émergence politique. Si le scrutin majoritaire majoritaire de proportionnelle ou du bon qu'on s'agit de gérer les communes en maintenant la stabilité du pouvoir exécutif et le droit d'expression des minorités, pourquoi, *a priori*, en irait-il autrement à l'Assemblée nationale ? Empêcher le Front national de s'exprimer serait, à coup sûr, le

précipiter vers la tentation de l'activisme et accablé, à son plus grand profit, le discours de ceux de ses chaires qui, depuis le printemps 1981, voient dans la France un immense gouffre hexagonal. Réclamer aujourd'hui sa dissolution, au moment où un Français sur trois se déclare globalement d'accord avec ses thèmes et où il rassemble plus de 14 % des intentions de vote, confine à la stupidité. Que cela plaise ou non, sa montée en puissance nous renvoie, tel un miroir, l'image de notre société française de ces années 90.

Ce n'est pas en refusant la confrontation avec M. Le Pen qu'on peut espérer démontrer la vacuité de ses mythes et de ses mystifications qui préconisent des remèdes simplistes aux maux des sociétés contemporaines dont la complexité est, au contraire, la principale caractéristique. Ni en se bornant à la dénonciation. C'est d'abord en abordant cette confrontation à partir des valeurs républicaines que le président du Front national cherche à bousculer. C'est ensuite, et surtout, en opposant à ces prétendus remèdes des projets collectifs capables de répondre aux aspirations des électeurs insérés par la démolition de leur chef de file et de ramener les abstentionnistes vers les urnes. Ce n'est pas l'affaire des seuls socialistes.

Les manifestations pacifiques contribuent à cet indispensable débat public mais elles mettent aussi en évidence la faiblesse de ces états-majors sur ces deux terrains et la nécessité d'une réflexion plus approfondie sur la revitalisation d'un système institutionnel qui a engendré à tous les étages des dynamiques de « déresponsabilisation » dont l'absorption médiatique n'est que le symptôme le plus net.

ALAIN ROLLAT

LIVRES POLITIQUES

De quel'un qu'il, vous entreprenant tout de go sur le politique, commence par remettre à leur juste place ses personnages les plus en vue — la Réaliste, le Pragmatique, l'Observateur-objectif-proche-des-faits — et relative ses valeurs les plus cotées — l'Humanisme, l'Objectivité, le Loi du Marché, — on accepte volontiers la compagnie et la conversation. On écoute d'autant plus attentivement son discours qu'il est rare et pénétrant.

Pau importe d'où parle celui qui le tient; ce n'est pas, en tout cas, d'une tribune télévisée. Son originalité n'est point de se réclamer tranquillement du royalisme et de la gauche, ce qui n'est pourtant pas si banal, mais de s'exprimer différemment de bien d'autres, de préférence sur des sujets graves et, le cas échéant, avec la rigueur pour complice. On saura reconnaître, sans doute, Bertrand Renouvin, cofondateur de la Nouvelle Action royaliste en 1971, candidat à l'élection présidentielle en 1974 et, depuis 1984, membre du Conseil économique et social.

Dans un ouvrage intitulé *L'Amour discret de la patrie*, il parle de la place de l'homme dans la société et dans la nature, de l'identité nationale, de la guerre, du fameux complot ourvernais fondé sur le Protocole de sages de Montboudiff, bref, de politique. Sur ces sujets, et sur quelques autres, cet auteur, décalé par rapport à la distribution des autres rôles de la scène nationale, a quelque chose à dire, avec ce ton qui lui est propre et qui parvient, en

Une autre musique

sourdine, à forcer l'attention. Il dit, par exemple, que la difficulté majeure pour les responsables politiques ne réside pas dans une prétendue rupture avec le réel, mais, pour une part, dans le refus des idées qui permettent de comprendre, de modifier et parfois de transformer la réalité. Du coup, le plat discours du réalisme, censé recouvrir les cendres des idéologies mortes, comme on sait, n'en paraît que plus mince.

Sans crier, sans même prétendre choquer, Bertrand Renouvin assène, on croit rêver, que « le Marché, modèle unanimement respecté », n'est pourtant qu'une « utopie régressive et médiocre ». Utopie parce qu'il n'existe pas à l'état économiquement pur et qu'il lui faut toujours s'inscrire dans une réalité politique (État, nation, empire, cité, monnaie); régressive parce qu'elle nous fait « tomber d'un matérialisme dialectique sans aucun doute illusoire, mais qui se fondait au moins sur un commandement moral (que l'homme n'exploite pas l'homme), dans un matérialisme primaire, encore plus réducteur que le précédent, et hostile au principe même de la justice sociale ».

Au passage, l'auteur déplore que la gauche cède à l'idéologie ambiante, « tantôt par réalisme mal placé, tantôt sous l'effet de ce dolorisme chrétien social dont on peut mesurer aujourd'hui la perversité : rigueur pour le salarié,

durée à l'égard des pauvres, mais liberté pour les spéculateurs, aide à l'enrichissement sans cause, chapeau bas devant le profit. On comprendra que ce genre de sortie n'est pas fréquent, même au Conseil économique et social.

Les chantages de l'individualisation de la société, les fausses notes de la communication, les fantasmes des Verts, la vacuité du discours léniniste, donnent parallèlement au cavalier royaliste l'occasion de décaler le paysage politique qu'il traverse. Ce qu'il conteste, chez les Verts, c'est « la faiblesse de leur anthropologie, la puissance de leurs nostalgies et de leurs phobies, leur mépris pour le politique en tant que tel »; ce qu'il n'accepte pas chez Jean-Marie Le Pen, auquel il ne reconnaît qu'un talent de polémiste sur le service d'un discours national-populiste semblable à « une auberge espagnole dans sa variante française », c'est que, contrairement à ses présumés et à sa symbolique, il va à l'encontre de toute la tradition française.

En effet, le leader du Front national se réclame d'une identité nationale fondée sur la fidélité, la régression et l'exclusion dans laquelle l'occidentisme monarchiste de Bertrand Renouvin ne retrouve pas ses composantes historiques, culturelles, sociologiques. Il lui oppose une conception dynamique du fait national qui s'enrichit de la diversité de la

communauté et continue de vivre sa propre vie : « Toute reconstitution à l'identité est en ce domaine caricaturale ou sacrilège », rétorque l'adepte de la monarchie moderne ou tribun de l'archo-nationalisme.

Il ne faudrait pas, même sous le périclisme prétexte de la communication, dire n'importe quoi. Aussi, Bertrand Renouvin invite-t-il chacune des familles politiques à retrouver « les sources de sa pensée, les principes essentiels de son action » et leurs leaders à s'abstenir du conditionnement médiatique qui les stérilise en les confinant dans l'instrumentalisation des idées, alors qu'ils devraient d'abord les servir et, éventuellement, les produire.

Puisque notre auteur se réclame d'un patriotisme discret, on signifiera le parution d'un *Eloge des patries*, anthologie critique établie par Jean Bistaire et préfacée par Michel Jobert. Elle réunit, sur six siècles d'histoire, cent vingt auteurs et a pour objectif, non de battre le rappel du patriotisme avec tambours et trompettes, mais d'en illustrer le cours historique jusqu'à ce qu'il incorne de nos jours ce que Michel Jobert appelle « un patriotisme de compassion, respectueux de tous les respects ». Manifestement pas celui que l'on prétend faire renaître des cendres de Jeanne d'Arc.

■ *L'Amour discret de la patrie*, de Bertrand Renouvin. Ramsay de Cortanze, 236 pages, 125 francs.

■ *Eloge des patries*, de Jean Bistaire. Éditions universitaires, 170 pages, 139 francs.

des élections rég

A

Les régions

Après avoir examiné l'action des conseils régionaux dans le domaine du développement économique, de la formation professionnelle, de l'éducation et de la culture, le *Monde* des 3, 4, 5 et 7 mars, nous présentons cette série d'articles par un bilan de la politique européenne des régions.

Tout le monde en est d'accord : depuis 1984, les régions françaises ont connu une véritable révolution. Une révolution économique, certes, mais aussi une révolution politique. Les régions ont en effet obtenu, pour la première fois, une place au sein de l'Union européenne. Les régions françaises ont ainsi pu participer à la décision de l'Union européenne.

Les régions françaises ont ainsi pu participer à la décision de l'Union européenne. Les régions françaises ont ainsi pu participer à la décision de l'Union européenne.

Le ch

C'est à l'occasion d'un débat sur la réforme électorale, organisé à la demande de la Commission européenne, que les régions françaises ont pu participer à la décision de l'Union européenne.

Des titres, des postes honorifiques des responsables dans des comités, il en a de quoi rembourser les dépenses de la réforme électorale.

Quant à l'UDF, elle n'a pas cédé aux demandes du maire de Lyon, ses responsables votant même à l'unanimité « un non-soutien » à une candidate Nouvelle Démocratie. Or, depuis décembre 1990, et le départ de M. Noir du RPR, l'UDF lyonnaise avait apporté un soutien tangible à celui-ci.

Les scrutins des 22 et 29 mars ne devraient pas bouleverser la composition actuelle du conseil général du Rhône (27 UDF et apparentés, 10 RPR, contre 12 PS et 2 PCF), ni remettre en cause son président, M. Michel Mercier (UDF-CDS). Les socialistes sont plus à la peine, notamment à Villeurbanne, où les trois cantons de la ville, actuellement détenus par le PS, sont renouvelables. L'opposition veut, deux ans après la mort de Charles Hernu, transformer ces cantons en municipales anticipées.

BRUNO CAUSSÉ

مكتبة محمد

POLITIQUE

des élections régionales

A la recherche de la dimension européenne

Les régions françaises ont signé de nombreux accords de coopération avec leurs voisines de la Communauté et multiplié les initiatives pour peser sur les instances de Bruxelles

Après avoir examiné l'action des conseils régionaux dans le domaine du développement économique, de la formation professionnelle, de l'éducation et de la culture (le Monde des 3, 4, 5 et 7 mars), nous clôturons cette série d'articles par un bilan de la politique européenne des régions.

Tout le monde en est d'accord : depuis deux ou trois ans, les régions françaises connaissent une véritable boulimie d'Europe. Un symptôme examiné avec suspicion, à la fois par l'Etat, toujours attentif à ses prérogatives, et par les eurocrates de Bruxelles qui, malgré les discours officiels, redoutent tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à une amorce de fédéralisme européen des régions. Il est vrai que les voix empruntées par les régions françaises pour tenter de peser auprès des instances européennes et de se faire une place au soleil de Bruxelles donnent l'impression d'un véritable labyrinthe.

Les régions ont d'abord fait le pari des institutions. Elles pensaient qu'il était prioritaire pour elles de s'associer avec les régions des autres pays de la Communauté pour tenter de s'octroyer une place dans les institutions européennes. Telle était l'idée première d'Edgar

Faure quand ce fédéraliste convaincu lança l'Assemblée des régions d'Europe (ARE). Il s'agissait alors de militer pour la création d'un Sénat des régions d'Europe afin de permettre à celles-ci de participer directement à un processus législatif européen renoué. Ce projet de Chambre haute ne retint plus guère l'attention aujourd'hui. L'ARE a perdu beaucoup de son influence, s'épuisant en vaines et troubles querelles avec le Conseil des communes et des régions d'Europe (CCRE), pionnier de la défense des collectivités locales.

Jalousies politiques, concurrence entre grandes villes, départements et régions, enjeux de prestige, ces deux associations, outre qu'elles ne sont pas parvenues à se faire connaître, ont fini par se neutraliser. Leur influence est aujourd'hui extrêmement réduite. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles les régions n'ont toujours qu'une fonction consultative auprès des instances de Bruxelles. En juin 1989, M. Jacques Delors proposait à l'installation du Comité consultatif des collectivités locales et régionales. Dans le projet d'union politique signé à Maastricht, il est prévu de lui substituer un comité de région, qui passerait de quarante-deux à cent quatre-vingt-neuf membres, mais dont le caractère consultatif ne serait pas

moins confirmé. Au cours de leur deuxième assemblée plénière de novembre dernier à Strasbourg, les députés des cent quatre-vingt régions de la Communauté et des représentants du Parlement européen avaient par avance protesté, considérant qu'un tel comité, composé de surcroît de membres désignés in fine par les gouvernements membres, n'aurait qu'une existence de pure forme. Le débat n'est pas clos. On pourra juger à ses conclusions de la véritable influence des associations de régions.

Une éclosion de structures associatives

L'Europe des régions étant loin d'être reconnue dans l'édifice communautaire, les régions françaises ont tenté avec plus ou moins d'efficacité de rebondir sur d'autres terrains plus ouverts. Sur recommandation de Bruxelles et avec l'assentiment du gouvernement, elles ont commencé à recréer des jumelages avec d'autres régions d'Europe, qui ont provoqué une éclosion de structures associatives créées autour de thèmes spécifiques. Les régions transfrontalières ont créé l'Association des régions frontalières européennes et... l'Association des régions frontalières, les régions de montagne se sont regroupées au sein de communautés de travail, comme la Commu-

nauté des Alpes occidentales; les régions périphériques ont constitué une Conférence des régions périphériques maritimes, dont le siège se trouve à Rennes; les régions en reconversion ont mis en place l'Association des régions de tradition industrielle; les régions capitales ont fondé une Union des régions capitales de la CEE. La liste n'est pas exhaustive. De même est-il impossible de dresser l'inventaire complet de tous les accords bilatéraux, tel celui passé en juillet 1991 entre la Corse et la Sardaigne, qui ont été signés ces dernières années par les régions.

Des projets beaucoup plus ambitieux ont pris forme. Dès 1986, la région Rhône-Alpes passait des accords de coopération scientifique, technique et culturelle avec trois autres grandes régions d'Europe : le Bade-Wurtemberg, la Catalogne et la Lombardie. Un « arc atlantique » s'est également constitué, réunissant de Glasgow à Séville vingt et une régions. En mars 1991, dix d'entre elles se retrouvaient à Poitiers pour créer un observatoire des formations destiné à faciliter notamment les échanges de programmes pédagogiques. Autre exemple : la naissance, en juillet dernier, d'Euroregion regroupant les cinq régions du Nord-Pas-de-Calais, du Kent, de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles-capitale, pour préparer le

triple rendez-vous du marché unique, du tunnel sous le Manche et de l'arrivée du TGV nord-européen en 1993.

Active entreprise de lobbying

Parallèlement, on a assisté ces deux dernières années à une ruée vers l'or de Bruxelles. Seize des vingt-deux régions françaises y ont désormais leur antenne. Certaines, comme Rhône-Alpes et le Nord-Pas-de-Calais, ont leur propre représentation. D'autres ont choisi de se constituer en association. Celle du Grand Est réunit les régions d'Alsace, de Bourgogne, de Champagne-Ardenne, de Franche-Comté et de Lorraine; celle du Grand Sud comprend la Corse, le Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur; la Bretagne a choisi de faire équipe avec la région des Pays de la Loire; la Picardie vient d'inaugurer des locaux communs avec le comté anglais de l'Essex.

Avec un certain retard par rapport aux voisins européens et des moyens sans commune mesure avec ceux des Länder allemands qui ont sur place de véritables petites ambassades, toutes ces représentations se sont lancées dans une active entreprise de lobbying. Leur but : informer leur région sur tout ce qui se trame

dans les couloirs bruxellois, les prévenir des programmes économiques auxquels elles seraient en droit de prétendre et surtout s'intéresser au pactole des fonds structurels qui, pour la France et pour la période 1989-1993, représente une enveloppe de près de 17 milliards de francs.

Reste à s'interroger sur la réelle consistance de ces accords interrégionaux, qui donnent pour l'instant le sentiment d'une extrême confusion, et de ces démarchages devant les guichets de Bruxelles.

Les plus sceptiques n'y voient qu'amusements de la part d'élus régionaux friands de voyages ou, au mieux, jugent illusoire, voire dangereux, pour les régions françaises de prétendre s'associer avec les Länder allemands ou les provinces espagnoles tant que la décentralisation ne leur aura pas donné des pouvoirs accrus.

D'autres au contraire pensent qu'un mouvement irréversible est en train de s'enclencher, que, en parvenant à prendre du plus en plus de poids au travers de ces ententes interrégionales, les régions réussiront ainsi à s'insérer dans les mécanismes de décision européens et à jeter enfin les fondations d'une véritable Europe des régions.

DANIEL CARTON

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

Les utopies du professeur Minkowski

Le chef de file de Génération Ecologie dans la capitale ne s'intéresse pas à la « verdure » Son véritable emploi du temps, c'est la souffrance des femmes et des enfants

C'est un farceur, mais un farceur sérieux. La dernière frasque sérieuse de M. Alexandre Minkowski est de conduire la liste de Génération Ecologie à Paris pour les élections régionales. Le professeur Minkowski, c'est une sorte de moultin vivant qui rendrait leur rire aux petits enfants maltraités par cette chienne de vie. Il a déjà une plaque à son nom, au-dessus de la porte du service qu'il a longtemps dirigé à l'hôpital Port-Royal. « Elle a été posée quand j'étais à deux doigts de claquer. Maintenant que je l'ai vue, je peux mourir tranquille ».

Des titres, des postes honorifiques, des responsabilités dans des associations, il en a de quoi remplir une page entière de l'annuaire téléphonique. Pas le petit format, le grand. Il les aligne aux détours de phrases sérieuses, sans que l'on sache si c'est par malice ou par coquetterie. Ses détracteurs lui reprochent son côté cabot, mais M. le professeur est un provocateur. Et surtout pas un faux modeste ! Il faut le regarder, cet homme-là, grand, massif, paternel et rieur face à ces petits bouts d'homme dans les couloirs de son ancien service.

Du Bangladesh au Cambodge

Professeur de médecine d'origine polonaise, lui qui a traversé un siècle tragique rempli de morts et consacré son temps à préserver la vie de ceux qui sont sans défense. « Avec le temps qu'il me reste, je dois faire en huit jours ce que je faisais avant en six mois », dit ce gendarme de soixante-seize ans.

Chargé de mission au cabinet de M. Brice Lalonde depuis juin 1991, M. Minkowski a adhéré, en octobre, à Génération Ecologie, le mouvement que préside le ministre de

l'environnement. S'il considère que M. Lalonde peut être, à son poste, un « instigateur de lais », il sur-nomme les amis de M. Antoine Waechter, à mi-chemin entre le dédain et la rigolade, les « véritables ». Mandarin aux pieds nus et juif pas très catholique, selon le titre de deux de ses ouvrages, il ne se définit pas comme un militant écologiste. « L'écologie n'a jamais voulu dire la verdure, insiste-t-il. L'écologie, c'est la science de l'homme dans son milieu naturel et inter-humain ».

Alors, son véritable emploi du temps, c'est la souffrance des femmes et des enfants. Cette souffrance dont il ne pense pas une seule seconde qu'elle soit réductrice. « Ma campagne, c'est ce que je fais. Je ne suis pas entré là pour faire de la politique ». Son affaire à lui s'appelle l'écologie humaine. Le professeur se présente à Paris mais il semble faire campagne au Bangladesh où il passe huit jours tous les deux mois. Le Cambodge est

l'autre pays d'Asie auquel il donne son temps. Dans les deux cas, il y va pour les enfants stressés par les guerres et les catastrophes naturelles. Ici on lâ-bas, il défend un « art de vivre ou quotidien d'une manière démocratique et, surtout, en regardant constamment l'autre ». Utopiste, M. Minkowski est assez sceptique sur ses propres utopies, ce qui ne l'empêche pas de poursuivre son combat pour « changer la manière dont les hommes gèrent leurs affaires ».

Alfred Jarry et Woody Allen

Au cabinet de M. Lalonde - il appartenait auparavant à celui de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, et garde un souvenir amusé de son départ - M. Minkowski s'oc-

cupe du dossier santé-environnement. Il l'origine qu'une commune de la banlieue parisienne ait pu envoyer des enfants en colonie de vacances dans la région de Tchernobyl - « Il faut être fou, vous pouvez le dire » - alors même qu'on ne sait rien d'exact et de précis sur les retombées de tous ordres de l'accident qui a, en partie, détruit la centrale.

Cette folie, il la décèle également dans le sort qui est réservé aux déchets. « Il manque des laboratoires pour faire des dosages sur les sites industriels où 10 % des déchets toxiques sont hyper-toxiques », affirme-t-il en citant le plomb, le thallium et le cadmium. « Quand ça ne va pas dans l'environnement, c'est le feu qui trinque. L'intoxication au plomb est la plus dangereuse pour l'enfant. On ne la prévient pas dans les milieux défavorisés », dit celui qui travaille sur l'encéphalopathie congénitale. Quant aux déchets hospitaliers, il assure qu'ils ne sont « absolument

pas contrôlés ». En sa qualité d'ancien de l'université américaine Harvard, comme élève et comme professeur, M. Minkowski s'est fixé, fièrement, quelques règles anglosaxonnes : « Je ne sais pas. Je me suis trompé. Je ne tiens rien pour acquis ».

Ces principes ne constituent pas, surtout en France, surtout dans les milieux politiques, des données de base largement partagées. Et si son maître à penser en politique s'appelle Pierre Mendès France, il ne garde d'oublier deux compères qui côtoient dans son cœur l'ancien président du conseil : Alfred Jarry et Woody Allen. Le premier lui a peut-être inculqué la pataphysique, cette science ubuesque des solutions imaginaires, et le second l'aurore certaine poussée à jeter un œil plus distrait sur la politique que sur les comportements humains.

De la politique, pourtant, il en fit. A gauche, bien sûr. Avant, il était rocardien, politiquement. Maintenant, ce serait plutôt affecti-

vement. Mais il est très en colère contre la gauche socialiste qui, selon lui, a été « championne de la réalpolitik ». Cela ne lui fait pas pour autant aimer la droite. « MM. Giscard, Chirac et Le Pen, les ai côtoyés, dit-il en forme de boutade, et je peux vous dire qu'ils ne sentent pas bon ». C'est sa manière de se pencher sur les odeurs et sur les invasions. La poussée des thèses de l'extrême droite ne provoque chez lui aucune crainte car, assure-t-il, « il y a aujourd'hui beaucoup moins de légalistes que sous l'Occupation » ! Il ne s'offusque pas de l'attribution, par un tiers du label culturel de « mondialiste ». Il aurait même une certaine tendance à le revendiquer. « Vous savez, a-t-il enfin lâché, vous vous moquez peut-être de moi, mais vous ne réussirez pas à le faire oublier que je le ferai de moi-même ». Cabot ou provocateur ? Allez savoir...

OLIVIER BIFFAUD

Les candidats de M. Brice Lalonde à Paris

La liste de Génération-Ecologie conduite à Paris par le professeur Alexandre Minkowski comporte une majorité de femmes (vingt-trois sur quarante-deux). L'épouse du ministre de l'environnement, M^{me} Patricia Lalonde, y occupe symboliquement la dernière place. Le mouvement de M. Brice Lalonde propose notamment de limiter « rigoureusement » la circulation des voitures dans la capitale, de réaménager les berges de la Seine et de favoriser l'ouverture des crèches et des écoles de jeux.

Voici la composition de la liste :

- (1) M. Alexandre Minkowski, docteur en médecine;
- (2) M. François Donzel, secrétaire général de Génération-Ecologie;
- (3) M. Dominique Simonet, ancien président des Amis de la Terre;
- (4) M^{me} Geneviève Jurgensen, cadre supérieur;
- (5) M. Jean-François Anquetil,

- avocat;
- (6) M^{me} Dominique Duseart-Bidou, urbaniste;
- (7) M^{me} Renée Gossard, infirmière;
- (8) M. Jacques Lanzmann, écrivain;
- (9) M. André Saillier, cheminot;
- (10) M^{me} Laurence Bardin, maître de conférences;
- (11) M. Yves-Bruno Civel, délégué général du Comité d'action pour le solaire;
- (12) M^{me} Brigitte Contet-Deffontaines, juriste;
- (13) M^{me} Muriel Labrousse, attachée de presse;
- (14) M. Serge Fize, dirigeant sportif;
- (15) M^{me} Françoise Tayer-Joffe;
- (16) M^{me} Dominique Reuch, institutrice;
- (17) M. Alain Liebard, architecte;
- (18) M. Xavier Cour-Jolly, enseignant;
- (19) M^{me} Christine Dorville, océanographe;
- (20) M^{me} Tourme de Saint-Affrique, psychanalyste;
- (21) M. Cédric Philibert, consultant en environnement;
- (22) M^{me} Mélanie La Saux, étudiante;
- (23) M. Alain Joseph Boyer, chef d'entreprise;

- (24) M^{me} Chantal Memou-Meni;
- (25) M^{me} Agnès Vouturier, agent de développement social;
- (26) M. Laurent Samuel, journaliste;
- (27) M. Jean-Claude Barnathan, publicitaire;
- (28) M^{me} Catherine Belleville, compositrice;
- (29) M^{me} Lella Joseph, institutrice;
- (30) M^{me} Valérie Roma, conseillère en environnement;
- (31) M. Jean-Paul Creissen, chef d'entreprise;
- (32) M. Beelle Kamir, boulanger;
- (33) M^{me} Claudine Gaillard, secrétaire;
- (34) M^{me} Joëlle Ody, journaliste;
- (35) M^{me} Collette Vacquier;
- (36) M. Philippe Benamou, publicitaire;
- (37) M^{me} Elisabeth Fenez, cadre associatif;
- (38) M^{me} Anne-Marie de Villeine, écrivain;
- (39) M^{me} Dominique Martin-Ferrari, journaliste;
- (40) M. Serge Moscovici, directeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales;
- (41) M^{me} Patricia Lalonde.

La crise menace...

et le temps presse. A lire d'urgence.

88 F.

Editions de Forges
Diffusion Hachette

Jean-Paul Piquasse
LE DOSSIER NOIR DE LA PRESSE FRANÇAISE
Après le kidnapping des otages, nous les journalistes...

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Adoptant la même position que l'Académie de médecine

Le Conseil de l'ordre souhaite un dépistage systématique du sida lors des examens pré-nuptial et pré-natal

Après l'Académie de médecine en février dernier, le Conseil national de l'ordre des médecins vient à son tour de se prononcer en faveur du dépistage obligatoire de l'infection par le virus du sida lors de l'examen pré-nuptial et de l'examen pré-natal. Le gouvernement devrait faire connaître sa position sur ce problème d'ici à la fin du mois.

Le 11 décembre dernier, MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, avaient annoncé que le test de dépistage du virus du sida serait « systématiquement proposé » par les médecins lors de la visite pré-nuptiale, ainsi qu'aux femmes enceintes et aux jeunes lors de la visite d'incorporation au service national. Les deux ministres annonçaient également qu'ils se prononceraient sur le caractère obligatoire de ces tests de dépistage lors d'une réunion au Conseil de l'ordre des médecins, au Conseil de l'ordre

des médecins et au Haut-Comité de la santé publique. Le même jour, l'Assemblée nationale avait, lors de la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, repoussé un amendement instituant le dépistage systématique du sida à l'occasion des examens pré-nuptial et pré-natal. En revanche, les sénateurs s'étaient prononcés le 16 décembre pour un dépistage obligatoire du VIH.

Quelques jours plus tard, le 21 décembre, la Coosel national du sida (CNS), présidé par M^{me} Françoise Héritier-Augé, se déclarait « fermement opposé » aux propositions d'instituer un dépistage obligatoire ou systématique du sida à l'occasion de consultations pré-nuptiales, pré-natales ou du service national. Le CNS indiquait que l'obligation ne lui semblait pas la manière la plus appropriée de protéger la santé publique « pour des raisons d'ordre éthique et de droit, d'une part, d'efficacité et de fait, d'autre part ».

Récemment, une demi-douzaine d'associations d'aide aux malades du sida, parmi lesquelles AIDES, Arcat-SIDA et Médicos du monde, se sont également prononcées fermement contre un dépistage

systématique et obligatoire du VIH. Rendue publique vendredi 6 mars, la position du Coosel national de l'ordre des médecins rejoint celle adoptée le mois dernier par l'Académie de médecine. Par 21 voix contre 11, le Conseil national s'est prononcé contre un dépistage obligatoire à l'occasion de la visite d'incorporation. En revanche, il s'est prononcé en faveur d'un dépistage obligatoire du VIH lors de l'examen pré-nuptial par 21 voix contre 12 et en faveur de ce même dépistage lors de l'examen pré-natal par 26 voix contre 4.

Dans la note qu'il a remis à MM. Bianco et Durieux, le Conseil de l'ordre rappelle cependant, à propos du dépistage lors de l'examen pré-nuptial, que cette mesure a été abandonnée « pour cause d'inefficacité » par les trois États américains (Texas, Illinois, Louisiane) qui l'avaient imposée en 1987. Pour ce qui est du dépistage obligatoire lors de l'examen pré-natal, le Conseil de l'ordre indique que l'acceptabilité du test lorsqu'il est simplement proposé est « actuellement excellente, de l'ordre de 99,5 % ».

La volonté du Conseil de l'ordre de passer outre ces arguments est

significative de la volonté affichée par plusieurs institutions « conservatrices » de systématiser ce dépistage afin « d'être du moins ce qu'elles espèrent - non seulement d'améliorer la prise en charge thérapeutique précoce des malades, mais également de renforcer la surveillance de l'évolution de l'épidémie ».

De bonne source, on indiquait que le Haut-Comité de la santé publique allait, dans l'avis qu'il doit rendre dans les prochains jours, se prononcer contre toute obligation de procéder à un test de dépistage du virus du sida. Le gouvernement devrait également, d'ici à la fin du mois, se prononcer en faveur d'un dépistage systématique proposé à certains moments-clés de la vie mais contre tout dépistage systématique et obligatoire. Il devrait à cette occasion annoncer un certain nombre de mesures nouvelles destinées à intensifier la prévention de la maladie. Le dépistage et l'usage du préservatif sont deux moyens importants de prévenir la transmission de la maladie mais la prévention réellement efficace du développement de l'épidémie ne peut se résumer à ces deux mesures.

FRANCK NOUCHI

FAITS DIVERS

Après le versement d'une rançon

Le jeune Anthony De Clerck a été libéré par ses ravisseurs

BRUXELLES

de notre correspondant

Enlevé le 4 février, le jeune Anthony De Clerck, fils d'un riche industriel flamand du textile, a été libéré en Belgique dans la soirée du vendredi 6 mars après le versement d'une rançon. Ses ravisseurs l'ont déposé vers 22 heures à la sortie d'une autoroute, près de la frontière avec les Pays-Bas. Il s'est alors dirigé seul vers l'habitation la plus proche d'où il a appelé ses parents au téléphone.

Ceux-ci attendaient la bonne nouvelle depuis mercredi, informés par les bandits qu'il serait un délit de quatorze heures. Nullement, le 4 mars, un émissaire de la famille avait commencé un jeu de piste qui, de parking en parking, l'avait conduit dans plusieurs endroits où se trouvaient des messages. Finalement, il aurait largué au-dessus d'un pont d'autoroute, en Belgique, une rançon qui s'élevait à 250 millions de francs belges (plus de 40 millions de francs français), en devises étrangères.

Âgé de onze ans, Anthony est sain et sauf et paraît avoir surmonté une épreuve commencée alors que les bandits armés avaient arrêté la voiture d'une voisine le conduisant à l'école, avec ses deux frères et deux camarades, et

l'avaient ébahi par exacercer leur chantage sur le patron du groupe Beaulieu. Quelques jours plus tard, des « messages de solidarité » à la famille De Clerck, émanant de différentes entreprises du groupe textile, avaient été publiés dans la presse flamande, apparemment pour exprimer la volonté de verser une rançon, selon une présentation codée.

Une première tentative de remise des fonds avait échoué aux Pays-Bas le 27 février (le Monde daté 14-2 mars), mais peut-être s'agissait-il d'une répétition générale voulue par des gangsters très organisés. La famille De Clerck avait alors annoncé à la télévision qu'elle demandait aux forces de l'ordre de ne pas la gêner dans ses entreprises pour sauver l'enfant. Des rumeurs de désaccord entre les De Clerck et la police avaient circulé dans les médias belges. Dans l'ensemble, ceux-ci ont cependant respecté le vœu de retenue exprimé par les parents, surtout depuis la fin février.

Selon une version circulant samedi matin, le contact d'aurait en fait jamais été interrompu entre la famille et la police. Celle-ci aurait même observé à distance la Mercedes des gangsters au moment de la remise de rançon, sans intervenir.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

JUSTICE

Le litige sur la vitamine C devant la Cour de cassation

L'épicier et l'apothicaire

La vitamine C chahine depuis près de six ans de prétoire en prétoire sans parvenir à recevoir une définition juridique qui permette de savoir définitivement si elle doit être vendue uniquement dans les pharmacies. Vendredi 28 février, cette vitamine était évoquée, pour la première fois, devant la Cour de cassation réunie en formation plénière. Chacun attendait l'arrêt irrévocable. Car la loi qu'un renvoi vers la cour d'appel de Versailles. Mais dans leur décision, les juges suprêmes indiquent la voie à suivre en se référant essentiellement à la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes.

Dans son rapport d'activité portant sur l'année 1990, la Cour de cassation suggère quelques réformes législatives en évoquant notamment l'article L. 511 du code de la santé publique, qui donne la définition du médicament, pour observer que ce texte lui paraissait « mal adapté à une économie concurrentielle en pleine évolution et ne répondant sans doute pas exactement aux normes communautaires ». Le message était clair. Cependant, il ne semble pas avoir été entendu, car aucune loi n'est venue trancher le litige entre les pharmaciens et les grandes surfaces.

Pourtant, depuis 1981, une pression de plus en plus forte s'exerce sur le « para-pharmacie » avec à la tête des combattants pour la libre concurrence Edouard Leclerc et son fils Michel-Edouard. Est-ce à cette famille que l'avocat général Henri Dantonville pensait en citant, à l'audience du 28 février, la déclaration royale de 1777 qui prononçait : « L'emploi des poisons étant en usage dans quelques arts, et la vente en étant commune entre l'épicier et le pharmacien, nous avons jugé nécessaire de fixer entre les deux professions des limites ? » Mais si le magistrat avait eue le document, qui semble bien être à l'origine du monopole de vente des pharmacies, c'était pour observer : « N'y a-t-il pas quelque chose de paradoxal entre la recherche d'une sphère d'équilibre entre l'épicier et l'apothicaire [...] et notre époque où les grandes surfaces s'opposent aux grandes officines, où le mortier se raréfie au revers des blouses qui nous accueillent ? »

Le ton était donné. Il fallait cependant se prononcer en droit. L'article L. 511 du code de la

santé publique dispose : « On entend par médicament toute substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines ou animales, ainsi que tout produit pouvant être administré à l'homme ou à l'animal en vue d'établir un diagnostic médical ou de restaurer, corriger ou modifier leurs fonctions organiques ».

Dans les nombreux litiges qui lui ont été soumis, la chambre criminelle de la Cour de cassation a interprété ce texte avec rigueur, et le monopole pharmaceutique paraissait définitivement protégé. Mais une procédure civile opposant un magasin Carrefour au conseil de l'ordre des pharmaciens donnait lieu, le 30 janvier 1989, à un arrêt de la cour d'appel d'Angers, selon lequel la vitamine C 800 n'est pas un médicament par fonction, « car la dose de cette substance est loin d'être établie dans la prévention et le traitement des maladies autres que celles résultant de sa propre carence ».

« Terme issue pour un grand débat »

Le pourvoi fut soumis à la première chambre civile de la Cour de cassation, qui manifesta l'intention de modifier la jurisprudence. Mais, devant l'importance du conflit, elle décida de renvoyer l'affaire devant une chambre mixte et, en définitive, c'est le premier président de la Cour de cassation, M. Pierre Drai, qui a décidé de soumettre l'affaire à une formation plénière qui rendrait un arrêt incontestable. M. Dantonville souhaitait que la Cour se prononce en confirmant l'arrêt d'Angers, « remarquablement motivé ». Et l'avocat général s'était livré à une longue démonstration juridique ébouriffante à ce postulat : « La liberté est la règle, le monopole restrictif l'exception. » Il ajoutait, sortant du droit pour exprimer une autre logique : « Comment, pour nos concitoyens, justifier l'interdiction d'un prétendu « ramassage » sans effet prouvé et sans risques établis et le laissez-faire s'applique, monopole ici aussi oblige, à l'alcool ou au tabac ? » La réponse devait être claire et l'avocat général se refusait à imaginer une cassation « pour manque de bases légales », en soupignant à l'avance : « Bien tarte issue pour un si grand débat ».

C'est pourtant cette voie médiane qui a été choisie par les juges suprêmes. Certes, dans son arrêt, l'assemblée plénière estime que la cour d'Angers a légalement justifié sa décision en

déclarant que la vitamine C 800 vendue par Carrefour n'était pas un médicament « par présentation » puisque l'emballage ne comportait aucune allusion à un acte thérapeutique. En revanche, lorsque la cour d'Angers a déclaré que la vitamine C 800 n'est pas un médicament « par fonction », la Cour de cassation estime qu'elle s'est déterminée « sans procéder à une analyse concrète au sens de la jurisprudence communautaire ».

La liste inquisitoriale de la pharmacopée

Il appartiendra à la cour d'appel de Versailles de se prononcer. Mais la Cour de cassation lui montre le chemin en reprenant mot pour mot les termes de l'arrêt Upjohn rendu le 16 avril 1991 par la Cour de justice des Communautés européennes, qui laisse une porte ouverte à une définition moins stricte du médicament en déclarant : « Il appartient au juge national de procéder au cas par cas aux qualifications nécessaires, en tenant compte des propriétés pharmacologiques du produit considéré (...), de ses modalités d'emploi, de l'ampleur de sa diffusion et de la connaissance qu'en ont les consommateurs ».

L'argumentation ne heurte pas Michel-Edouard Leclerc qui, dans un communiqué, constate que les juges devront maintenant « expliquer pourquoi un même produit est en vente libre en Grande-Bretagne ou en Allemagne et ne le serait pas en France du fait de son appellation de médicament ». Il interprète aussi la position de l'assemblée plénière comme un nouveau message aux pouvoirs publics, invités à prendre leurs responsabilités en modifiant les textes pour les harmoniser aux directives européennes : soit en modifiant le sens du mot « médicament », soit en brisant le monopole pour certains produits.

La bataille n'est pas finie. L'argent économique porte environ sur 100 millions de francs. Les grandes surfaces se déclarent décidées à continuer à vendre « des produits frontalières ». Les pharmaciens se refusent à être réduits à commercer uniquement des produits dangereux et insistent sur leur indispensable rôle de conseil. Un compromis devra donc être trouvé, car M. Dantonville manifestait quelques inquiétudes en déclarant : « O homme, devras-tu demain, en mêlant quelques herbes des prés, prouver que ton noble et ancestral geste de cueillette n'est pas dans la liste inquisitoriale de la pharmacopée ? »

MAURICE PEYROT

Une question écrite de M. Pandrand

M. Nallet est interrogé sur une affaire de trafic d'armes

Le parquet d'Avignon-sur-Helpe (Nord) a formellement démenti, vendredi 6 mars, les informations laissant entendre qu'un antiquaire, arrêté pour trafic d'armes, aurait subi des pressions de la part du magistrat instructeur.

Deux avocats, M^{rs} Jacques Vergès et Eric Dupont-Moretti, avaient plainte mardi 3 mars auprès du doyen des juges d'instruction de Paris contre le ministre de la justice, M. Henri Nallet, pour « forfaiture, coalition de fonctionnaires et attentats aux libertés ». Ils soutenaient que leur client, M. Dominique Cavagny, s'est vu proposer de l'argent et la protection de sa famille en échange de la vente des destinataires des armes qu'il transportait au moment de son interpellation, le 26 avril dernier près de la frontière franco-belge. M. Cavagny a déclaré lors de l'instruction que les armes (dont 17 pistolets mitrailleurs) étaient destinées au FLNC.

Plusieurs quotidiens ayant affirmé que le magistrat instructeur avait convoqué l'inculpé pour exacercer des pressions sur lui, le procureur de la République d'Avignon-sur-Helpe, M. Gérard Lesigne, déclare dans un communiqué que le parquet « apporte le démenti le plus formel à ces assertions ». D'autre part, M. Robert Pandrand, député (RPR) de la Seine-Saint-Denis et ancien ministre de la sécurité, a demandé dans une question écrite au garde des sceaux, M. Henri Nallet, une « mise au point » sur cette affaire.

Aux Etats-Unis

Un juge du Texas autorise un homme accusé de viol à se faire castrer plutôt que d'aller en prison

Le juge d'un tribunal régional du Texas, vendredi 6 mars, a autorisé un homme de vingt-huit ans, poursuivi pour le viol d'une adolescente, à se faire castrer plutôt que d'aller en prison.

Steven Allen Butler, accusé de viol aggravé sur une fillette de treize ans en 1991, s'était porté volontaire pour l'opération chirurgicale, après avoir lu un avis du juge Mike McSpadden proposant la castration pour les auteurs de délit sexuel. Marié et père d'un enfant, il était passible d'une peine maximale de quatre-vingt-dix-neuf ans de prison et 10 000 dollars d'amendes. Après l'opération, M. Butler fera l'objet d'une mise à l'épreuve durant dix ans, avant de voir son affaire classée par la justice. Steven Butler doit subir l'ablation des deux testicules, opération irréversible qui supprime la production de testostérone et réduit substantiellement l'activité sexuelle, quoique n'empêchant pas l'érection.

La décision a été critiquée par plusieurs spécialistes de l'éthique médicale aux Etats-Unis. Pour le directeur du centre d'éthique biomédicale de l'université du Minnesota, M. Arthur Caplan, elle « ouvre la porte à l'intervention des autorités pour ordonner la stérilisation pour toutes sortes de crimes et de déviations sociales ». (AFP)

EN BREF

■ Progression de la population carcérale au mois de février. - Le nombre des détenus dans les prisons françaises a progressé de 1,79 % au mois de février, passant de 51 714 le 1^{er} février à 52 640 au 1^{er} mars. Le nombre des prévenus a progressé de 1,79 % au mois de février, passant de 51 714 le 1^{er} février à 52 640 au 1^{er} mars. Le nombre des prévenus a progressé de 1,79 % au mois de février, passant de 51 714 le 1^{er} février à 52 640 au 1^{er} mars.

■ Séisme au Costa-Rica. - Un séisme d'une magnitude de 5,2 sur l'échelle de Richter a secoué le Costa-Rica dans la nuit de vendredi 6 à samedi 7 mars, plongeant le pays dans l'obscurité et provoquant des mouvements de panique. Un premier bilan faisait état, samedi matin, d'un mort et de plusieurs blessés légers. Les dégâts semblent peu importants. Cinq séismes se sont produits au Costa-Rica depuis 1983. Le dernier, le 22 avril 1991, avait fait une cinquantaine de victimes et causé des dégâts considérables. (AFP, AP)

■ Actualité : la future classe de seconde. - Principales nouveautés, les « modules » doivent permettre aux élèves de travailler en plus petits groupes, à raison de trois heures par semaine. Le point pour mieux comprendre les nouvelles règles de l'orientation et les enjeux du débat.

■ Egalement au sommaire : le baromètre du Monde de l'éducation ; les 15-24 ans jugent les hommes politiques ; les droits des lycéens progressent à petits pas ; théâtre pour la jeunesse ; l'ouverture du deuxième acte ; un entretien avec Arezki Dahmani, président de France-Plus.

Au sommaire du « Monde de l'éducation » de mars

Merci les parents !

Logement, emploi, argent ou services : la famille joue un rôle économique déterminant dans l'insertion des jeunes. Qui sert de parent et avance le caution du premier appartement ? Qui aide à trouver un travail, en jouant habilement de ses relations ? Les parents, bien sûr. Qui vient dépanner le jeune mère qui travaille, et lui garder ses enfants ? Qui les accueille pendant les vacances scolaires ? Les grand-parents...

Les mœurs évoluent, les nouvelles formes de vie communautaire gagnent du terrain, les relations en dehors du mariage se multiplient. Qu'importe ! La famille « édepte » et les solidarités entre parents et enfants sont de plus en plus solides. C'est même dans les grandes villes que l'entraide est la plus forte.

Une grande enquête du Monde de l'éducation qui livre une véritable radioscopie des comportements familiaux d'aujourd'hui.

■ Dossier : Le palmarès des classes préparées. - En exclusivité, les taux de réussite aux concours lycées par lycées. Avec tous les conseils pour présenter sa candidature, les toutes les informations sur les séries, les différents concours et les styles de lycées.

■ Sondage : la culture générale des prépas. Faites le test et comparez vos réponses à celles des élèves !

■ A suivre : pour réussir la philo du bac. - Chaque mois, jusqu'en juin : des conseils pratiques pour rédiger une dissertation ou un commentaire de texte. Dans chaque numéro, un philo philosophe contemporain « pléniche » sur un sujet de bac. Ça moisit : le couple de Pierre Hadot, professeur au Collège de France, qui traite : « La philosophie est-elle un luxe ? »

■ Actualité : la future classe de seconde. - Principales nouveautés, les « modules » doivent permettre aux élèves de travailler en plus petits groupes, à raison de trois heures par semaine. Le point pour mieux comprendre les nouvelles règles de l'orientation et les enjeux du débat.

■ Egalement au sommaire : le baromètre du Monde de l'éducation ; les 15-24 ans jugent les hommes politiques ; les droits des lycéens progressent à petits pas ; théâtre pour la jeunesse ; l'ouverture du deuxième acte ; un entretien avec Arezki Dahmani, président de France-Plus.

■ En vente chez tous les marchands de journaux. 25 francs.

La Seyne

Sur le site d'une zone d'habitat

LA SEYNE-SUR-MER

D'ici à la fin de l'été, la ville de La Seyne-sur-Mer va connaître une véritable révolution urbaine. Le projet de construction d'un nouveau quartier d'habitat, situé sur le site d'une ancienne zone industrielle, va transformer durablement le paysage urbain de la commune. Le nouveau quartier, qui s'étendra sur une superficie de 15 hectares, sera composé de logements sociaux et de logements privés. Il sera desservi par une ligne de tramway et aura accès à toutes les commodités. Le maire de La Seyne-sur-Mer, M. Jean-Pierre Bédier, a déclaré : « Ce projet représente une véritable opportunité pour notre ville. Nous allons ainsi créer de nouvelles opportunités d'emploi et améliorer le cadre de vie de nos habitants. »

Un centre municipal de la mer

Dans le cadre de son programme de développement urbain, la commune de La Seyne-sur-Mer a décidé de créer un centre municipal dédié à la mer. Ce centre, qui sera situé dans le quartier du port, sera consacré à l'animation culturelle et sportive. Il accueillera des expositions, des ateliers de travail et des événements liés à la mer. Le maire, M. Bédier, a déclaré : « La mer est une source d'inspiration et de créativité. Nous voulons offrir à nos habitants un espace où ils peuvent découvrir et apprécier les richesses de notre littoral. »

La municipalité de La Seyne se retire

La municipalité de La Seyne-sur-Mer a décidé de se retirer de la gestion du centre municipal de la mer. Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion du conseil municipal. Le maire, M. Bédier, a déclaré : « Nous avons décidé de nous concentrer sur les missions de la commune et de laisser la gestion du centre municipal à des professionnels. »

Les o

A BITEK, une librairie, entreprend de publier, dans un format de poche, les élus de Saint-Quentin-en-Yvelines. Mais rapidement, ils ont réalisé que la présence d'une telle librairie n'était pas une simple opération commerciale, mais une véritable aventure humaine.

Or, pour rester à Saint-Quentin, il faut dans la zone devant trouver des locaux plus spacieux et plus modernes que ceux dans lesquels il est installé depuis 1975. Une salle pour tous, propriété d'une Maison d'agglomération nouvelle (SAN), a été achetée par la commune. Elle offre un espace d'accueil sur la place d'un quartier actuellement en reconstruction.

L'installation de la librairie à cet emplacement satisfaisait tout le monde : le mur a été remplacé par une vitrine, reconnaissant que l'équivalent pouvait s'agrandir tout en restant dans un secteur central de la ville nouvelle.

سكنا من العجل

Le Monde

HEURES LOCALES

La Seyne-sur-Mer rêve de « Marepolis »

Sur le site des anciens chantiers navals, la municipalité varoise cherche à créer une zone d'activités et un pôle de recherche liés à la protection de la Méditerranée

LA SEYNE-SUR-MER
de notre envoyé spécial

DANS un restaurant de Salford, en Grande-Bretagne, le 27 janvier, M. Charles Scaglia (PR-UDF), maire de La Seyne-sur-Mer, tente une dernière fois de concilier les points de vue d'un groupe d'investisseurs britanniques et de M. Claude Guary, directeur général adjoint de Ressources et Valorisation, la filiale de la Générale des eaux spécialisée dans l'aménagement urbain. Les propositions des Britanniques sont refusées par leur interlocuteur français. « Nous voulons redéfinir le programme avant de nous engager », explique M. Guary. Le montage du financement des projets de la deuxième ville du Var, sur le site des anciens chantiers navals de la Normed, qui nécessiterait plus de 1 milliard de francs de capitaux privés, est une nouvelle fois retardé.

Dans la matinée, M. Scaglia avait pu apprécier la réussite de la reconversion des anciens chantiers navals de Salford, dans les faubourgs de Manchester. Lorsque cette opération d'aménagement sera terminée, environ trois mille emplois auront été créés, 4 milliards de francs de capitaux privés y auront été consacrés pour 250 à 280 millions de francs de fonds publics. Comme à La Seyne, ville de cinquante mille habitants, où la fermeture des chantiers de la Normed a fait perdre trois mille emplois entre 1984 et 1988, la crise économique et la concurrence internationale y ont provoqué l'arrêt de ce qui fut une mono-industrie pendant un siècle et demi.

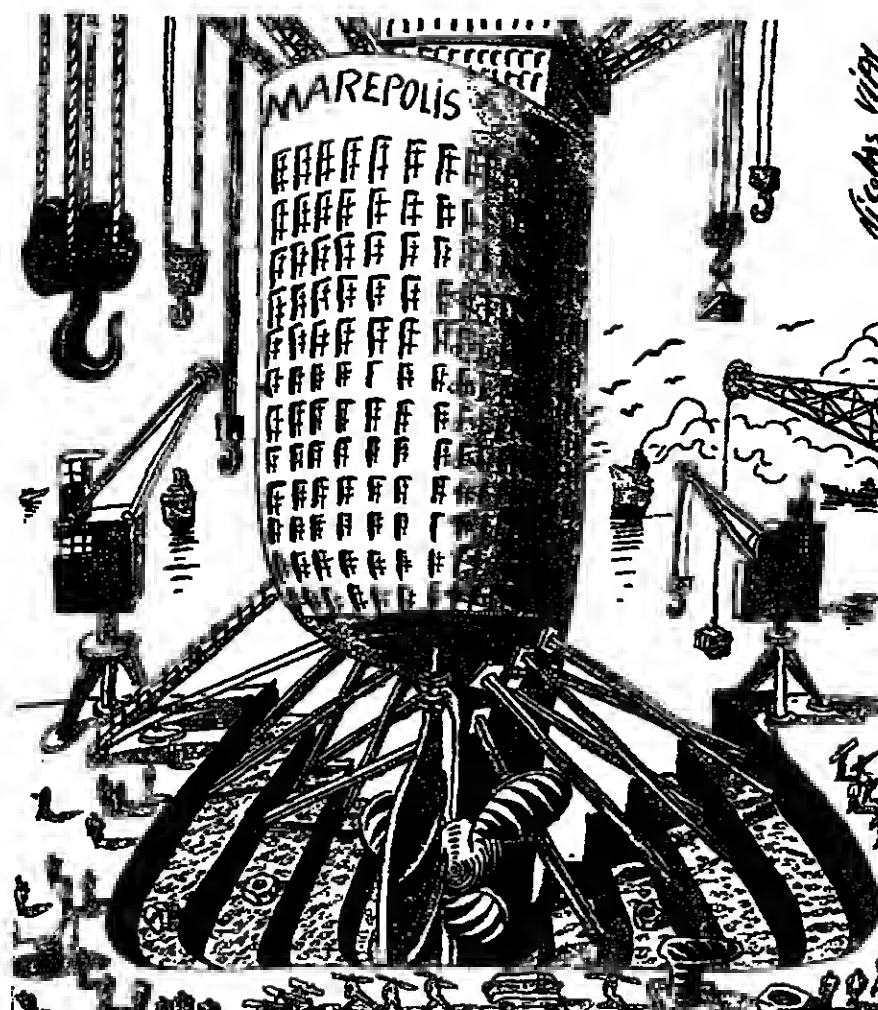
Un « centre mondial de la mer »

Durement touchée (25 % de chômeurs, 20 % d'emplois disparus en cinq ans, un centre-ville délabré), la municipalité travailliste de Salford a su récupérer, au début des années 80, le maximum de crédits de l'Etat pour doter cette ville d'un groupe d'investisseurs. Ceux-ci mêmes qui voudraient créer à La Seyne, seuls ou avec l'appui de capitaux français, un « centre mondial de la mer ».

Ce projet, conçu autour d'une esplanade de 15 000 mètres carrés ouverte au grand public, comprendrait un parc immobilier d'entreprises, un hôtel, un centre de séminaires et d'expositions. Un projet déjà proposé à des sites de la côte languedocienne, puis à La Ciotat (Bouches-du-Rhône).

A Salford, l'opération de reconquête des anciens chantiers a débuté avec la construction d'un complexe cinématographique et d'un hôtel. Un ensemble de petits immeubles de caractère, autour des bassins réaménagés avec soin, a ensuite fait de Salford Quays une zone d'habitation recherchée. Le quartier attire, à la belle saison, les habitants de Manchester. Sur les anciens quais, les investisseurs ont édifié des locaux pour accueillir des entreprises de pointe.

La municipalité de La Seyne se refuse, pour l'instant, à intégrer tout programme immobilier dans ses projets, mais elle se dit assurée de concours financiers publics importants. Le conseil général se serait engagé pour 35 millions de francs, et la région pour 53 millions à travers le programme Agir et pour 37,2 millions en faveur d'un pôle de formation supérieure. Le programme européen Renaval permettrait au bassin d'emplois de recueillir 88 millions de francs de subventions. Désenclavement, plan de circulation, pôle de formation : tout reste en effet à faire pour que La Seyne dispose d'équipements publics à la hau-



ville de sortir de sa désespérance et peut-être de retrouver le lustre qu'elle avait au dix-neuvième siècle.

L'association rassemble jusqu'à 4 000 personnes. Elus et décideurs économiques de la région se doivent d'assister à toutes les assemblées générales où est présenté l'état du projet. Mais seule une étude de la Cité des sciences et de l'industrie, réalisée en juillet 1989, à la demande du conseil général, valide ce concept.

Autour du génie océanique

Le programme Marepolis a d'ailleurs beaucoup évolué depuis les premières réunions clandestines de Var-Objectif 2000. Imaginé autour d'un centre d'entraînement de cosmonautes, puis d'un Office européen des brevets, il veut aujourd'hui attirer des activités (entreprises, recherche, formation) liées au génie océanique. La situation de La Seyne justifie ce choix. Les quais du port font face aux installations de la marine nationale à Saint-Mandrier, à l'ouest de Toulon. Des activités de recherches sur le génie côtier, comme les laboratoires de l'IFREMER, du CNIM et de First (le plus grand bassin de génie océanique d'Europe en voie d'achèvement)... se sont développés sur une zone industrielle, à l'entrée de la ville.

La société Océanide, installée sur le site en 1986 avec quatre personnes, compte aujourd'hui une vingtaine de salariés qui travaillent à des expérimentations d'hydrodynamisme. Son PDG, M. Jean-Yves Le Dref, jugeait lui aussi très utopiste le projet Marepolis à ses débuts. Aujourd'hui membre du bureau de l'association, il défend l'idée d'un pôle d'excellence autour du génie océanique : « Nous pouvons sérieusement faire la part du développement d'une économie de protection de l'environnement. Les collectivités locales du littoral vont devoir investir pour protéger leurs côtes. » Depuis quelques mois, de petites sociétés comme les Eboueurs de la mer, spécialistes dans la dépollution, Eurocoast, une association européenne d'échanges d'informations scientifiques sur le littoral, se sont d'ailleurs provisoirement installées dans les locaux administratifs désaffectés des chantiers.

L'évolution du dossier Marepolis est suivie avec attention par le département. M. Arreck approve « l'ambition de revaloriser l'image de la ville ». M. François Trucy, le maire (UDF) de Toulon rappelle que sa ville est « excessive-ment pauvre en terrains » et que le projet Marepolis permettrait de combler les entreprises de s'installer dans la région. Il souhaite donc que tous les projets d'aménagement de la rade de Toulon, soient conçus de « la manière la plus intercommunale possible ». Une intercommunalité que réclame également le maire de La Seyne. M. Scaglia sait en effet qu'il aura besoin d'appuis pour faire avancer Marepolis. Une « belle idée » qui se trouve en concurrence avec tant d'autres projets locaux de développement économique, qui n'ont pas, cependant, la Méditerranée à leur pied.

CHRISTOPHE DE CHENAY

La filière sociale approuvée

Le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT) a approuvé, jeudi 27 février, la quasi-totalité des projets de décrets sur la filière sociale. Sur trente-neuf textes, cinq seulement ont été rejetés.

Les négociations ont échoué sur le cadre d'emploi des assistants sociaux qui, selon plusieurs syndicats, aurait fait, anormalement, l'objet de deux votes successifs. Le premier, « confus » et considéré comme non valide par la secrétariat d'Etat aux collectivités locales, se serait avéré défavorable au texte, CFDT, CGC et CFTC ayant voté contre. Le gouvernement a demandé une suspension de séance pendant laquelle un certain nombre de centrales ont été invitées à modifier leur vote. L'Hôtel Matignon, exaspéré par le mouvement de la Coordination nationale des enseignants de service social (CONCASS), serait même intervenu. La menace aurait été émise que l'ensemble de la filière soit retiré, au cas où ce texte, sensible, ne serait pas adopté. Un nouveau scrutin a permis l'adoption du projet, grâce notamment à la voix prépondérante de M. Michel Antoine Rognard, président (PS) du CSFPT, et à celle de la CFTC.

Meis, dans l'ensemble, cette victoire, « inespérée » selon le secrétariat d'Etat aux collectivités locales, doit beaucoup à l'abstention. La longueur de la séance, qui s'est poursuivie jusqu'à 2 heures du matin, n'explique qu'en partie certaines défections. Alors qu'ils auraient pu modifier l'échiquier, les sept représentants de la CGT et du PC sont partis avant le vote des catégories A et B, pour protester, disent-ils, contre les nombreuses suspensions demandées par leurs collègues. Quant aux élus, ils n'ont été que six (3 PS, 1 UDF, 1 RPR et 1 PC) sur vingt à parapher le registre de présence. Après 18 heures, ils n'étaient plus que deux (PS), pourvus de deux mandats. Les présidents des conseils généraux (UDF, RPR et PS), principaux employeurs, étaient tous absents.

Une expression aussi faible valide-t-elle des textes qui décideront du sort des travailleurs sociaux ? Quatre voix suffisent-elles à entériner dix-sept projets indémittibles, alors que la CSFPT compte quarante sièges ?

R. Rs.

Les collectivités au secours des librairies

Pour venir en aide à de petites entreprises commerciales pas tout à fait comme les autres régions et municipalités étudient de nouvelles formules juridiques

ABRITER une librairie, entreprise privée, dans un bâtiment public, les élus de Saint-Quentin-en-Yvelines ont eu du mal à accepter cette idée. Mais rapidement, ils ont réalisé que la présence d'une « bonne » librairie, partenaire de toutes les opérations culturelles de la ville, créait une réelle animation dans la cité.

Or, pour rester à Saint-Quentin, le Pavé dans la mare devait trouver des locaux plus spacieux et plus rationnels que ceux dans lesquels il était installé depuis 1975. Une salle en rez-de-chaussée d'une Maison pour tous, propriété du syndicat d'agglomération nouvelle (SAN), était inutilisée depuis plusieurs années. Elle offrait un mur aveugle sur la place d'un quartier actuellement en reconstruction.

L'installation de la librairie à cet emplacement satisfaisait tout le monde : le mur a été remplacé par une vitrine, redonnant vie à l'équipement culturel et à la place, la librairie pouvait s'agrandir tout en restant dans un secteur central de la ville nouvelle.

Une fois balayées les réticences politiques, restait à trouver la formule juridique. Il fallait à la fois respecter la logique économique de la librairie et rester dans la légalité de ce qu'une collectivité locale peut faire pour aider une entreprise privée sans fausser la concurrence (juridiquement, une librairie est un commerce comme un autre). Un bail emphytéotique pour projet d'intérêt général, d'une durée de trente ans, a été signé. Le libraire a pris à sa charge le coût des travaux, qui normalement incombent au propriétaire, en échange de quoi le SAN l'a exonéré de payer le temps pour lui de rembourser les emprunts correspondants. Ouverte depuis décembre 1991, la librairie a déjà vu son chiffre d'affaires augmenter.

Impact culturel

C'est également à l'occasion d'une opération d'urbanisme que la mairie de Colombes, dans les Hauts-de-Seine, est partie à la recherche d'une librairie. Celle qui

était installée dans la commune depuis longtemps avait disparu à l'occasion de la création d'un couloir d'autobus. Pour redonner vie à son centre, la ville envisage la reconstruction d'une place. Elle aimerait voir s'y installer une librairie et est prête à lui proposer un bail commercial intéressant. A la mairie, on réfléchit encore à la forme juridique que pourrait prendre l'accord.

Les collectivités locales commencent à se rendre compte de l'impact culturel des librairies, qui dépasse d'ailleurs celui de la simple diffusion du livre. Comme les théâtres privés ou les cinémas, des entreprises commerciales soutenues par les pouvoirs publics, les librairies de qualité participent à l'animation d'une ville. Elles font venir des écrivains, organisent des débats ou des concours de nouvelles, tiennent des expositions dans leurs murs, sont partenaires des bibliothèques municipales.

C'est surtout par le biais de leur patrimoine immobilier que les collectivités locales peuvent soutenir la librairie, en la protégeant contre les

augmentations des baux commerciaux. La Ville de Paris s'est également penchée sur le problème des petites et moyennes librairies situées dans son périmètre. En effet, les libraires de la capitale ne sont pas à l'abri des difficultés de la profession, au contraire. Grandes surfaces tout court et grandes surfaces du livre, du type de celles récemment inaugurées près de l'Etoile, convoitent le grand marché parisien, alors que des éditeurs ont tendance à ouvrir leurs propres magasins. L'augmentation des baux commerciaux a élargi les libraires du Quartier latin, remplacés peu à peu par des commerces à la rentabilité financière supérieure.

Une aide de la Ville de Paris

« Sans contester l'apport considérable des grandes surfaces type FNAC, estime M. Bruno Rœnne, directeur des affaires culturelles à la Ville de Paris, il faut maintenir, dans la capitale, un réseau diversifié de librairies. Si elles disparaissaient, un élément important de la vitalité

culturelle de Paris serait compromis. » Pour soutenir les librairies de qualité de la capitale, la Ville a décidé de verser une subvention à l'Association pour le développement de la librairie de création (ADELC). Imaginée en 1988 par des éditeurs soucieux d'aider les librairies de « littérature générale » - littérature, essais, philosophie, documents... -, l'ADELC intervient essentiellement sous la forme de prêts peu coûteux (1).

Une convention devrait prochainement être approuvée par le conseil de Paris. Elle prévoit le versement de 1 million de francs par an, pendant cinq ans, à cette association et ce dès 1992. Annoncée par M. Jacques Chirac en mars 1991, cette contribution au fonds de l'ADELC sera reversée exclusivement aux librairies parisiennes, une centaine répondant aux critères de qualité exigés par l'association.

Investies de la compétence culturelle depuis la décentralisation, les régions peuvent également verser des contributions à l'ADELC. Trois d'entre elles sont actuellement en discussion avec l'association :

l'Aquitaine, le Languedoc-Roussillon et l'Île-de-France. Jusqu'à maintenant, les régions distribuaient des subventions par le biais des Centres régionaux des lettres. Dix régions seulement se sont dotées de cet organisme, dont les aides vont plus souvent aux éditeurs régionaux et aux écrivains qu'aux librairies (2).

Mobilisées depuis plusieurs années déjà pour maintenir un réseau de salles de cinéma sur le territoire français, les collectivités locales peinent aujourd'hui à conscience que les librairies, même si leur situation n'est pas aussi dramatique, doivent, elles aussi, être soutenues avant d'avoir complètement disparu des centres-villes.

CÉCILE MAILLARD

(1) Les éditeurs créateurs de l'ADELC sont : Minuit, Gallimard, Le Seuil, La Découverte. Ils lui ont remis par la Direction du livre et France Loisirs, par une vingtaine d'autres éditeurs.

(2) Aquitaine, Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Poitou-Charente, Provence, Rhône-Alpes.

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

Les quatre départements d'outre-mer (la Réunion, la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique) sont régis par un régime administratif particulier. La loi du 31 décembre 1982 les a en effet érigés en régions monodépartementales après le refus du Conseil constitutionnel d'accepter l'institution d'une assemblée unique dans chacune de ces anciennes colonies. Sur le même territoire se juxtaposent donc deux assemblées, le conseil général et le conseil régional.

COUP DE CŒUR

En avant la musique !

La musique comme clé de l'insertion sociale. Ce pont avait été lancé, il y a deux ans, par le conseil général sous la forme d'une opération inédite en France : les « CES-musique ». Plus de trois cent cinquante jeunes Réunionnais, à l'époque inscrits pour bénéficier de ces « contrats d'emploi-solidarité » d'un genre pour le moins original, se sont retrouvés pour la plupart de chœurs aux compétences musicales très hétéroclites, de « gratteurs » de guitare isolés dans leurs quartiers, souvent tentés de fuir les difficultés de la vie quotidienne dans la fumée du « zurnal », l'herbe locale.

Il existe aujourd'hui, sur l'ensemble de l'île, trente-cinq groupes issus de cette initiative. Le conseil général a mis à la disposition de chacun d'eux un ensemble instrumental et la sonorisation nécessaire ainsi que des formateurs choisis parmi les musiciens confirmés. Rétribués sur la base du SMIC, ces jeunes se sont très vite pris au jeu de la création musicale en la vivant comme un moyen d'exprimer leur existence sociale. Mais il aura fallu près d'un an à chaque groupe pour se forger une cohésion intime.

Si le jazz et le reggae ont inspiré beaucoup d'entre eux, certains n'ont pas hésité à marier ces styles musicaux aux rythmes traditionnels de l'île que sont le séga et le maloya. Les recherches musicales des uns et des autres ont été couronnées par une audition publique en octobre dernier devant un jury et plus de deux mille personnes rassemblées au théâtre de Saint-Gilles. C'est ainsi que le premier prix a récompensé un groupe de jeunes de Saint-André, baptisés « Zéwél karèra », qui va avoir le privilège de présenter ses créations au prochain Festival de Bourges. Mais pour ces heureux lauréats, comme pour les autres groupes, c'est à la fin de leur contrat, en juillet, que viendra le moment de vérité. L'épreuve « CES » pourrait prendre, par exemple, la forme d'une « école à maloya », d'un lieu convivial où les uns et les autres pourraient se produire, devant les Réunionnais et devant les gens de passage. On imagine une vitrine permanente pour une musique réunionnaise qui cherche sa place.

A. D.

La semaine prochaine

LA MARTINIQUE et LA GUADELOUPE

Déjà publié : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Monde daté 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Corse (le Monde daté 24-25 novembre), la Franche-Comté (le Monde daté 1-2 décembre), l'Île-de-France (le Monde daté 8-9 décembre), le Languedoc-Roussillon (le Monde daté 15-16 décembre), le

Limousin (le Monde daté 22-23 décembre), la Lorraine (le Monde daté 29-30 décembre), Midi-Pyrénées (le Monde daté 5-6 janvier), le Nord-Pas-de-Calais (le Monde daté 12-13 janvier), la Basse-Normandie (le Monde daté 19-20 janvier), la Haute-Normandie (le Monde daté 26-27 janvier), les Pays de la Loire (le Monde daté 2-3 février), la Picardie (le Monde daté 9-10 février), le Poitou-Charentes (le Monde daté 16-17 février), Provence-Alpes-Côte d'Azur (le Monde daté 23-24 février), le Rhône-Alpes (le Monde daté 1-2 mars).

SAINT-DENIS

de notre correspondant

« Nous avons perdu notre identité au Loto ». La formule, amère, appartient à l'un des principaux hommes politiques de la Réunion. Et, ici, la symbolique des chiffres comparés traduit parfaitement les déséquilibres d'une île qui doute de son devenir : en 1991, l'État aura versé aux Réunionnais plus d'un milliard de francs au titre des seules prestations du revenu minimum d'insertion alors qu'une somme équivalente aura été mise dans les différents centres de validation du Loto national ou du PMU.

Au-delà de l'anecdote, les dysfonctionnements de la société réunionnaise — apparus au grand jour, voici un an, lors des graves émeutes qui ont secoué le quartier du Chaudron à Saint-Denis — ont, sur place, un étrange pouvoir de fascination. On observe davantage avec curiosité la fuite en avant de l'île, analogue à celle d'un bateau ivre, qu'on essaie d'extraire des solutions réalistes de ses potentialités. Devant l'abîme qui s'ouvre chaque jour un peu plus, les attitudes oscillent entre l'abandon — « il n'y a pas de solution miracle aux problèmes structurels réunionnais », entendent-on aujourd'hui que jamais le français n'a été autant traité sur l'île et que jamais, non plus, le créole n'a fait l'objet d'attention aussi bienveillante. Même le pape Jean-Paul II a sacrifié à la petite phrase créole en lançant à plus de cent mille Réunionnais rassemblés à Saint-Denis, en mai 1989 : « Rêve de danser, vien dan la lumière ».

Le nouveau credo

La lumière, on voudrait bien l'apercevoir, en cette dernière décennie du siècle, sous la forme d'un vocabulaire aux résonances mythiques et quasi magiques : l'identité réunionnaise. A gauche, au centre ou à droite, la défense des « valeurs » de l'homme réunionnais est devenue le nouveau credo. Pour mieux marquer sa « différence » vis-à-vis des formations politiques métropolitaines, la droite locale a d'ailleurs choisi d'adopter le drapeau de l'Union pour la Réunion (UPR) plutôt que d'adopter celui de l'Union pour la France (UPF).

L'identité est, aujourd'hui, le contrepoint de l'assistance — les transferts financiers de l'Hexagone vers l'île — et de l'assimilation. « Quand nous serons bien dans notre peau de Réunionnais, alors nous nous sentirons aussi bien français », confie le président du conseil général, M. Eric Boyer (div. d.). Il s'agit, selon l'évêque, Mgr Gilbert Aubry, de « construire une image dynamique de la Réunion à partir des éléments positifs de notre identité régionale ».

En moins de trente ans, l'ensemble du personnel politique a opéré un virage de cent quatre-vingts degrés. En effet, au début des années 60, l'objectif fondamental de la politique conduite à la Réunion était de faire des habitants de cette petite île de l'océan Indien, à

Préfecture : Saint-Denis
Superficie : 2 510 km²
Population : 597 823 habitants
Principales agglomérations : Saint-Denis (122 000 habitants), Saint-Paul (72 000 habitants), Saint-Pierre (59 000 habitants)

10 000 kilomètres de la France « mère patrie », des « Français à part entière ». C'était le temps de l'« assimilation » triomphante, impulsée notamment par M. Michel Debré, et contre laquelle s'inscrivait la politique d'autonomie interne revendiquée par le Parti communiste réunionnais.

Record de France du chômage

Dans sa dimension sociale, la politique de « rattrapage » menée jusqu'ici est incontestablement marquée par des réussites dans la santé, l'enseignement primaire, l'équipement des ménages. En revanche, le bilan est bien plus nuancé sur le champ économique. La montée en flèche du chômage (record de France largement battu avec près de 37 % de la population active à la recherche d'un emploi) n'est que la résultante des faiblesses structurelles de l'économie réunionnaise.

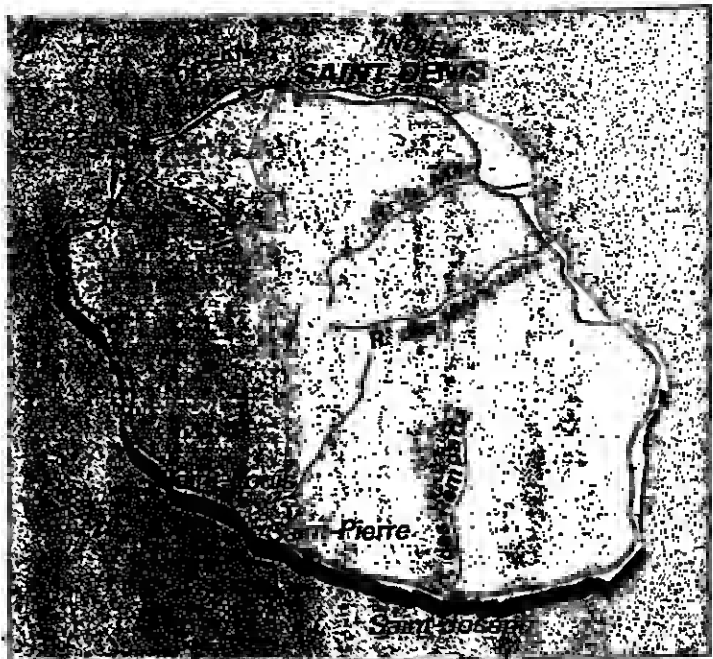
L'identité de la Réunionnais serait-elle donc vouée à se réduire à celle du chômage éternel ? Son avenir indépassable serait-il donc celui du RMI ? De plus en plus de voix s'élèvent contre les « effets pervers » de la politique assimilationniste — dans bien des cas les revenus sociaux sont devenus supérieurs à ceux du travail — pour appeler la population à faire montre de plus de « dignité », proclamée corollaire naturel de l'identité.

Saintes oubliées

Ma première impression a été une déception, la ville de Saintes en Poitou-Charentes, est la seule sous-préfecture à ne pas figurer sur la carte. Dis-je, vous rappelez que Saintes, avec un peu plus de 27 000 habitants, est la deuxième ville du département, bien avant Jonzac (4 500) et Saint-Jean-d'Angély (3 700) à égalité avec Rochefort. Saintes est aussi la principale ville du département dirigée par un maire socialiste (est-ce une des raisons ?).

Saintes, ville millénaire avec ses nombreux vestiges romains et autres monuments tels l'abbaye aux Dames, magnifiquement restaurée et inaugurée en 1988 par François Mitterrand (des articles sont parus dans le Monde à cette époque), capitale de la Saintonge, située au centre géographique du département a été aussi le chef-lieu éphémère de la Charente-Maritime. C'est le siège départemental de la Mutualité sociale agricole, de la caisse régionale de Crédit agricole, de la subdivision la plus importante de France-Télécom.

C'est aussi le berceau des coopératives de consommation qui s'étend actuellement par le biais de la coopérative régionale sur une vingtaine de départements. C'est également une foire mensuelle, la seconde de France après celle de Lille. Je n'oublierai pas le centre ferroviaire SNCF qui s'étend



Pourtant, ici, la notion même d'identité est des plus floues. La géographie et l'histoire ont certes rassemblé sur cette île auparavant déserte un peu d'Afrique, un peu d'Europe, d'Inde, de Chine. Il y a trois cent cinquante ans à peine, en mai 1642, les Français prenaient pour la seconde fois possession de l'île au nom du Roi de France. Mais trois siècles et demi d'histoire — dont trois cents années de régime

Le conseil régional

Président : Pierre Lagourgue (div. d.)
10 PCR ; 4 PS ; 5 div. g. ; 2 UDF ; 8 RPR ; 16 div. d.

Résultats des élections de 1986 (45 sièges) :
Insc. : 276 761 ; 25,72 % ; suff. ex. : 198 082
-PCR : 28,18 % ; 13 élus ; PS : 14,09 % ; 6 élus ; Un. opp. : 36,78 % ; 18 élus ; div. d. : 17,26 % ; 8 élus ; div. d. : 1,43 % ; FN : 2,23 %.

colonial — n'ont pas suffi à forger cette identité particulière que l'on pare de toutes les vertus pour exorciser le « mal-être » d'une île et de sa jeunesse. Il serait sans doute plus juste de parler d'identité morcelée, éclatée. « Parfois je me sens Noir, parfois je me sens Blanc. Au fond, qui suis-je ? » Cette interrogation métaphysique est au centre du dilemme réunionnais. Bien souvent, le morcellement de l'identité

agit comme un frein et reste la source de nombreuses inadaptations. Sur cette île, chacun prend racine à la fois en Inde, en Afrique, en Chine et en Europe. « La Réunion est un exemple et doit rester un exemple à un moment où font rage, partout, la violence et la haine entre les religions et les communautés (...). C'est là, à mon sens, l'un des traits les plus dominants de l'identité réunionnaise ; et un courant original, unique, de la culture française », déclarait le président du conseil général, le 19 mars 1991, date anniversaire de la transformation de l'île en département français d'outre-mer.

Un produit du méissage

La Réunionnais serait donc une synthèse d'éthiques et de cultures. Un produit lisse du méissage. Mais le méissage n'a pas de valeur marchande et, sur l'île, le sentiment se développe de plus en plus que l'identité réunionnaise, pour s'ancrer réellement dans les mentalités, doit s'appuyer sur un projet de société lui-même soutenu par un développement économique cohérent et non artificiel. Pour M. Jean-Paul Virapoulle, député UDC, maire CDS de Saint-André, « la Réunion doit être, au plan économique, un produit de synthèse entre les régions d'Europe et les pays ACP ». A « un quart de seconde de l'Europe » (comme le souligne le prési-

dent du conseil régional, M. Pierre Lagourgue, div. d.), grâce à un système de télécommunications performant, la Réunion rêve d'être un catalyseur du dialogue Nord-Sud et Sud-Sud en raison de ses différentes sensibilités ethniques et culturelles. Une sorte de passerelle entre l'Europe, l'Inde, l'Afrique ou encore la Chine.

Une timide frémissement en ce sens est apparu avec la mise en place de la commission de l'océan Indien où siègent l'île Maurice, Madagascar, les Seychelles, les Comores et la France (par le biais de la Réunion). Mais la coopération régionale entre les îles du sud-ouest de l'océan Indien a ses propres limites en regard à la situation politique et économique de chaque pays et, regrette le président du conseil régional, « les Réunionnais ne sont même pas admis à donner leur avis sur les accords de coopération entre la France et les pays voisins », par suite d'un différend franco-français.

S'inscrire, dans ces conditions, dans la dynamique d'un dialogue Nord-Sud paraît une gageure, même si, à Bruxelles, on considère la Réunion comme « l'élève sage » des régions ultra-périphériques de l'Europe. D'autant plus que, malgré ses attaches pluri-ethniques, la Réunionnais est peu enclin à la pratique des langues étrangères. Un handicap de taille au moment où le sud du continent africain s'ouvre aux marchés extérieurs et s'affiche déjà comme le pôle commercial dominant de cette partie du monde au début du prochain siècle.

La reconnaissance, par les accords de Maastricht, de la « spécificité » des DOM dans le cadre de la CEE est vécue sur l'île comme une validation de l'identité réunionnaise, dans la mesure où les élus du département n'ont pu jusqu'ici contribuer à ce résultat. On se flatte d'autant de cette « première » que certains d'entre eux craignent que, après avoir « perdu leur identité au Loto national », les Réunionnais ne la dissolvent encore plus dans le grand marché unique européen.

Aussi, ceux-là mêmes se montrent aujourd'hui les plus audacieux. Puisque la Réunion a longtemps été colonisée, estiment-ils, le moment est venu pour la Réunionnais de « coloniser » à son tour la métropole et l'Europe. Plus de cent vingt mille Réunionnais sont déjà installés sur le Vieux Continent. Cette diaspora devrait être la tête de pont — relativement bien formée et intégrée — de ce mouvement. Mais, ici aussi, les jeunes éprouvent de plus en plus de mal à partir.

ALIX DJOUX

Après les reportages sur vingt-deux régions,

Le tour de France entamé par « Heures locales » au mois d'octobre 1991

comme une peau de chagrin avec l'aide de sa direction nationale. Saintes, c'est aussi la ville qui attire de nombreuses PME, grâce sans doute à la proximité de l'autoroute A10, mais aussi grâce à sa douceur de vivre et à son micro-climat. Six ou sept hôtels construits depuis dix ans, d'autres en projet, n'est-ce pas le signe que Saintes figure sur la carte ?

PIERRE TRAIANEAU
Saintes

Nantes capitale de la Bretagne

Vous avez fait paraître dans votre journal des articles relatifs aux régions qui sont en fait la réunion de plusieurs départements qui n'ont aucune identité. Moi, je parle en tant que Breton, et vous faites un article sur la région administrative à quatre départements dans la logique jacobine. En fait, la Loire-Atlantique fait partie de la Bretagne mais pour raisons politiques, le fameux décret Pétain-Laval du 30 juin 1941, l'a séparé du reste de la Bretagne. Chaque génération de Bretons se reconnaît Bretons, ce qui prouve que l'on a une certaine fierté. Ce n'est pas une loi sociale qui va changer la Bretagne réelle : Nantes est la capitale de la Bretagne et Rennes est une capitale administrative.

BERNARD LE GOUX
Ploërhan

L'UDB refuse l'action violente

Je suis surpris de lire à propos de la région Bretagne deux phrases relatives aux mouvements — parmi lesquels François Grosrichard cite l'UDB — dont l'audience « reste inversement proportionnelle au bruit que font sporadiquement leurs bombinettes ».

Adhérent de l'Union démocratique bretonne depuis 1977, responsable aujourd'hui de ses affaires intérieures, lecteur de son journal depuis l'origine, en 1964, conseiller municipal de Nantes, (nous sommes deux élus UDB sur la liste conduite par M. Jean-Marc Ayrault, maire actuel), je mets au défi M. Grosrichard d'étayer le moindre reproche de complaisance de l'UDB vis-à-vis de l'action violente. Son propos relève ici de la diffamation pure et simple, et je vous saurais gré de bien vouloir le rectifier.

Dire par ailleurs que les mouvements « qui en appellent inlassablement au peuple breton » s'adresseront à l'occasion des élections régionales « aux militants d'une culture et d'une langue qu'il est urgent selon eux de reconnaître officiellement » me paraît relever de la même incapacité à concevoir, à propos du mouvement politique breton, une vérité qui ne se coule pas dans le moule des idées reçues.

Certes le combat culturel est une dimension importante de l'action de ce mouvement. Comment ne le serait-il pas ? Depuis que le Monde existe — et n'a rien à en dire — le nombre des locuteurs habituels en breton est passé de plus d'un million à moins de trois cent mille, et il faut encore se battre pour la moindre heure de breton dans les écoles, sur les antennes publiques, face aux tenants de la « solution démographique » aux problèmes des minorités culturelles de France.

Le combat politique relève évidemment de ce combat culturel, mais y associe, avec bien entendu des nuances, une analyse critique de la situation économique et des propositions institutionnelles. Est-ce par hasard que l'aménagement du territoire et la décentralisation ont trouvé en Bretagne une audience particulière et des promoteurs convaincus ?

La centralisation même de la France fait que ces idées ont transité et transitent encore parfois, avec des fortunes diverses, par des formations politiques mieux suivies par les médias, et dès lors par les financiers et les électeurs.

L'histoire des quarante dernières années montre toutefois clairement — en Bretagne tout au moins — ce que ces notions et leur mise en œuvre doivent à un mouvement qu'on ne saurait confiner à un domaine culturel.

MICHEL-FRANÇOIS
Nantes

LA GU

CAVENNE
D'après le rapport de M. Lagourgue, le conseil régional de la Réunion a voté, le 19 mars 1991, une résolution relative à la coopération régionale entre les îles du sud-ouest de l'océan Indien. Cette résolution, qui vise à renforcer les liens entre la Réunion, Madagascar, les Seychelles, les Comores et la France, a été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit notamment la mise en place d'une commission de l'océan Indien, chargée de promouvoir la coopération régionale et de faciliter les échanges économiques et culturels entre les îles. La Réunion est ainsi reconnue comme un exemple de coopération régionale et de dialogue Nord-Sud et Sud-Sud.

Les militants bretons ne se contentent pas d'une idée révolutionnaire de la société qui, estimant que le domaine de l'économie et l'aménagement du territoire, sont des domaines culturels, ont voulu les intégrer à la culture. Ils ont voulu, par exemple, que la langue bretonne soit enseignée dans les écoles, que la culture bretonne soit valorisée dans les médias, que la Bretagne soit reconnue comme une région à statut particulier. Ils ont voulu, en d'autres termes, que la Bretagne soit reconnue comme une nation à part entière.

des lecteurs

à susciter de nombreux
Une autre manière
de faire
de la politique

Quand deux journalistes du Monde ont voulu rendre compte de la situation politique en Bretagne, ils ont été reçus par M. François Grosrichard, député UDB, et par M. Jean-Paul Virapoulle, député UDC. Ils ont été surpris de la qualité des débats et de la clarté des positions. Ils ont constaté que les militants bretons ne se contentent pas d'une idée révolutionnaire de la société, mais qu'ils ont une vision très concrète de la politique et de l'aménagement du territoire.

Voilà pourquoi, dans son bref passage en Bretagne, le Monde a pu constater que la Bretagne est une région à statut particulier, que la culture bretonne est une culture à part entière, que la langue bretonne est une langue à part entière. Voilà pourquoi, dans son bref passage en Bretagne, le Monde a pu constater que la Bretagne est une nation à part entière.

Les militants bretons ne se contentent pas d'une idée révolutionnaire de la société, mais ils ont une vision très concrète de la politique et de l'aménagement du territoire. Ils ont voulu, par exemple, que la langue bretonne soit enseignée dans les écoles, que la culture bretonne soit valorisée dans les médias, que la Bretagne soit reconnue comme une région à statut particulier. Ils ont voulu, en d'autres termes, que la Bretagne soit reconnue comme une nation à part entière.

هكذا من الأهل

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

LA GUYANE : l'eldorado de la consommation

CAYENNE

de notre envoyé spécial

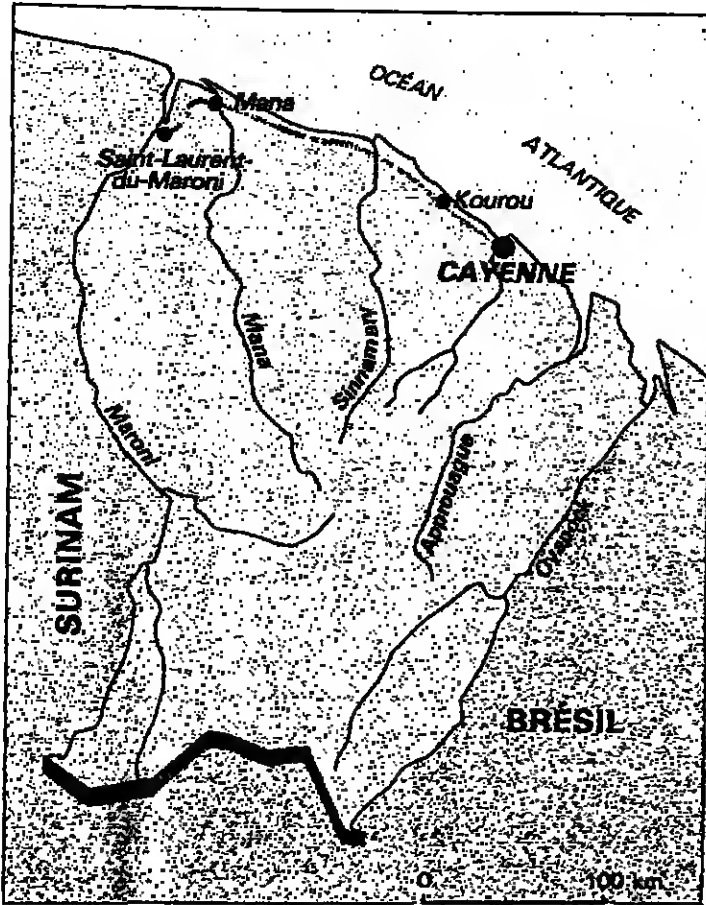
DANS l'antichambre du bureau du maire de Cayenne, M. Gérard Holder, un morceau de carton raffistolé avec du papier collant avertit le public : « Les audiences concernant les demandes d'emploi et recrutements en mairie sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. » La Guyane, fièvre de n'afficher jusqu'à maintenant qu'un taux de chômage officiel de 9,5 %, verserait-elle dans la récession et la sinistrose ?

Ni eldorado ni enfer. Les succès des techniciens et de leurs engins qui, depuis la base de Kourou, partent à la conquête du ciel, ne constituent pas plus la panacée que le souvenir entêtant des pénitenciers ne signifie une incapacité définitive à aller de l'avant. Mais la plus vaste des régions d'outre-mer (aussi la moins peuplée), et seule terre européenne en Amérique du Sud, déconcerte. Elle a un pied encore enclavé dans le sous-développement (on préfère ici parler de non-développement) et la tête dans les étoiles du vingt et unième siècle.

Une économie de comptoir

Une fois écartés les clichés qui demeurent pourtant des réalités et des références omniprésentes (l'immensité de la forêt, les orpailleurs trafiquants, Dreyfus et les bagnards, la joie colorée du carnaval) que reste-t-il des Guyanais et des espoirs ? Ceux qui veulent compter dans « leur » pays se réfèrent tout autant au livre classique de Frantz Fanon *Les Damnés de la terre* qu'aux ouvrages modernes de management, de comptabilité analytique, de mécanique des gaz et d'informatique appliquée aux télécommunications.

Mais les deux principales locomotives de l'économie - l'administration et le secteur spatial - sont soit puissantes, soit faibles, voire exterritoriales. Qu'ils relèvent de l'Etat ou des collectivités locales, les fonctionnaires forment 65 % de la population active, alors que l'industrie manufacturière est quasiment marginale. Une fonction publique d'autant plus attrayante qu'elle offre des salaires élevés, assurés de la garantie de l'emploi, perçoivent un sur salaire de 40 %. « Je suis personnellement avec mille cinq cents employés pour une population officielle de quarante et un mille habitants (chiffre que je conteste vigoureusement devant l'INSEE), je suis totalement hors normes et que je ne



Préfecture :
Cayenne
Superficie :
91 000 km²
Population :
114 678 habitants
Principales agglomérations :
Cayenne (38 135 habitants)
Kourou (11 208 habitants)
Saint-Laurent-du-Maroni (6 984 habitants)

devis pas dépasser cinq cents fonctionnaires, explique M. Holder, élu du Parti socialiste guyanais (PSG, indépendant du PS). Mais qu'on ne compte pas sur moi pour licencier. »

Ne fabriquant quasiment aucun produit industriel inépuisable une valeur ajoutée, à l'exception des activités liées à l'espace, dépendant de l'extérieur pour presque tous ses approvisionnements, depuis le lait jusqu'à l'automobile, en passant par le savon ou l'essence, la Guyane reste une économie de comptoir. Avec un commerce extérieur totalement déséquilibré : les exportations (4 000 tonnes de crevettes, plusieurs centaines de kilos d'or, des bois d'œuvre) ne couvrent les importations qu'à 12 %. Déficit commercial en 1990 : 3,5 milliards de francs, au lieu de 1,8 en 1986.

La Guyane achète, consomme, dépense à tout va. En liquide, plus volontiers que par chèques ou par cartes de crédit. Les deux principales compagnies maritimes, la CGM et Delmas, qui assurent le trafic entre la métropole et cette région d'outre-mer, via des Antilles qui agacent un peu, équilibrent d'ailleurs plus que confortablement

leurs comptes, puisqu'elles font payer aux importateurs le retour des conteneurs. « Nous sommes malheureusement probablement le premier pays exportateur de conteneurs vides du monde », note M. Jacques Mallet, directeur de la Somarig, filiale commune des deux armements.

Des crevettes en or

Une consommation débridée, auto-alimentée par deux facteurs aggravants : - l'océiro de mer, sorte de taxe domaniale sur l'entrée de toute marchandise quelconque soit la provenance. Son produit constitue l'essentiel des ressources des collectivités locales. Les élus et l'Etat ont donc intérêt à « pousser » la consommation, puisqu'ainsi se remplissent automatiquement les caisses du conseil général et des mairies ; - le revenu par habitant. Depuis 1982, le produit intérieur brut a doublé. Le Guyanais dispose d'un

revenu trois fois supérieur à celui de son voisin du Surinam, et l'écart va de 1 à 4 avec le Brésil, 1 à 15 avec Haïti. Quand le manœuvre de Belem peut espérer 200 francs par mois, à Kourou, il aura 5 000 francs.

Le gouvernement s'est, d'autre part, engagé dans un processus d'égalisation sociale entre les DOM et la métropole. L'alignement des allocations familiales devra être achevé début 1995. Quant au SMIC, l'échelle des rémunérations est peu sensible aux revalorisations périodiques du salaire minimum. En effet, à l'occasion des conflits sociaux qui se sont multipliés sur les chantiers, liés notamment à l'extension du Centre spatial, les employeurs ont dû négocier à chaud. Dans les travaux publics et le bâtiment, longtemps en plein boom (ce qui alimente allègrement le travail noir), le salaire minimum le plus bas avoisine le SMIC de métropole.

Certains patrons, toutefois, n'ont pas admis cette dérive ascendante des salaires, dans des coûts : les armateurs des chalutiers crevetiers. Les capitaines de pêche, en quasi totalité originaires du Guyana selon une très vieille tradition, bouclent leurs mois avec 40 000 à 60 000 francs, selon les prises. De quoi faire rêver un Lorientais... L'offensive patronale a provoqué fin décembre une grève de trois semaines, mais elle a partiellement réussi.

Les salaires confortables et le manque d'opportunités pour investir sur place (sauf dans l'immobilier ou l'hôtellerie grâce aux faveurs fiscales de la loi Pons) ont naturellement trois conséquences : des placements financiers en métropole, une sous-consommation de produits importés qui décourage les initiatives régionales (y compris les cultures vivrières, l'une des plus rentables filières ayant été celle d'une rizière) et la fascination qu'exerce la Guyane sur la population pauvre des Etats voisins.

« Au bord de la faillite »

En croissance vertigineuse, la population, estimée à 115 000 habitants, se compose à 35 % d'étrangers, surtout brésiliens, dont une bonne part en situation irrégulière. Il ne se passe pas de semaine sans que la gendarmerie et l'armée, dont les effectifs ont été sensiblement renforcés, depuis quelques mois, grâce au plan Alizé, reconduisent sur l'autre rive du Maroni ou de l'Oyapock, en pirogue ou en hélicoptère, vingt ou cinquante pauvres bêtes venus chercher une hypothétique fortune. Les mêmes recommenceront leur manège le lendemain à travers la jungle. Les passeurs et taximen véreux veillent aussi aux affaires.

Les statistiques officielles sont pourtant éloquentes : soixante et une expulsions et reconduites aux frontières en janvier, auxquelles il faut ajouter cent cinquante-cinq refoulements. Des procédures qu'outre-mer les autorités administratives peuvent appliquer « plus

souplement qu'à Paris ou à Marseille ».

Ariane, Poséidon, Ster, Régis, Phébus... Voilà des programmes français ou européens microbolants qui devaient, derrière les sigles pompeux, faire couler les milliards et provoquer une croissance solide. Certes, l'argent est arrivé et a servi à améliorer les routes, les ports, le téléphone et les logements, qui en avaient besoin. L'aéroport de Cayenne-Rochambeau, vaste hangar crasseux, en revanche, fait honte.

L'intersyndicale des entrepreneurs du bâtiment, qui regroupe aussi les transporteurs, les artisans et les armateurs à la pêche, mais dont s'est sensiblement démarquée l'Union patronale, tempête : « Nous sommes presque tous au bord de la faillite. La Guyane est le tiers-monde français sous perfusion de la métropole », s'insurge M. David Douzmac. « Les collectivités locales nous doivent des centaines de millions pour des travaux déjà exécutés depuis longtemps et les banques en profitent pour se sucrer. »

M. Pierre Neyrat, exploitant forestier originaire de Corrèze, qui s'est installé ici il y a quarante et un ans et qui emploie quarante Brésiliens au fond de la jungle, est encore plus direct : « L'administration m'emmerde avec ses inspections... »

Le conseil régional

Président :
Georges Othily (PSG)
11 PSG ; 4 ex-PSG ;
4 div. g. ; 1 UDF ; 7 RPR ;
4 div. d.
Résultats des élections de 1986
(31 sièges) :
Ins., 26 982 ; abst., 37,59 % ; suff. ex., 15 913.
Ext. g. : 3,34 % ; PSG : 42,12 % ; 15 élus ; div. g. : 11,97 % ; 4 élus ; RPR : 27,14 % ; 9 élus ; div. d. : 8,73 % ; 3 élus ; div. d. : 3,07 % ; FN : 3,58 %

Les socialistes pour vérifier si les châtiments des ouvriers sont corrigés ou non. Il faut un régime de charges sociales spécifiques aux DOM, sinon on rêve. Je le dis à tous les préfets et ministres qui passent. Heureux ceux qui ont une grande gueule et qui savent s'en servir !

Même si ces revendications prennent un tour populiste, elles ne manquent pas de fondements. Les entreprises ont, certes, bénéficié des

grands travaux, mais souvent en tant que sous-traitants des groupes de métropole, obligés donc de contracter leurs prix au maximum. Les grands chantiers aujourd'hui marquent le pas. On licencie. Le programme Phébus (1,2 milliard de francs entre 1990 et 1994) qui est une sorte de complément au contrat de plan, risque de traîner, vu les difficultés budgétaires de l'Etat, la quasi-faillite de plusieurs collectivités (conseil régional, villes de Cayenne et de la périphérie) et les réticences explicables du CNES à jouer le bon Samaritain perpétuel.

Le poids des clans

A parcourir les rapports de la trésorerie générale, l'Etat pourtant accomplit son devoir de solidarité. Il débourse même 60 millions de francs par an pour entretenir, dans quatre camps, six mille réfugiés du Surinam. Quand on additionne les sommes que l'Etat, le CNES, La Poste et autres organismes publics dépensent ici et que, d'autre part, on en déduit ce qu'ils en retirent, la région reste bénéficiaire nette de 2,56 milliards en 1990, au lieu de 1,66 en 1987. Et l'Europe versera en plus un écot de... 600 millions en quatre ans.

Bref, ce n'est pas l'argent qui manque mais davantage les compétences pour l'investir intelligemment dans des actions en profondeur. Mais le négoce (où les Chinois font fortune) et les chefs de clans locaux ne laissent pas facilement échapper une manne qu'ils ont su, habilement jusqu'ici, confisquer et faire fructifier.

Mais, de cela, le président du conseil régional sortant, M. Georges Othily, sénateur rattaché administrativement au groupe socialiste, et le président du conseil général, M. Elie Castor, député apparenté socialiste, qui se détestent, n'ont visiblement pas envie de parler. Surtout pas en cette période de campagne électorale où le premier, exclu du PSG en 1990, essaie de constituer sa propre clientèle en ratisant un peu partout, et où le second a été marginalisé à l'intérieur du PSG (le Monde du 13 février).

Qui se souvient encore, ici, que « les vertus du peuple guyanais sont la solidarité, la fraternité, la sagesse, la tolérance et la convivialité », comme le proclamait naguère le « catéchisme » de ce parti dominant ?

FRANÇOIS GROSCHARD

COUP DE CŒUR

Cellule 47

« S'ALLE de bain, télévision, téléphone, piscine, climatisation dans toutes les chambres... » Flambant neuf, tenu par un Breton, le seul hôtel convenable de Saint-Laurent-du-Maroni porte un nom peu évocateur : « La Tentative ». Cliché d'un goût douteux... La sous-préfecture de la Guyane traîne comme un boulet, se sinistre réputation d'avoir été, de 1857 à 1947, la capitale française du bague le plus maudit.

L'administration « p-t-t-t-t-t-t-t-t-t », de Napoléon III à la Troisième République, en fit « aa » ville, scientifiquement, méthodiquement. Caaes, bâtiments à étage, briqueterie, camp forestier, prétoire, hôpital, quartier de réclusion, callulas, chapelle, emplacement de la guillotine, logements des gardiens et luxueuse demeure du directeur, vrai modèle d'architecture coloniale aujourd'hui habitée par la sous-préfète éternelle.

Il ne faut pas manquer la visite du pénitencier - pardon ! le Camp de la Transplantation - sous le conduit d'Hermann Clarke qui, au milieu des poules qui caquetent, raconte avec force gestos et intonations de voix les horreurs endurées par ces cohortes de « transportés » (condamnés de droit commun aux travaux forcés), de déportés (prisonniers politiques) et de ralegués (les récidivistes ou « pieds de biche ») qui arrivaient par centaines, ambarqués à Saint-Martin-de-Ré sur des navires « spécialisés ».

Envahi par les harbaa folles, voilà le quartier disciplinaire spécial réservé aux fortes têtes et aux forçats assassins. Les lon-

gues barres de fer et les manilles qui les anchaient sont toujours là dans les dortoirs, comme les bat-flane de pierre. Cartes de dix-huit callulas des condamnés au châtiment suprême ont gardé leur porte grillagée. « Petit Désiré, de Reims » et « Strauss, de Lyon » ont gravé leur identité. Un autre a dessiné un mur une rosace. Tout fier, Hermann lance : « Voici la cellule la plus célèbre, le numéro 47. » Les lettres du nom de l'occupant sont incrustées dans la sol : « Papillon ».

Une dalle circulaire, dans la cour, matérialise l'endroit où était dressée la machine de mort. Le bourreau le plus connu, Hespel, avait été surnommé « le Chacal ». Son record : trois têtes en sept minutes. Mais la trentième fut le sien pour avoir assassiné un gros commerçant chinois.

Merci au ministre de la culture, Jack Lang, au ministre des DOM-TOM, Louis Le Pen, et au maire de la ville, Léon Bertrand. Cea trois partenaires ont décidé de restaurer l'endroit. On commence par la chapelle et la cuisine, pour 5,7 millions de francs. Il est vrai qu'à propos de Saint-Laurent, on disait jadis « le Petit Paris »...

Face à l'embarcadere, la carcasse rouillée de l'Edin-Cayen, un vapeur anglais qui fit naufrage en 1935, émerge encore des eaux vives du fleuve. Vœux de désespoir et démentibul d'une page d'histoire nauvéeuse. On voudrait oublier qu'on ne le pourrait pas.

F. Gr.

des lecteurs expriment leurs opinions

a suscité de nombreuses réactions parmi les lecteurs du « Monde »

Une autre manière de faire de la politique

Quand donc un journaliste du Monde jugera-t-il nécessaire de liquider en deux phrases, de la question posée « l'insatisfaction » par les militants du peuple breton : peut-on concevoir, en France, une diversité culturelle ?

Quand donc acceptera-t-il d'en finir avec les clichés assimilant la revendication bretonne - d'essence nationalitaire, en effet - avec la pose de « bombinettes ».

Votre article du 3 novembre 1991, dans son bref passage concernant la présence aux régionales de listes intitulées « peuple breton, peuple d'Europe » montre qu'une fois encore l'analyse est devant le jeu du mot.

Pourtant, ce qui est proposé par le mouvement breton c'est de considérer qu'il existe une autre manière de faire de la politique, qui ne soit pas calquée sur le modèle centralisé des partis, mais qui soit déterminée localement, à partir des richesses et des particularités d'un peuple, prises non comme des irrédentismes, mais comme une contribution à l'Europe des peuples.

Les militants bretons ne se risquent pas sur une idée révolutionnaire, mais proposent une vision différente de la société qui, estimant, peut être un apport intéressant dans le domaine de l'économie (aménagement du territoire, entés

de la croissance de la région parisienne), de l'écologie (développement respectant le pays où l'on a décidé de vivre, appuis sur les différences) et même de l'immigration (une France qui ne reconnaît pas sa propre diversité n'a guère de chance de réussir une société multiculturelle).

JEAN GUEGUENAT
Brest

L'image du Nord

Votre article sur la région Nord-Pas-de-Calais était très bien fait et très bien écrit. Mais, en tant que nordiste, j'attends toujours, assez désespérément, une description où les discours des décideurs, ceux à qui l'on donne toujours la parole, ne masqueraient pas la réalité. Le Nord, ce sont simplement des bassins d'emplois qui dépassent 20 % de chômage et des salaires de cadre de 14 % inférieurs à la moyenne nationale. Ce qui à 10 points près ne se rencontre dans aucune autre région.

C'est un patronat qui se prétend « gagnant » et qui depuis l'origine s'est enrichi de ses salaires, de l'immigration flamande à l'immigration maghrébine. Un patronat qui depuis 30, 20, 10 ans - quelle que soit la décennie - a été celui qui a créé le plus de chômage en France.

Le Nord, c'est encore autour de Lille, Roubaix, Tonroing, le deuxième zone d'imposition sur les grandes fortunes après Neuilly, Auteuil, Passy. Et c'est en même

temps, une population qui dispose (par exemple) du parc automobile le plus vétuste. Le Nord, c'est encore le taux de bacheliers le plus bas de France et c'est aussi l'une ou la région où l'on vit le moins vieux. Le Nord, aujourd'hui, c'est cela, ce n'est rien d'autre.

Chaque jour, une misère plus criante, plus intolérable, des quartiers, des villes entières dégradées, de la délinquance, du racisme.

GEORGES JOSEPH
Lille

Ne pas oublier le comté

Bravo pour votre dossier sur la Franche-Comté !

De vieille génération franco-comtoise (grand-père maternel « agent-voyer » des Ponts et chaussées à Dôle, grand-père paternel professeur titulaire de la chaire de physique à la faculté de Besançon), j'ai beaucoup apprécié et me suis bien « reconnu » dans le portrait des habitants de cette magnifique (... pas chauvin !) région.

Mais il y a un grand absent dans l'énumération des richesses de la région. Maro Ambroise-Rendu ne connaît-il pas le comté ? Quand il descendra en Provence, je l'invite à venir « remanquer » avec moi une bonne tranche de comté, avec une pointe de moutarde et un bon bœuf de bière : après ce goûter, il n'oubliera plus le comté.

JACQUES LAGARDE
Beaumes-de-Venise

HEURES LOCALES

REPÈRES

AQUITAINE

Mieux gérer les puits et les forages

Le département de la Dordogne n'échappe pas à la sécheresse ambiante. La faiblesse des précipitations accélère la diminution de la nappe phréatique qui contribue à l'alimentation de plusieurs dizaines de milliers de foyers du Bergeracois et de la Gironde. Membre de la commission départementale d'hygiène et coordonnateur en Périgord des sites hydrogéologiques, M. Bernard Angeli estime que « si l'on continue à pomper au rythme actuel, certains niveaux seront en dessous du niveau de la mer et l'eau salée va envahir progressivement la nappe phréatique ».

D'autres responsables départementaux ne nient pas la baisse continue de la nappe depuis quinze ans, mais relativisent le risque de salinité. Malgré tout, le département pourrait voir ses puits et ses forages s'assécher. Selon M. Bernard Angeli, le niveau de la nappe a diminué de 5 à 6 mètres en cinq ans. Pour expliquer ce phénomène, le géologue évoque la multiplication des réseaux d'alimentation en eau potable, mais aussi l'explosion d'utilisations secondaires : arrosage des cultures, lavage des chais, entretien des golfes. Il suggère aux élus d'assurer en collaboration avec le département de la Gironde une réelle gestion de cette nappe en instaurant notamment des contraintes de sauvegarde. La gravité de la situation devrait, selon lui, entraîner l'interdiction des pompes non destinées à pourvoir des besoins en eau potable.

BOURGOGNE

Un parc des expositions à Chalon-sur-Saône

En Bourgogne la ville de Chalon-sur-Saône faisait figure d'exception. Bien qu'elle fût la plus importante du département de Saône-et-Loire, cette cité ne possédait pas de parc des expositions. Cet « oubli » doit être réparé en septembre, grâce à un bâtiment de 4 000 mètres carrés constitué de métal et de verre, qui abritera un hall principal, en forme de pyramide, entièrement transparent.

En implantant cet équipement de 35 millions de francs en front de Saône, à proximité du nouveau Pont de Bourgogne, la ville entend lui conférer une position privilégiée et facile d'accès. Lieu d'échanges et de commerce, Chalon joue cet atout supplémentaire pour dynamiser son développement économique.

Dès l'ouverture du parc, une société d'économie mixte associe la ville et des partenaires privés sera mise en place pour son exploitation. Toutes les manifestations de type foires et salons qui avaient lieu au boulevard de Chalon (salons Profotel, de l'automobile et des transports, de la pêche...) doivent trouver leur place dans cet espace spécialisé. D'autres salons inédits y verront le jour, comme le concours de véhicules montés à l'huile ou, en hommage à Nicéphore Niepce, natif de la ville, un salon de la photo et des accessoires photo d'occasion.

POITOU-CHARENTES

Aix demeure une île

Il n'y aura pas de pont entre l'île d'Aix et la terre de Charente-Maritime. Dans un département où les viaducs poussent comme des champignons, la question se posait, mais les élus du département ont tranché. Dernière île véritable des Pertuis-Saintongeais, Aix le restera. Le nid d'aigle isolé au large d'Orléans, un jour de 1815, Napoléon fit ses adieux à la France ne sera pas « rattaché » au continent. Pour les habitants de la seule commune insulaire et les milliers de touristes de l'été, le lien demeure le bac. Le dernier que le conseil général entretienne dans le département.

L'antique île d'Aix était bien fatiguée et les élus ont décidé de faire construire un remplaçant dans un quartier local. Le *Pierre-Loti*, ainsi nommé en mémoire du plus célèbre Rochefortais, a été mis à l'eau le 22 février. De 35 mètres de long, il sera capable de transporter 500 passagers (deux fois et demie la population autochtone) durant le quart d'heure de trajet qui sépare Aix de Fouras. Il doit être affecté à une société privée et le département prélèvera un pourcentage sur le prix des billets.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Claude Dubillout (La Rochelle), Claudine Mettetal (Mâcon) et Dominique Richard (Périgueux).

Moderniser la comptabilité communale

La gestion financière locale devra s'inspirer du plan comptable général

Un projet aussi austère que la réforme des comptabilités publiques locales serait sans doute resté affaire de techniciens si la faillite de la ville d'Angoulême et la situation tendue de quelques autres collectivités n'avaient mis en évidence la nécessité d'une plus grande fiabilité de leur gestion financière. C'est donc devant un parterre composé d'une soixantaine de magistrats financiers, de banquiers, d'experts-comptables et de représentants des élus locaux que MM. Michel Charnes et Jean-Pierre Sueur, ministre délégué au budget, et secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, ont présenté, mercredi 26 février, les conclusions du comité de réforme des comptabilités locales.

Ce comité, placé sous l'autorité du directeur général des collectivités locales et du directeur de la comptabilité publique, est composé, paritaire, de représentants de l'Etat et des collectivités locales (le Monde daté 25-26 novembre 1990). Il avait été chargé, en juin 1990, dans une certaine indifférence, d'adapter le plan comptable général au secteur public local, en commençant par le cadre communal. Quelques mois plus tard, la découverte de certains dérapages de gestion rendait manifeste l'intérêt de cette réforme de longue haleine, qui tente de transporter des règles comptables aussi fondamentales que celles de la démocratie locale que la prudence ou la sincérité.

Une approche globale

Les membres du comité estiment, ainsi, que les communes devraient prévenir la dépréciation de leur patrimoine par une dotation aux amortissements. Seraient concernés, dans un premier temps, les seuls biens renouvelables (outillage, matériel, véhicules...), et non le patrimoine immobilier ou la voirie, dont l'évaluation est éminemment complexe. Pour prévenir tous les risques potentiels, les communes seraient obligées de constituer des provisions forfaitaires sur les garanties d'emprunt qu'elles accordent aux sociétés de droit privé. Elles devraient, enfin, rattacher les charges à payer ainsi que les produits à recevoir à l'exercice auquel ils se rapportent. Ainsi, la pratique du report de factures sur un exercice ultérieur, fâcheuse notamment en cas de passation des pouvoirs, ne viendrait plus altérer l'image de leur situation financière.

Pour faciliter la lisibilité des comptes et rendre la gestion plus efficace, les membres du comité proposent de moderniser les nomenclatures comptables héritées des années 60 et de rendre plus homogène la présentation des documents budgétaires. Un

plan de classement par nature des dépenses et des recettes serait imposé à l'ensemble des communes, et doublé, pour celles de plus de 5 000 habitants, d'un plan de classement par fonction. Le plan fonctionnel traduit la destination des engagements (action sociale, sport, enseignement primaire...), tandis que le plan par nature en indique le genre (frais de fourniture, de personnel, de réparation...). Le plan fonctionnel, prééminent, actuellement, dans les communes de plus de 10 000 habitants, offre une meilleure lisibilité politique, mais il fausse parfois le jugement financier. La généralisation du plan par nature permettrait donc l'exercice d'un meilleur contrôle des comptes.

Pour favoriser une plus grande transparence financière, le comité de réforme préconise enfin une consolidation des comptes communaux. La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, qui favorise déjà une approche plus globale du budget. Son article 13 impose en effet une agrégation des résultats des budgets (principal et annexes). Mais la réforme de la comptabilité irait plus loin, car la

consolidation s'effectuerait cette fois sur les comptes, c'est-à-dire sur le détail des dépenses et des recettes par nature. Elle ne s'étendrait pas, toutefois, aux organismes satellites (sociétés d'économie mixte et associations). Les membres du comité proposent seulement de rassembler, en annexe du compte administratif, les éléments susceptibles de montrer l'étendue des activités municipales et leurs incidences financières.

Les conclusions qui viennent d'être rendues aux ministres feront l'objet d'une vaste concertation, puisqu'elles seront bientôt soumises aux associations d'élus et au comité des finances locales. Le gouvernement arrêtera ensuite un projet de loi qui pourrait être examiné bientôt par le Parlement. La réforme ferait l'objet d'une longue expérimentation et s'appliquerait en 1995.

« Le temps est un gage d'efficacité », a observé M. Sueur, puisque, en effet, il faudra former 50 000 fonctionnaires territoriaux.

RAFAËLE RIVAIS

Services à domicile

Un canton du Tarn innove dans le domaine social en proposant aux personnes âgées de leur livrer leurs repas chez elles

ALBI

de notre correspondant

L'ARGENT répandu en ville, les services de portage de repas à domicile pour personnes âgées sont beaucoup plus rares en milieu rural. Les habitants même assurent-ils du côté de Gaillac, dans le Tarn, où l'on se flatte d'en avoir créé un. Fierté légitime ou pécéd d'orgueil ? Peu importe puisque, ici, le système fonctionne effectivement depuis quatre ans et ne demande qu'à faire école ailleurs.

Au départ, une enquête réalisée en 1985, sur quatre cantons ruraux du Gaillacais : Gaillac, Lisle-sur-Tarn, Rabastens et Cadalen, dont les résultats mettaient en évidence les difficultés rencontrées par des personnes âgées. Une association est créée en 1987, dont le conseil d'administration regroupe des représentants de clubs ruraux, de la Mutualité tarnaise et de l'Association familiale popu-

laire de Rabastens-Couffouleux. Deux années de travail ont été nécessaires, mais le projet s'est concrétisé avec un budget prévisionnel de 160 000 francs, subventionnés à 50 % (50 000 francs du conseil général et 30 000 francs de la Fondation de France). Les autres concours sollicités n'ayant pas été obtenus, c'est par un emprunt de 80 000 francs auprès d'une banque, garanti sur le véhicule de livraison, que l'opération est finalement financée. Baptisée « Repas-service des quatre cantons », elle est entrée réellement en service le 1^{er} octobre 1987.

De trente-cinq foyers concernés au départ, on est aujourd'hui arrivés à cinquante repas quotidiens pour deux cents personnes âgées ou handicapées qui sont inscrites à l'association. Les repas sont confectionnés par la cantine municipale de Gaillac et vendus 35 francs. Les services vétérinaires assurent les contrôles d'hygiène réglementaires. Une deuxième camionnette s'est mise en service récemment.

Mais les deux chauffeurs ne se contentent pas d'être des livreurs. Ils remplissent aussi une mission sociale en assurant le portage. Ils sont sollicités pour des services annexes qu'ils remplissent volontiers, permettant ainsi d'œuvrer pour le maintien à domicile des personnes âgées dans leur milieu : remplacement d'une ampoule, d'une bouteille de gaz, achat du journal ou des médicaments, voire remise à l'heure de la pendule. Autant de petits dépannages qui prennent valeur de défense contre l'isolement et évitent, ou retardent, l'entrée en maison de retraite.

Pour garantir les caisses de l'association, les bénévoles donnent aussi de leur personne. Chaque année, ils organisent un loto, à Lisle-sur-Tarn, pour équilibrer les comptes, toutes les municipalités ne se montrant pas généreuses en subventions.

JEAN-PIERRE BARJOU

BIBLIOGRAPHIE

Banlieues sur papier glacé

REDOUTÉE mais inévitable, la répétition des incidents affectant les banlieues à problèmes entraîne leur banalisation. Sauf drama particulièrement spectaculaire, les violences des faubourgs occupent une place de plus en plus réduite dans les médias. En revanche, les problèmes qui les sous-tendent envahissent, avec un décalage normal de quelques mois, les publications trimestrielles. Ce ne sont plus les journalistes qui témoignent à chaud mais des professionnels prenant du recul : ethnologues, sociologues, enseignants, élus, responsables d'institutions.

Ainsi la sociologue Pierre Bourdieu présente, sous le titre *La Souffrance*, une demi-douzaine d'entretiens - choisis parmi cent cinquante autres - avec des citadins « mal dans leur peau » (1). Ces conversations scrupuleusement rapportées éclairent davantage que bien des reportages les fondements de la souffrance sociale. On y entend la « désespérance de soi » de jeunes bours, les angoisses des enseignants de banlieue, la colère d'un locataire d'HLM ou le galère d'un chef de projet DSO.

Autre approche, celle des psychologues qui dans *La Ville symptôme* tentent d'apporter leur contribution à l'analyse du malaise urbain (2). Ils ont mobilisé une quinzaine d'auteurs fort différents, dont les éclairages croisés soulignent tel ou tel aspect d'un « paysage » souvent brouillé. André Glucksmann le fait en philosophe, Marc Augé en ethnologue, François Rollin en metteur en scène, François Gaupard, ex-maire de Dreux, et Alain Carignon, actuel maire de Grenoble, en responsables municipaux.

L'architecte boutefeu Roland Castro, qui a pour mission de créer à Lyon l'Ecole des hautes études urbaines, notait, lui aussi, il y a quelques semaines que les « intellectuels » descendent dans la rue. Autrement dit, que l'observation des faits urbains et la réflexion théorique sur la ville de demain intéressaient enfin d'autres professionnels que les

reporters, les policiers ou les urbanistes (3). Comment ne pas s'en féliciter quand on sait que, désormais, huit Français sur dix vivent en ville ? Les travaux de ces intellectuels pourront trouver matière dans les bilans de la politique de la ville qui commencent à être publiés. C'est ce que fait la dernière livraison de *HLM d'aujourd'hui* sur le thème de l'insertion des jeunes par l'économie (4). Après s'être longtemps cantonnés dans le métier de constructeurs et de gestionnaires immobiliers, les organismes de logements sociaux sont obligés aujourd'hui de s'impliquer eux aussi dans le traitement du mal des banlieues, et notamment du chômage qui en est l'une des causes.

Comment ? En embauchant eux-mêmes des jeunes sans emploi, en en faisant embaucher par des entreprises travaillant dans le secteur, en favorisant les régies de quartier, ces micro-entreprises d'entretien employant des sans-travail, en expérimentant sur le terrain des animateurs économiques. Les premiers résultats de cette politique sont exposés sur une trentaine de pages. D'autres encore sont consacrées aux toutes récentes maisons de justice, installées dans cinq quartiers sensibles et dont l'action paraît bénéfique.

La ville et ses difficultés entrent, enfin, dans le débat public autrement que par le fait divers et le discours politique.

M. A.-R.

(1) *Actes de la recherche en sciences sociales : la souffrance*, décembre 1991, 103 p., CDR, 11, rue Cassin, 92543 Montrouge Cedex.

(2) *Versant original : la ville symptôme*, 1^{er} trimestre 1992, 32 p., 250, bd Voltaire, 75011 Paris.

(3) Au sujet de ces derniers, voir les actes du colloque organisé par Urbaponts, le 10 octobre 1991, sur le thème « Des urbanistes pour faire la ville ? ». Faits et Légendes, 25 rue Orfila, 75020 Paris.

(4) *HLM d'aujourd'hui : l'économie et l'insertion*, 4^{tr} trimestre 1991, n° 24, 85 p., 14, rue Lord-Byron, 75008 Paris.

En France, aucun cas n'a été signalé. Chez Maria, une note quinze jours après l'usage d'un APLAP (antiviral) est utilisée. Les PC sont équipés de pièges à virus. A la BNP, on ne s'affranchit pas outre-mesure : la banque a détecté une soixantaine de virus

seulement celles de moins de 5 000 habitants, les départements et les organismes publics intercommunaux pourront créer des postes à temps non complet. De plus, ces emplois s'étendront dorénavant aux filières culturelles (enseignement artistique, notamment) et médico-sociales.

Les fonctionnaires territoriaux ont le moral

Les fonctionnaires territoriaux ont le moral

Les agents des communes, des départements, des régions paraissent assez heureux de leur sort, si l'on en croit un sondage réalisé par l'hebdomadaire *la Gazette des communes*, publié dans son numéro du 2 mars (1). En effet, les trois quarts de ces fonctionnaires territoriaux ne rejoindraient pas le fonction public d'Etat ou le secteur privé s'ils en avaient la choix.

Principal inconvénient de leur sort : la faiblesse des rémunérations. Principal avantage : la garantie de l'emploi, mais aussi la possibilité de bénéficier de la formation continue. Le sondage met en évidence de grandes différences d'appréciation entre catégories d'agents. Les cadres supérieurs et moyens (A et B) estiment que la décentralisation a beaucoup modifié leur vie professionnelle et leurs rapports avec les élus locaux. Les agents de catégorie C, eux, constatent peu de changement.

(1) Sondage réalisé du 13 au 17 février auprès d'un échantillon représentatif de 315 fonctionnaires territoriaux, selon la méthode des quotas.

AGENDA

■ Cinéma nordique en Haute-Normandie. - A l'occasion de la cinquième édition du festival cinématographique consacré aux films nordiques, qui a lieu à Rouen du mercredi 11 au dimanche 22 mars, le conseil régional et les conseils généraux des deux départements ont organisé des projections dans les établissements scolaires. Comme l'an passé, ces instances ne se contentent pas de subventionner une manifestation, elles tentent de profiter de l'événement pour intéresser les élèves au cinéma venu du Nord. En 1991, 6 000 scolaires avaient bénéficié de cet avantage.

■ Festival du cinéma nordique, 31, rue Crevier, 76000 Rouen. Tél. : (06) 35-98-28-46.

seulement celles de moins de 5 000 habitants, les départements et les organismes publics intercommunaux pourront créer des postes à temps non complet. De plus, ces emplois s'étendront dorénavant aux filières culturelles (enseignement artistique, notamment) et médico-sociales.

Les fonctionnaires territoriaux ont le moral

Le virus inform...

Le virus inform...

Le virus inform...

Le virus inform...

Le virus inform...

من الشرح

SOCIÉTÉ

Trébeurden, le port de la discorde

Un maire inculpé, des habitants divisés, des ministères en conflit, des promoteurs pressés : une histoire exemplaire dans laquelle s'affrontent économie et écologie

Inculpé par le juge Renaud Van Ruymbeke d'abus de biens sociaux et faux en écriture dans une affaire liée à la construction du port de plaisance de Trébeurden, dans les Côtes-d'Armor, le maire de cette commune, M. Alain Guennec (apparenté PS), a été remis en liberté sous caution fin janvier. En février, M. Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer, avait annoncé la création d'une mission chargée de lutter contre les « ports-béton ».

TRÉBEURDEN

de notre envoyé spécial

« A Trébeurden, je pense que ça s'est passé comme ailleurs, dit Maryvonne Laurent, membre de la minorité du conseil municipal. Un promoteur et un maire se rencontrent, ils choisissent un lieu pour leur projet de port, puis ils commencent à faire de la publicité. On fait miroiter de nombreux emplois, des revenus supplémentaires pour les commerçants et une saison plus longue l'été. Une fois que les médias s'emparent du projet, le maire ne peut plus faire marche arrière, en demandant toujours plus. »

Cette affaire de port, ce pourrait être un clochisme version bord de mer s'il n'y avait eu, en sus, une véritable histoire d'apparentement : ces 300 000 francs baladeurs qui valent au maire son inculpation. Mais c'est aussi, et d'abord, une leçon de choses sur les rapports qu'entretenaient la politique et l'écologie, l'économie et la beauté, le tourisme et le béton.

Pour la comprendre, il faut remonter jusqu'aux années 60. Trébeurden est alors l'une des communes les plus pittoresques du littoral breton, qui rêve d'améliorer sa condition de « petite-cité-balnéaire-pas-chère ». Avec en point de mire Penzance, la station chic de la côte de granite rose. Mais, pour attirer les touristes fortunés, il lui manque un port de plaisance « digne de ce nom ». C'est du moins ce que disent les partisans du progrès tandis que, pour leurs

adversaires, le modeste port d'échouage, réplé par les marées et ouvert sur le large, suffit amplement au bonheur communal.

Pendant vingt ans, le « nouveau port » est resté... un serpent de mer. On accuse aujourd'hui l'ancienne majorité d'immobilisme. Toujours est-il qu'à l'époque la frénésie touristique, avec sa panoplie de ports, de marinas et de thalassothérapies, mais aussi avec ses retombées financières, était passée au large de Trébeurden. L'arrivée d'une majorité de gauche à la mairie allait faire bouger les choses. À quel point qu'en 1985 le nouveau maire, M. Alain Guennec, sera élu sur le projet du port. Le port, c'était son mandat, sa légitimité. Pour beaucoup, une panacée.

Le fossé se creuse

Le projet prit bientôt forme. Au cœur de la zone des plages, il comprenait d'abord un bassin à flot de 65 000 mètres carrés, prévu pour 560 bateaux et fermé par un étroissement de 12 mètres de haut. Ensuite, un parking privé de 150 places, une capitainerie et des équipements commerciaux. Enfin, un programme immobilier avec appartements, résidence de tourisme et centre de thalassothérapie. La concession fut accordée à une société d'aménagement privée emmenée par l'entreprise de construction Campenon Bernard, qui assumait le rôle de leader aux côtés de Bore-Sac (travaux publics) et de la Sodeport (gestion portuaire).

Les travaux commencèrent en janvier 1990. Dès le début, le projet bénéficia du soutien actif de l'administration et du conseil général des Côtes-d'Armor. En revanche, il suscita d'emblée l'hostilité d'une partie des habitants ainsi que celle des associations locales, régionales et nationales de défense de l'environnement.

A mesure que progressaient les bulldozers et les bétonneuses, le fossé se creusait entre partisans et opposants du port. Aux articles vantant une « architecture exemplaire » et des

« lignes d'harmonie marine », on opposait le « massacre du littoral » et le spectre d'une Bretagne bétonnée façon Côte d'Azur. A ceux qui invoquaient l'écologie, on répliquait économie. « On avait un joli petit port d'échouage traditionnel, qui faisait partie intégrante du site, on a maintenant une muraille avec des bateaux prisonniers », remarque alors M. Guy Delattre, responsable de SOS-Patrimoine, l'association la plus active dans la lutte contre le port. Pour lui, « le port est une absurdité. Il ne se justifiait que pour dissimuler une opération immobilière : c'était la finalité du programme et on s'est retrouvé avec quelque chose de monstrueux ».

A ces accusations, le maire de Trébeurden répond qu'il faut développer deux aspects importants de la commune : la partie saine, beauté des paysages, mais aussi un produit touristique indispensable à une véritable relance économique. « L'objectif, dit-il, n'est pas de construire à l'autruche. D'ailleurs, le port est un petit port. » Dans le même camp, M^{me} Madeleine Alanou ne manque pas d'arguments pour défendre la cause du port. « Aujourd'hui, dit-elle, tout bouge. On ne peut pas rêver de garder un paysage tel qu'il était il y a cent ans sans y toucher. Trébeurden qui meurt. Le port, c'est la locomotive qui entraînera tout le reste. Avec la thalasse et les hôtels, cela fera 150 à 200 emplois, et plus encore si la mayonnaise prend vraiment forme. Peut-on sacrifier cela à la contemplation d'un paysage intact et vierge ? »

La plage enterrée

« Le littoral appartient à tout le monde et doit rester à tout le monde », répliquait M^{me} Janine Debruyne, membre de SOS-Patrimoine. Pour elle, pas question de sacrifier le bon y compris, de quelques privilégiés qui bouderaient la vue des touristes moins fortunés. Comme beaucoup, elle souligne l'identité, à la fois forte et fragile, du littoral breton. « La grande hypocrisie des promoteurs, c'est de vendre une

image de la Bretagne qui n'existe plus depuis les années 60, époque où elle était mise en uniforme », affirme-t-elle encore.

Dialogue de sourds. Au fil des mois, les griefs se sont accumulés. D'un côté, on a dénoncé tout à la fois le manque de concertation, la « mascarade » des enquêtes d'utilité publique, l'autoritarisme du maire, les modifications réglementaires abusives, le flou du programme immobilier et de celui des engagements financiers. Des recours en justice ont été introduits. Côté majorité, on a surtout voulu voir dans tout cela une coalition de propriétaires privilégiés, d'écologistes bornés et d'adversaires politiques revanchards.

La ville s'est divisée. Dans sa partie haute, ceux qui se qualifient de « vrais Trébeurdenais », par opposition aux « résidents secondaires », sont majoritairement en faveur du port. Et en majorité des commerçants. En bas, dans les vilas du bord de mer, on est contre. Des deux côtés, passions et rumeurs, ragots et coups-bas empoisonnent l'atmosphère.

Les opposants admettent la nécessité d'une relance économique, mais ils contestent les moyens choisis et l'affirmation « port = emplois » les laisse froids. D'autant plus que le fiasco tout proche du complexe portuaire de Saint-Quay-Portrieux leur propose. Là aussi, les arguments des opposants avaient été balayés par la rhétorique économique du conseil général, promoteur du projet. Or ce mastodonte de béton cumule aujourd'hui les inconvénients : il ruine le paysage et coûte plus cher qu'il ne rapporte. Touché par le cri de la plaisance, il n'a vu que le tiers de ses mille places, en trois ans...

Vers la fin de l'été 1990, une plage que le promoteur s'était engagé à maintenir est livrée aux bulldozers et remblayée pour les besoins du port. Cet « enterrement » spectaculaire semble alors confirmer les pires soupçons. La préfecture répond à SOS-Patrimoine que les plages ne sont « pas considérées comme des espaces remarquables à protéger ». Mais, en mars 1991, le Conseil d'Etat, estimant que l'importance des travaux d'entretien du port ne justifiait pas la destruction du plan d'occupation des sols (POS), ordonne un sursis à exécution.

De mars à novembre 1991, pendant que les partisans reviennent leur copie, le chantier ferme ses portes. Neuf mois qui coûtent cher au constructeur, tandis que les élus socialistes de la région serrent les rangs derrière le maire et son port.

Une coloration politique-béton-fric

En octobre 1991, le préfet autorise le « nouveau » projet. Les travaux reprennent en novembre et devaient s'achever en février. Un coup dur pour l'opposition. La supplique « forte du poids du chagrin » adressée par une vieille dame, M^{me} Gennes-Scheidhauer, au président de la République (qui a décrit la beauté de Trébeurden dans son livre *La Paule et le Grain*) n'y change rien. Quant à M. Brice Lalonde, il a beau déclarer à l'époque : « Plus jamais Trébeurden », son ministère semble impuissant à changer le cours des choses.

Survient alors un deuxième coup de théâtre. Le 18 novembre 1991, le maire de Trébeurden est inculpé d'abus de biens sociaux et faux en écritures. Le juge Van Ruymbeke reproche à M. Guennec d'avoir reçu illégalement environ 300 000 francs de la SERIM, une société à laquelle avait été confiée une étude de faisabilité du port et dont le gérant, M. Alain Minguy, est en prison depuis septembre. Trois jours plus tard, M. Guennec est incriminé à la maison d'arrêt de Rennes. Soudain, le feuilleton prend une coloration politique-béton-fric.

Déjà assommés par ce coup de sort, les partisans du port encaissent deux autres chocs sans avoir le temps de souffler. Dans les jours qui suivent, le tribunal administratif de Rennes, tout comme le Conseil d'Etat neuf mois plus tôt, juge abusives les modifications apportées au plan d'occupation des sols et ordonne l'arrêt des travaux. Simultanément, M. Brice Lalonde porte le coup de grâce en déclarant qu'il n'exclut pas un « démontage du port », désormais privé de bases légales. Et, qui plus est, aux frais de l'Etat.

compte tenu du rôle joué par ses administrations dans cette affaire.

Autour de son port à demi terminé, Trébeurden n'est pas moins divisée aujourd'hui qu'hier. Le maire est libre mais reste inculpé. L'avenir du port, enlisé dans les procédures judiciaires et les déboires financiers, paraît bien incertain. Ses partisans veulent à tout prix le voir fini. Ses opposants attendent qu'on le démonte. Personne n'a désarmé, sauf peut-être les partenaires de la Société du port qui aimeraient bien tirer leur épingle du jeu. Quant à l'administration, elle n'est guère plus unanime. Face à celui de l'environnement, qui veut faire un exemple, le ministère de l'équipement et le conseil général continuent à soutenir le projet. Et tout le monde - à commencer par le contribuable de base - se demande qui va régler une facture déjà estimée, grosso modo, à quelque 22 millions de francs pour les seuls travaux. Formidable gâchis.

Au-delà, c'est tout le problème de la survie des communes littorales économiquement déprimées qui est posé. Au nom du littoral impératif - favoriser le tourisme pour pallier le déclin des ressources traditionnelles - deux logiques s'affrontent. La première donne la priorité aux équipements sur l'environnement. La seconde privilégie la défense de la nature, de l'identité et de l'authenticité. Pour la renforcer, le gouvernement s'est doté, en 1986, d'une loi sur le littoral. Mais face à la coalition des maires, dotés par la décentralisation de pouvoirs étendus en matière d'urbanisme, et des promoteurs bien placés qui font miroiter des emplois, cette loi est peu ou mal appliquée.

Comment pourrait-il en être autrement, alors que le chômage reste élevé, alors que le conservatisme du littoral manque de moyens pour rattraper, au nom de l'Etat, des terrains à protéger, alors que les élus désargentés sont laissés seuls face aux sirènes des promoteurs, alors, enfin, que les ministères dits « structurants » poussent eux-mêmes avec entrain à la route des bétonnières ? Comment, en d'autres termes, éviter d'autres Trébeurden ?

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Venant probablement de Taiwan

Le virus informatique Michel-Ange n'a pas provoqué l'épidémie redoutée

Michel-Ange, le virus informatique prévu pour s'activer vendredi 6 mars, 517^e anniversaire de la naissance du peintre italien, a touché quelques entreprises un peu partout dans le monde mais ne semble pas avoir provoqué l'épidémie redoutée. Selon les spécialistes de la police néerlandaise, il serait originaire de Taiwan, où une entreprise de copie de programme l'aurait propagé par mégarde, à partir d'une disquette infectée par un client.

Largement diffusée dans la presse du monde entier, la nouvelle de l'apparition de ce virus programmé pour détruire les données contenues sur le disque dur des micro-ordinateurs de type IBM-PC et compatibles a suscité la panique jusqu'à Pékin. En Chine, un porte-parole du ministère de la sécurité publique a reconnu que Michel-Ange « avait causé relativement beaucoup de dégâts ». Quelques 121 incidents ont été détectés à Taiwan, une vingtaine en Malaisie et un seul au Japon.

Dans le plus grand parc d'ordinateurs au monde, aux Etats-Unis, le virus aurait seulement frappé une firme de Wall Street et une université de l'Illinois. Une douzaine de sociétés avaient été frappées la veille : l'horloge de leurs ordinateurs avançait d'un jour. L'Association de sécurité nationale informatique (NCSA) estime toutefois que 20 000 ordinateurs personnels (PC) étaient probablement contaminés. Mais les utilisateurs avaient, pour la plupart, pris leurs précautions.

En France, aucun cas n'a été signalé. Chez Matra, une note d'alerte avait été diffusée il y a quinze jours à tous les utilisateurs. A l'UAP (assurances), la plupart des PC sont équipés de pièges à virus. A la BNF, on ne s'affolait pas outre-mesure : la banque a détecté une soixantaine de virus

différents ces derniers mois, et Michel-Ange, qui n'a pas été décelé, n'inquiétait pas les informaticiens.

En Allemagne, le virus a été neutralisé dans plusieurs entreprises, dont une banque importante ainsi qu'une administration régionale du sud du pays. L'Office fédéral allemand pour la sécurité informatique estime qu'environ 10 000 disques durs seront touchés dans le pays. En Grande-Bretagne, une seule entreprise a annoncé avoir perdu tous ses programmes. Rien n'était signalé en Suisse ou en Italie. Au Pays-Bas, cinq entreprises seulement ont indiqué au département de criminalité informatique de la police néerlandaise que leurs ordinateurs avaient été touchés.

Certes, bien des entreprises se sont gardées de reconnaître avoir été infectées, pour préserver leur image mais aussi parce que ces virus se propagent via des disquettes piratées. Mais des spécialistes dénoncent le battage médiatique fait autour de cette affaire, certains évoquant même une utilisation abusive de « panique informatique » à des fins de marketing ou profit des sociétés de services (SSI) et des distributeurs de logiciels anti-virus. (AFP, Reuters.)

□ L'antenne de la sonde Galileo refuse toujours de s'ouvrir. - Une cinquième tentative pour débloquent l'antenne principale, mal déployée, de la sonde spatiale américaine Galileo n'a pas abouti, a annoncé la NASA vendredi 6 mars. Un nouvel essai aura lieu en avril. Galileo, qui a décollé en 1989, devait initialement prendre 30 000 photos de Jupiter et de ses satellites en 1995. Si l'on ne parvient pas à débloquent l'antenne principale, l'antenne annexe, plus petite, ne pourra transmettre que 2 200 images. Ces échecs répétés jettent le doute sur l'avenir de la mission, qui a coûté 1,4 milliard de dollars. (AFP.)

SPORTS

CYCLISME : un contrat de la Fédération française en question

Jeannie Longo ne veut pas perdre ses pédales

En décidant de poursuivre la Fédération française de cyclisme en justice, Jeannie Longo relance le litige qui l'oppose aux instances nationales. Elle parle d'« atteinte à son honneur ». On l'empêcherait de porter les couleurs françaises aux Jeux olympiques de Barcelone... pour une affaire de pédales.

Pas de nouveau record du monde, cette fois, mais une nouvelle grosse colère : Jeannie Longo va poursuivre la Fédération française de cyclisme (FFC) en justice. La championne refuse de s'équiper du matériel imposé par la FFC, préférant une fixation qui lui semble mieux adaptée à ses capacités physiques (1).

L'affaire éclate l'été dernier. Après un départ en majesté, couronné par une série de records du monde en 1989, Jeannie Longo décide de revenir à la compétition deux ans plus tard. Entre-temps, la FFC a signé avec la société Look un contrat d'exclusivité pour des pédales automatiques. Si Jeannie Longo veut être sélectionnée dans l'équipe de France pour les championnats du monde de Stuttgart, elle doit changer d'habitude. Elle s'offusque, refuse, se voit donc écartée. Elle se fâche, menace de changer de nationalité pour courir malgré tout. Le ministre des sports, M^{me} Frédérique Bredin doit s'en mêler (le Monde du 14 août 1991). L'incident semble clos. Pas pour Jeannie Longo : elle veut aller aux Jeux olympiques. Pour prétendre à une éventuelle sélection en équipe de France, elle devrait se plier au règlement. La championne refuse encore. C'est l'amorce d'un nouveau bras de fer avec la Fédération. Qui cédera ?

Il existe actuellement deux sortes de pédales : la pédale traditionnelle, munie d'un cale-pied. Toujours agréée par la FFC, elle fait figure d'antiquité. La pédale automatique s'est imposée. Proposée en 1984, cette dernière est conçue selon le même principe que la fixation de

ski. Elle permet au coureur de se dégager du vélo en cas de chute. Il existe deux brevets déposés par deux entreprises nivernales : Time et Look. Celle-ci a été à l'origine des pédales de sécurité, elle en vend 700 000 paires dans le monde sous différentes licences, et, en France, elle détient près de 60 % des parts du marché.

Différence entre les deux produits ? Avec la « fixation » Look, le pied peut se déplacer latéralement sur la pédale. Avec le brevet Time, il est un peu plus libre. En gros, c'est la même chose, affirme la FFC, qui déplore la mauvaise volonté de la championne. Une histoire d'argent ? En 1992, Jeannie Longo n'est pas sous contrat avec Time. L'accord avec Look se limite, comme avec tous ses fournisseurs, à un échange de marchandises, insiste la Fédération.

Une histoire de principe ? L'une parle de liberté individuelle, les autres, de discipline et d'entente commune. « Je ne veux pas sélectionner une équipe qui se tirerait dans les pattes », tempête Lucien Bailly, directeur technique national. Il craint aussi la disparité des matériels, pour des raisons techniques et des nécessités économiques.

La championne n'est pas seule à pester contre ce règlement. Certains clubs amateurs, comme l'Athletic Club de Boulogne-Billancourt (ACBB), se plaignent de ne pas être représentés dans l'équipe de France parce que leurs coureurs ne peuvent s'adapter à la pédale imposée.

Si Jeannie Longo perd son procès et veut participer aux sélections des Jeux olympiques sans céder à la FFC, il ne lui restera qu'une solution : courir avec des cale-pieds.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Jeannie Longo va déposer une requête devant le tribunal administratif de Paris aux fins d'annulation de la décision de Lucien Bailly, visant à imposer des pédales Look en vue des sélections olympiques, avec sursis à exécution. Si le tribunal accepte ces suris, elle pourra courir avec ses pédales, en attendant le jugement.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5731
HORIZONTALEMENT

1. L'amour l'entraîne et le déchire. Rebelle, il n'est pas facile de les boucher. - II. Colporteur des rues. Chef de corps. Un des sages de la Grèce. - III. Ouvre les masses pour rétablir l'ordre. Spécialité administrative (pluriel). - IV. Elle tient parole sa culotte avec une mouture (plusieurs mots). Il se taille quand il est pincé. - V. Il « embrassa » mal (plusieurs mots). Est mordu par un animal qui va mourir. - VI. Chef. Interjection. Symbols. Avari de nombreux « forte » à Paris. - VII. C'est vaut de l'argent. S'imbibe facilement d'alcool. Quelque chose de gras. - VIII. Personne qui rase. Nid d'oustré. - IX. Poème. Contient une forte proportion de sel. Des apatrides. - X. Il n'a pas beaucoup d'étoffe. Appréhension. - XI. Est très fin dans une truffe. Matière sortie de la cheminée. - XII. Sont appelés à combattre lors d'une invasion. Prophète. Abréviation. - XIII. Elargie localement. Fille de Montauban. - XIV. Atome. Communes mesures. S'est hissée toucher par des inconnus venus de loin. - XV. Obligatoirement déclarées. Ne durent qu'un temps ou sont éternels. En instance de rupture.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I															
II															
III															
IV															
V															
VI															
VII															
VIII															
IX															
X															
XI															
XII															
XIII															
XIV															
XV															

Composent une très longue histoire. - 10. Tombe avant d'être échaasée. Dans l'entourage d'un prêtre. - 11. Vider les lieux. Est parfois offert avec des berlingots. - 12. Abréviation. En chaleur. Le trou d'une perle. - 13. Profession de femmes qui faisaient commerce de leurs charmes. Donc plutôt bouché qu'ouvert. - 14. Lac. Mollie. Scrutait anxieusement un paysage désert. - 15. Hors de sa gaine, elle était nue. Mettent la police dans leur poche.

VERTICALEMENT

1. Recueille quelques voix et un certain nombre de suffrages. Brouste parfois sur la route. - 2. Travail à la chaîne. Cri antique. - 3. Il le portant la couronne. Un bon air suffit à le transporter. - 4. Préposition. Symbolique. Ça gaze (pluriel). - 5. Classe dans laquelle l'encre noire est fort utilisée (pluriel). - 6. Langage administratif très étudié. Chute ou ruine. - 7. Se froisse assez facilement. Personne forte. Manifestation qui amène des troubles. Article étranger. - 8. En Serbie. Répond à « l'appel ». Parti pris. - 9. Amène la bleu au corps. Généralement facile.

Solution du problème n° 6730

Horizontalement

I. Panorama. - II. Esérina. - III. Jason. Dix. - IV. On. GC. Est. - V. Régrée. Or. - VI. Radin. - VII. Ta. Podium. - VIII. Chien. - IX. Aigrins. - X. Navet. Vlt. - XI. Se. Scène.

Verticalement

1. Péjoration. - 2. Asana. As. - 3. Nés. Gr. Cave. - 4. Orographie. - 5. Rince-doigts. - 6. An. Elder. - 7. Mède. Ninive. - 8. Iso. Nin. - 9. Extrémista.

GUY BROUTY

CULTURE

MUSIQUES

Electre vit encore
L'opéra de Richard Strauss à écouter en fermant les yeux

ELEKTRA
à l'Opéra-Bastille

Sa Callisto de Glyndebourne était un petit chef-d'œuvre d'humour canaille et d'antiquité rêvée. Comment John Bury a-t-il commis pour l'Electra de Richard Strauss, que l'on peut voir depuis mercredi 4 mars à la Bastille, ce décor de western spaghetti miteux ou, si l'on veut, cette parodie de Roneconi, revue à la baisse par un Pizzi qui n'aurait pas eu les moyens? Co-production parisienne, nous dit-on, avec les Opéras de Houston et de Los Angeles. Misère du bon goût britannique lorsqu'il veut pisser aux Californiens et aux Texans?

Le rideau de scène rouge-sang porte le nom d'Agamemnon écrit en tous sens à la craie. Et se déchire sur la statue gigantesque et concaquée du même Agamemnon, comme engluée par quelque catastrophe nucléaire récente, le casque sortant du sol, et la main, dans laquelle la «petite» Electre, stature imposante, au demeurant, de wagnérienne - vient en position

fitale pleurer son manque. Pour ceux qui n'auraient pas compris son absence tout le terrain, on reverra la fille rebelle écrire «Agamemnon» par terre à la craie. Et l'on cherchera en vain une autre idée dans la mise en scène de David Pountney, outre Anglais.

Au soir de la première, les applaudissements ont salué la vaillance des chanteurs. Qu'en sera-t-il quand, au moment de la reprise du spectacle en mai, Gwyneth Jones et Leonie Rysaneck réendosseront les robes sombres d'Electra et de Clytemnestre, et renouvelleront l'affrontement titanessque des Chrétiens d'Orange et de la République du 23 juillet 1991? Seul ministre sacré de cette première série de représentations : la Clytemnestre d'Heiga Dernesich. Il arrive à la voix de se briser. Imparfaitement. Quelle allure, quelle présence! Mais pourquoi avoir efflué cette grande reine hirsée d'une robe à paillettes et d'une aigrette de demimodaine dix-neuvième?

Ni l'Oreste de Philippe Rouillon ni l'Electre de Gabriele Schnaut ne s'élevaient un seul instant à la grandeur de leur mythe. Leurs retravaux - sommet musical - sont le tableau prosaïque d'un excellent baryton français embarrassé de son casque grec et d'une mezzo allemande establie un peu vite soprano dramatique (un si aigu à l'arraché), voix solide à condition de chanter à son rythme (trop lentement dans l'ensemble), physique peu flatteur par les hâillons, cil fixé sur la baguette du chef dans l'extase comme dans l'imprécation. Chrysothémis - petite hongroise dans la famille des Atrides - est Karen Huffstodt, une fort belle Américaine. Vix épanouie, timbre rond, émission puissante, aigus impeccables, jeu sage et convenable : le personnage, en somme.

Et l'orchestre. Pas à son zénith. Un son plutôt laid. Est-ce vraiment la formation que nous admirions dans Boris? Il faut dire que, sur les temps étirés dont nous parlions, Michael Schwaninger détaille d'une baguette autoritaire et sèche une partition si pleine de rythmes et de

La valeur et les années
Little Village à La Cigale : un concert de vétérans pour exprimer l'essence du rock'n'roll

Que reste-t-il du rock'n'roll? On peut trouver des réponses dans les retours en arrière cycliques qui rythment la vie du genre depuis les années 70. Ou observer comment, à la manière d'un virus informatique, il a contaminé presque toutes les musiques populaires de la planète, à leur corps défendant souvent. Ou dresser un tableau mythologique inspiré de l'antique. Mais on s'ennuie l'occasion d'y songer en termes de musique. Il faut qu'arrive un événement déus et excitant (pour la curiosité, du moins) comme la formation de Little Village.

Composé de Ry Cooder et John Hiatt (guitares), Nick Lowe (basse) et Jim Keltner (batterie), ce supergroupe de quasi-vétérans a donné vendredi 6 mars un concert unique à La Cigale. Le quatuor a déjà une vie antérieure : en 1986, ces musiciens ont enregistré *Bring On The Family*, de John Hiatt. Le premier album enregistré sous le nom de Little Village est une semi-déception (*Le Monde* du 5 mars), un disque qui semble empêtré dans les politesses que se font ces quatre individualités hors du commun.

Sur scène, on n'a pas le temps d'y penser. Les musiciens sont trop entreprenants pour avoir laissé tranquilles les chaussons de leur disque, certaines ont pris du muscle (*Big Love*, *She Runs Hot*, boogies allégres de quadragénaires qui ne se laissent pas aller), d'autres de la profondeur. Et puis, il y a sur scène ce que les membres du groupe appellent leur «manière» comme dans «nous allons reprendre Little Sister de Doc Pomus, mais à la manière Little Village». Il faut comprendre que ce ne sera pas la façon de Ry Cooder qui avait donné une version exquise du titre créé par Presley et il faut entendre ensuite le quatuor porter la musique presque à ébullition, sans jamais basculer dans la transe. Ils ont depuis très longtemps laissé derrière eux les problèmes de compétence musicale. En rappel, Ry Cooder annonce qu'ils ont répété *Half A Boy And Half A Man* de Nick Lowe, que lui, Cooder, n'avait jamais entendu, pendant le dîner. On le croit sans peine : pour Little Village, cette musique n'est pas difficile à jouer. Mais pour qu'elle soit d'abord de la musique (avant la poésie, les fantômes, le bruit, l'excitation), il faut que la modestie croisse en même temps que la virtuosité.

Chez Little Village, l'ironie de ceux qui savent tous les trucs du métier, celle-là même qui semble avoir entraîné la composition des chansons fait des merveilles. Il y a toujours une distance infinie entre ce que l'on attend et ce que le groupe donne : c'est-à-dire généralement moins - des notes en moins, des effets qu'on évite pour rester dans une musique familière en évitant les lieux communs. C'est Jim Keltner qui symbolise cette façon. Musicien de studio qui a joué avec tout le monde de John Lennon à Elvis Costello, il ne se produit jamais sur scène. Pour une fois qu'il est là, on le voit à peine, caché par la batterie. Il ne videra même pas sauter à la fin du concert, après avoir haï d'une seule main pendant de longs passages, sans doute pour faire de la peine, ceux de ses confrères qui ont besoin de leurs dix doigts.

La Cigale, pleine à craquer, avait été investie par la colonie américaine parisienne, ce qui a évité aux plaisanteries des musiciens de se perdre dans l'indifférence. Et grâce à la présence du fan-club de John Hiatt, on s'est repris à espérer, que, une fois la parenthèse Little Village refermée, Hiatt, qui chante de mieux en mieux et est de loin le meilleur auteur du quatuor, deviendra enfin une vedette.

THOMAS SOTINEL

ARTS

Vieira da Silva :
peinture à l'infini

Suite de la première page

Mais son silence, sa retraite protégée nous l'ont un peu fait oublier. Et si la reconnaissance est venue, si l'artiste est célèbre, c'est peut-être plus pour ses allusions, dans les années 50, aux azulejos et autres motifs traditionnels de son enfance, que ses *Jeux*, ses *Rotterdam* du début des années 70, et, plus généralement, ses compositions sérielles, du domaine musical (que l'on pourrait écrire avec un D majuscule).

La musique, l'artiste en a entendu quotidiennement dans son enfance, à Lisbonne (où elle est née en 1908), habitait tout près d'un professeur de chant, et, plus tard, elle en a écouté beaucoup, en travaillant. De son enfance, l'artiste a privilégié des souvenirs «utilitaires» : son œuvre, outre la musique, des souvenirs de théâtre, notamment le *Songe d'une nuit d'été*, en 1913, à Hastings, et les Ballets russes à Lisbonne, en 1917. On retrouvera clairement la disposition de l'espace scénique, sinon toutes les ficelles de la machinerie théâtrale, dans nombre d'œuvres.

Les débuts sont hésitants. Le peintre met du temps à se faire, des années avant de se lancer vraiment, par timidité, mais aussi parce qu'elle balance entre plusieurs disciplines. Elle commence à dessiner en 1919, et suit des cours de peinture à partir de 1922. Puis, toujours à Lisbonne, elle cherche à compléter sa formation par l'étude

de la sculpture et de l'anatomie. C'est d'ailleurs tentée par la sculpture que Vieira da Silva décide de se rendre à Paris, en 1928, pour suivre les cours de Bourdelle et Despiau. Mais une exposition Bonnard l'incite à revenir à la peinture. Elle prend aussi le temps de pratiquer la gravure avec Hayter. Elle dessine des tissus, fréquente l'Académie de Fernand Léger. Cela en moins de deux ans.

En 1930, elle épouse le peintre hongrois Arpad Szenes, qui restera son compagnon de route jusqu'à sa mort, en 1985. En 1932, elle rencontre Jeanne Bucher, qui l'exposera pour la première fois dans sa galerie l'année suivante. Elle fait la connaissance du peintre Torres Garcia, et suit encore des cours, ceux de Bissière, à l'Académie Ranson. On le voit, Vieira da Silva, à Paris, ne chôme pas. Dispersée en apparence seulement, elle se cherche, cherche à s'arracher à «l'ouvrage de dame», à dépasser la cooption de livres pour enfants, les travaux pour tissus, les simples jeux de damiers ou de cartes.



Maria Elena Vieira da Silva à Paris en 1982

Jusqu'à la guerre, l'artiste vit entre Paris et Lisbonne, où elle expose, et commence à tisser les fils d'une perspective mouvante, inquiète. Voyageuse du temps et l'espace, et au Brésil jusqu'en 1947, elle la remplit en un premier temps de figures, même de circonstances : son *Désastre* de 1942, est une scène de folie guerrière moyenâgeuse avec corps emportés

Le premier ministre hip hop

«Je regardais la télévision et j'ai vu Edith Cresson : elle disait que si les jeunes se rebellent, c'est parce qu'ils ne vont pas jusqu'au bout. Je me suis dit, je vais lui écrire quelque chose, parce que ce n'est pas vraiment pas à Dastour Men, vingt-quatre ans, rappeur parisien, à écrit et enregistré Edith. Lundi 9 mars, chaque député recevra un exemplaire d'Edith, la cassette des deux titres, dans le cadre de la campagne organisée par Barclay autour de la sortie de la chanson, commercialisée le 16.

Entre révolte urbaine («Si seulement tu voyais comme on s'ennuie et comme la vie nous pèse...») et comme la vie nous pèse («/SI on casse toute la ville/C'est que tout ce système nous rend débile»), arguments politiques («Ça s'agit vraiment super que tu pousses leurs secrétaires/A sortir les dossiers que tu ne vois pas») et respect filial («Notre première dame/Flembeau et fierté d'une multitude de femmes»), Dastour

Man se meut dans l'univers familier du discours rap, avec un peu de maturité en prime.

Malgré son jeune âge, c'est un vétéran de la scène rap parisienne. En 1987, il avait enregistré avec son complice Johnny Go *Egoïste*, premier 45-tours du genre sur une «major» française. Bientôt remercié par la maison de disques, il a connu depuis quelques mésaventures que l'on peut deviner à cause de son surnom et de la dédicace qui orne sa cassette («A mes juges d'instruction»). Rock'n'roll, le deuxième titre de la cassette, est d'ailleurs une évocation nostalgique et pédagogique de l'époque où les Black Panthers parisiens se battaient avec les rockers qui arboraient le drapeau sudiste autour du Golf Drouot. C'est là qu'est né le rap français, Dastour Men y était. Aujourd'hui, il vise les sommets du Top 50.

T. S.

DANSE

En mauvaise condition
Quand un chorégraphe tombe dans le piège du poncif

LE PALAIS DES VENTS
au Théâtre de la Ville

Une fois de plus, on se prend la tête à deux mains, on s'arrache les cheveux. N'y a-t-il donc jamais personne, auprès des jeunes (ou moins jeunes) chorégraphes, pour leur donner avec fermeté quelques conseils sur la construction générale d'un spectacle, qui est affaire d'expérience théâtrale? Le Palais des vents, que Claude Brumacheon vient de présenter à Paris, est un digraphe composé d'*Eclats d'absinthe* et de *Faunes* : ensemble ou séparément, ces pièces ont déjà été données dans diverses villes de France. Elles ont donc pris pris par surprise la direction du Théâtre de la Ville.

Corps plus ou moins ou affalés contre des baignoirs, baquets ou tubs de cuivre, immobilisés hébétés coupés de subites agitations parkinsoniennes et autres poncifs de la DCF (danse contemporaine française) : *Eclats d'absinthe* ne vaut pas tripette, il n'y a rien à sauver. On n'en parlerait même pas si ces soixantes minutes, matraquant d'écoulet le spectateur, ne mettaient en mauvaise condition pour accueillir la suite, après un bref entracte. *Faunes* évoque,

sans trop de lourdeur illustrative, le monde du cirque, et dure également une heure. Chaque séquence ou presque contient une idée intéressante : dans la chorégraphie ou la mise en scène, le dessin d'un personnage ou les rapports entre individus. Mais voilà : cette idée s'effrite, se ressasse interminablement (comme la musique répétitive de Christoph Zentgraf, qu'on a connu mieux inspiré) et l'exaspération poitote. Passons sur des emprunts un peu trop voyants à Karine Saporta, et sur certains passages relevant d'un exhibitionnisme d'un goût douteux : il y a, en revanche, les belles lumières de Philippe Mombellet, un étrange climat de folie désespérée qui pourrait être attachant, et le formidable engagement des danseurs, de Benjamin Lamarque à Anne Mioetti. Bref, il y a dans *Faunes* de quoi faire une pièce très forte de vingt ou trente minutes. Qui en persuadera Claude Brumacheon?

SYLVIE DE NUSSAC

► *Faunes* est donné au Théâtre Jean Vilar de Suresnes le 21 mars et à Nantes, du 6 au 15 mai ; le Palais des vents, à Dieppe le 11 avril et à Rouen le 16 avril.

PHOTO

Incertitudes au Musée de l'Elysée

L'Europe de la photographie a son musée, et c'est à Lausanne qu'il est installé, dans une superbe demeure bourgeoise du dix-huitième siècle appartenant à l'Etat de Vaud, au-dessus du lac Léman. Ouvert en 1985 avec M. Charles-Henri Favrod à sa tête, le Musée de l'Elysée s'est imposé sur la scène photographique européenne, tant par la qualité de ses expositions que par la richesse de ses collections, estimées à 40 millions de francs suisses.

Dans un article intitulé «Qui veut le peau de Charles-Henri Favrod?», l'*Hebdo de Lausanne* a lancé une petite bombe, le 20 février dernier, en révélant que l'Etat de Vaud pourrait ne pas prolonger dans ses fonctions le directeur du musée, qui a atteint la limite d'âge - il aura soixante-cinq ans en avril prochain. Bien que situé dans une ville peu médiatisée, ce musée a gagné une notoriété internationale avec des expositions touchant à tous les courants de la photographie, du reportage aux plasticiens, de Raymond Depardon à Pierre Keller en passant par Kertész, Atget, Lartigue, Frank, Man Ray, Bruce Weber, Penn, Teahard, Friedland,

Images de l'enfer
Une journée du soldat Jost dans le ghetto de Varsovie

En 1941, Heinz Jost, un hôtelier de Langensheim, sert comme soldat dans l'armée allemande, au camp 31, près de Varsovie. Au mois de septembre, pour son anniversaire, ses camarades lui offrent un appareil photographique. Il franchit clandestinement le mur du ghetto, qui va être bientôt liquidé, et prend pendant toute une journée des photos. Cent vingt-neuf photos terribles, si épouvantables à ses propres yeux qu'il ne les montrera à personne pendant quarante ans. Au début des années 80, il les confie à la revue *Stern*. En 1987, peu après sa mort, elles sont enfin transmises aux archives Yad Vashem de Jérusalem.

On connaît l'histoire du ghetto de Varsovie par le récit de ses rares survivants, ou par les écrits de ses habitants, enfouis dans le sol et miraculeusement préservés. On ne possède aucune photo ni aucun film pris par la population même du ghetto. Les seuls documents connus sont de source allemande. Ils avaient été réalisés à des fins de propagande, ce qui n'a d'ailleurs pas empêché ces images d'exprimer une indicible horreur, et non le mépris qu'elles étaient censées inspirer. Les photographies du soldat Heinz Jost, sont, à l'opposé, les premiers témoignages simplement sincères qui nous soient parvenus. Ces témoignages humains sur l'inhumanité sont exposés à la Défense, à l'Arche de la Fraternité.

F. E.

► Une journée en enfer, exposition organisée par le B'nai B'rith de France, Arche de la fraternité (dans la toit de l'Arche de la Défense). Jusqu'au 29 mars.

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 mars 1987 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraire Les manuscrits sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

ÉCONOMIE

BILLET

Contradictions américaines

A quelques jours du «super-mardi» qui, le 10 mars prochain, marquera un test décisif dans la campagne présidentielle avec d'importantes «primaires» dans le sud des États-Unis, le président Bush a dû faire la grimace en prenant connaissance des dernières statistiques relatives à l'emploi, la préoccupation majeure des Américains à l'heure actuelle. Le taux de chômage a atteint 7,3 % de la population active en février au lieu de 7,1 % le mois précédent, soit son plus haut niveau depuis juillet 1985. Le département du commerce a précisé que 184 000 emplois avaient été créés le mois dernier dans le secteur non agricole, lequel en avait perdu 149 000 en janvier dernier. Si la chaîne des créations d'emplois de février est le plus élevé depuis mai 1990, l'opinion publique retiendra surtout que, en un mois, 315 000 chômeurs de plus sont venus s'ajouter aux 9,24 millions que compte officiellement le pays. Auxquels il faut ajouter le million d'Américains qui ont renoncé à chercher un emploi.

Cette information, qui a eu pour effet de faire baisser Wall Street, en fin de semaine, pour la troisième séance consécutive, intervient après la publication d'une série d'indicateurs émettent dans le sens d'une timide reprise de l'économie. A commencer par l'annonce, le 3 mars, d'une augmentation de 0,9 % de l'indice composite américain en janvier dernier, la plus importante constatée depuis juillet 1991. Les dernières statistiques sur les ventes de maisons d'habitation et sur le chiffre d'affaires réalisés dans les magasins traduisaient aussi une réelle amélioration. Les chiffres du chômage ne remettent pas en cause ce début de reprise. Ce sont les dizaines de milliers de suppressions d'emplois opérées ces derniers temps dans les grands groupes de l'industrie et des services qui viennent obscurcir le front de l'emploi. Le plus préoccupant est que la perspective d'un taux de croissance inférieur à 2 % en 1992, et légèrement supérieur l'année suivante, incitera les entreprises à rechercher de nouveaux gains de productivité. Ce n'est donc pas demain que l'économie américaine recréera les emplois perdus (1,8 million) depuis le début de la récession.

SERGE MARTI

□ Accord salarial dans les mines allemandes. — Patronat et syndicat de l'industrie minière allemande ont conclu un accord, vendredi 6 mars, prévoyant une hausse des salaires de 4,7 % pour les douze mois allant de mars 1992 à mars 1993. A cette revalorisation s'ajoute une prime de 200 marks (680 francs). L'accord concerne 95 000 personnes. Il est peu significatif dans la mesure où l'industrie minière est déficitaire et largement subventionnée. Les demandes syndicales d'augmentations dans les autres secteurs (fonction publique, banques et surtout métallurgie) varient autour de 10 %. Des arrêts de travail sont prévus la semaine prochaine dans la fonction publique et dans les banques.

□ La «poll tax» britannique remplacée par un nouvel impôt local. — La loi remplaçant la «poll tax» par un impôt local votée en novembre 1991 par le Parlement britannique a été signée par la reine vendredi 6 mars. Elle entrera officiellement en application au début de l'année prochaine. La «poll tax», impôt par tête créé en avril 1990, avait provoqué une véritable révolte des contribuables et avait été l'une des causes du départ de M. Thatcher. Le nouvel impôt est calculé sur la valeur des logements et le nombre d'occupants.

Pour 5 milliards de francs

Le groupe britannique Thorn-EMI rachète la division musique de Virgin

Comme on s'y attendait (le Monde du 7 mars), c'est le groupe britannique Thorn-EMI qui l'a emporté dans la compétition qui l'opposait aux Allemands de Bertelsmann-BMG pour le rachat de la division musique du groupe Virgin de M. Richard Branson. Thorn-EMI a offert 516 millions de livres sterling (5 milliards de francs) auxquels il faut ajouter les 50 millions de livres de passif de Virgin que Thorn-EMI reprend à son compte.

Cet accord conclu dans la nuit du 6 au 7 mars concerne les divisions disques et édition musicale de Virgin. Le groupe Virgin maintient ses activités de transport aérien, de logiciels informatiques et de distribution (les Megastores). Il est prévu que Richard Branson — qui était propriétaire de 75 % de la division musique de son groupe, le reste étant détenu par le japonais Fujisaki Communications — restera président à vie de Virgin Music et que les actuels dirigeants du groupe, Simon Draper et Ken Berry, resteront en place.

L'acquisition, financée par une augmentation de capital de Thorn-EMI, donne 18 % du marché mondial (140 milliards de francs en 1990) à ce groupe, ce qui lui permet de soutenir la compétition avec les quatre autres majors : Polygram, Warner Music, Sony Music, BMG et Thorn-EMI détient 90 % du marché mondial. Lors du rachat, Virgin Music avait réalisé un chiffre d'affaires de 330 millions de livres (3,2 milliards de francs), avec un bénéfice d'environ 21 millions (200 millions de francs).

Richard Branson a procédé à cette cession afin de financer sa

compagnie aérienne actuellement déficitaire. Ces derniers temps, Virgin avait procédé à une campagne de signatures de contrats très coûteuse, attirant successivement Janet Jackson et les Rolling Stones, afin d'augmenter la valeur de son portefeuille d'artistes. Virgin France devrait rester une filiale de Thorn-EMI, l'articulation avec EMI France restant à déterminer.

La conclusion de l'accord semble avoir été accueillie avec un certain anxiété chez Virgin France (celui-ci compte à son catalogue Renaud, Liane Foly, la Mano Negra...) qui craignait une association conflictuelle avec la très agressive filiale française de BMG (Patrick Bruel, Roch Voisin...), alors que, pour l'instant, EMI France garde l'image d'une firme se reposant sur son fonds de catalogue, des Beatles à Tino Rossi.

THOMAS SOTINEL

En désaccord avec la CGT

Les dockers brestois créent leur propre entreprise

BREST

de notre correspondant

Les dockers de Brest se démarquent du mouvement suivi par leurs collègues des autres ports. Plutôt que de continuer à s'opposer à la réforme proposée par M. Jean Yves Le Drian, secrétaire d'État à la mer, ils ont décidé de créer leur propre société afin de continuer le projet de mensualisation.

Les dockers brestois sont en désaccord depuis le début du conflit avec leur fédération nationale CGT, le mouvement de grève des jeudi 5 et vendredi 6 mars lancé dans les ports n'a d'ailleurs pas été observé à Brest. Mais ils n'en ont pas moins refusé les propositions de l'Association des employeurs de main-d'œuvre présentées en janvier dans le cadre du plan Le Drian. Celles-ci prévoyaient la mensualisation de 30 dockers permanents sur 80 et de maintenir leur rémunération mensuelle. Elles étaient

accompagnées d'un plan social portant notamment sur la mise en place d'une cellule de reconversion et d'un système de préretraite.

Avec leur société appelée Atlantic Docks Stevedoring, constituée sous la forme d'une coopérative ouvrière, au capital de 125 000 francs, les dockers espèrent prendre en charge leur propre avenir. Cette société, dont le délégué CGT des dockers, M. Jean-Pierre Burel, qui juge «la grève inutile», a pris la direction, devrait employer 90 des 120 dockers permanents et occasionnels. Un projet similaire est en gestation à Saint-Nazaire (le Monde du 15 février).

C'est là une nouveauté car les dockers concurrenceront les sociétés de manutention sur certains marchés, ce qui n'exclut pas que ces sociétés emploient des dockers mensualisés lorsque le plan Le Drian sera entré en vigueur.

GABRIEL SIMON

Alors qu'un nouveau PDG vient d'être nommé

L'imprimerie Cino Del Duca cherche un repreneur

Robert Maxwell a laissé à Blois une imprimerie ultra-moderne mais endettée, avec une charge de travail irrégulière. Un nouveau PDG a été nommé mais la perspective d'un dépôt de bilan n'est pas écartée.

BLOIS

de notre correspondant

Une étrange situation a pris fin mercredi 4 mars à Blois. L'imprimerie Cino Del Duca et ses quelques cinq cents salariés ont un président-directeur général, M. Dieudonné Duriez-Costes, quarante-neuf ans, directeur depuis 1989. Une partie des ouvriers du Livre de Del Duca ont «fêté» l'événement en manifestant, banderoles à l'appui, contre le plan de chômage partiel récemment

annoncé pour deux cents d'entre eux pour mars et avril.

Si la nomination d'un PDG revêt, dans le cas de l'imprimerie Cino Del Duca (ICDD), un caractère «romanesque», c'est que cette société n'avait d'autre responsable que son directeur depuis de nombreux mois. Filiale à 100 % du groupe Maxwell qui l'avait achetée début 1989 aux Editions mondiales, ICDD naviguait sans commandant en titre depuis la mort du magnat de la presse britannique, le 5 septembre 1991. MCC (Maxwell communication corporation), la maison mère, n'a été placée à Londres sous administration judiciaire que le 20 décembre 1991.

Dans un communiqué publié le 4 mars, M. Dieudonné Duriez-Costes, le nouveau PDG, s'est félicité de ce qu'ICDD ait «su demeurer éloignée des turbulences qui ont affecté sa maison mère» après le décès de Robert Maxwell. Un Robert Maxwell si passionné par son imprimerie bloisienne que, lorsqu'il vint participer, en octobre 1989, aux «états généraux de la culture européenne» à l'invitation de M. Jack Lang et en présence de M^{me} Danielle Mitterrand, il n'avait pas pris le temps de prévenir son directeur à Blois et ne trouva pas celui de visiter son imprimerie...

Il est vrai que ce «beau jouet» et sa nouvelle rotative Cerutti, capable de sortir 110 000 *Télé-Poche* à l'heure, ne l'intéressait déjà plus. Malgré 300 millions de francs investis dans ce nouvel équipement, «Capitaine Bob» avait déjà changé de cap : il n'apporterait pas ou plus la moindre charge de travail.

Une dette en héritage

En fait, Robert Maxwell n'a laissé en héritage qu'une dette. L'achat de la rotative nouvelle génération et son installation ont été en partie financés par un prêt de 160 millions de francs consenti par un pool bancaire emmené par la Banque régionale de l'Ouest (siège social à Blois). Ce prêt arrive à échéance le 28 mars. Or l'entreprise, qui a réalisé 450 millions de francs de chiffre d'affaires en 1991, ne disposerait que d'une réserve de 20 millions de francs pour 30 millions de francs de perte globale.

La perspective d'un dépôt de bilan n'est donc pas invraisemblable. Selon le nouveau PDG, s'ex-primaot avant sa nomination le 28 février, au lendemain d'un comité interministériel de redéploiement industriel à Paris où fut évoqué le dossier, ce remboursement a été «différé le temps de mettre en œuvre une formule de reprise par le nouveau propriétaire». Faisait-il alors référence à Haebette, à un groupe allemand ou au numéro 1 mondial de l'imprimerie, l'américain Doneley, avec lesquels des négociations étaient, semble-t-il, amorcées ? Le 4 mars, il se bornerait à annoncer sa propre nomination «en accord avec l'administrateur britannique», le cabinet Price-Waterhouse.

JACQUES BUGIER

La guerre des labels profite aux superstars

L'industrie du disque est semblable à celle du cinéma : ce sont les catalogues qui comptent. Le label qui peut signer le plus grand nombre de titres — Thorn-EMI en a 800 000 dont *Singing in the Rain* et *Happy Birthday to You* — est sûr d'en granger les profits les plus importants. En revanche, alors que dans le cinéma la rotation du catalogue rapporte plus que les nouvelles productions, dans le show-business, c'est le contraire. A un certain niveau de notoriété, les superstars du jour sont plus profitables que celles d'hier. Les artistes l'ont d'ailleurs bien compris.

Produire, distribuer et promouvoir au plan mondial un artiste nécessite des sommes si importantes qu'elles ne peuvent être mobilisées que sur un petit nombre de superstars. Lesquelles en profitant pour faire monter les prix. Michael Jackson a ainsi obtenu de Sony Music 18 mil-

lions de dollars pour chacun de ses six prochains disques plus un pourcentage sur les ventes qui avoisinerait les 15 %. Sa sœur Janet a récemment signé avec Virgin pour 30 millions de dollars, les groupes Aerosmith et Motley Crue ont obtenu respectivement 35 et 25 millions de dollars.

Les Rolling Stones au catalogue

Madonna, qui a été éditée chez Sire, un label du groupe Time Warner, tenta actuellement d'obtenir les mêmes tarifs que ceux de Michael Jackson, malheureusement sa négociation semble faible : Madonna a ainsi obtenu un contrat qui fixe déjà les prix pour ses trois prochains disques.

Toutefois, aucune maison de disques n'a intérêt à adopter une position trop intransigente : une star mécontente peut toujours

s'en aller. Ou faire racheter ses droits par un concurrent. Thorn-EMI n'aurait d'ailleurs pas payé le prix fort pour Virgin s'il n'avait pas été sûr de trouver les Rolling Stones au catalogue. Thorn-EMI savait-il que les Stones étaient en position de négociation leur droit, si Virgin avait été racheté par l'allemand BMG-Bertelsmann ou par toute autre compagnie non britannique ?

Cette politique de super-tarifs pour un petit nombre de stars mondiales du «show-biz» a cependant un inconvénient : elle réduit la part du budget «recherche et développement». Les maisons de disques n'ont pas toujours les moyens de rechercher, produire et soutenir à long terme les artistes qui deviendront les superstars de demain. Comme dans le cinéma, le décalage entre les superproductions et les autres films va croissant.

YVES MAMOU

Avant les élections générales

Consensus politique pour accroître le déficit budgétaire en Grande-Bretagne

Pour l'emporter aux élections législatives qui devraient tenir le 9 avril, le Parti conservateur envisage de relancer la consommation en allégeant les impôts et en creusant le déficit budgétaire. Le Parti travailliste n'est pas hostile au principe d'un accroissement de l'endettement public mais veut relancer en priorité l'investissement.

LONDRES

de notre correspondant

Faut-il réduire les impôts au risque de creuser le déficit budgétaire ? La question semble déjà dépassée, au grand dam des gardiens de l'orthodoxie budgétaire que sont M^{rs} Thatcher et ses partisans. Le gouvernement de M. John Major, confronté à une succession d'indécisions économiques défavorables, n'a pas vraiment d'autre choix. Si les élections législatives ont lieu le 9 avril — le premier ministre doit le confirmer peu de temps après l'annonce du budget, le 10 mars — le doute n'est plus permis : la reprise économique ne se manifestera pas à temps pour apporter l'élan politique dont les conservateurs ont besoin pour l'emporter. Les sondages renvoient des à dos le Parti travailliste et le Parti conservateur, ou donnent au premier un avantage sur le second.

Le gouvernement fait régulièrement appel à des instituts de prévision et aux experts de la City dont les conclusions vont dans le même sens : avec le Labour, la situation économique du pays aurait plutôt tendance à s'aggraver. Mais l'affirmation répétée de ce constat ne profitant pas au parti de M. Major, les conservateurs espèrent faire basculer l'opinion en leur faveur par une relance de la consommation. Le budget que le Chancelier de l'échiquier, M. Norman Lamont, va présenter sera donc

très influencé par les élections, et comportera notamment un allègement substantiel de l'impôt sur le revenu. Cette mesure accroîtra le déficit budgétaire, lequel sera financé par une augmentation de l'emprunt public.

Le camp des mauvais élèves

Les estimations sont variables, mais il est probable que dans le prochain exercice budgétaire le montant de celui-ci se situera entre 22 et 30 milliards de livres (1). Un tel niveau représenterait entre 4 % et 5 % du PNB, soit moins qu'en Allemagne et aux États-Unis. Outre que la Grande-Bretagne passerait ainsi dans le camp des mauvais élèves de la CEE (s'agissant des «critères de performance» arrêtés pour rejoindre l'Union économique et monétaire), elle tournerait le dos à l'orthodoxie budgétaire qui constituait le dogme des «années Thatcher». On dit l'ancien premier ministre horrifié à l'idée d'un tel «laxisme» et, coup sur coup, deux

de ses principaux lieutenants ont manifesté leur hostilité à l'égard des projets prêts au gouvernement, parlant, comme le Parti travailliste, de «post-déclin» électoral et d'un budget de «fraude».

Ces critiques trouvent un certain écho au gouvernement. Plusieurs ministres ont manifesté leur inquiétude de voir la réputation de compétence économique des conservateurs mise en péril. Celle-ci, estiment-ils, a beaucoup plus de prix sur le plan électoral qu'un allègement des impôts. Hostile à une relance par la consommation, le Labour privilégie de son côté une action par l'investissement qui seule, selon M. John Smith, le Chancelier de l'échiquier du «cabinet fantôme», est de nature à relancer la production et donc à contraindre une reprise durable de la croissance. Pour financer des dépenses nouvelles — notamment une augmentation des retraites et des allocations parentales —, les travaillistes préviennent de relever la tranche supérieure de

l'impôt sur le revenu (jusqu'à 50 %) et de supprimer le plafond de la contribution nationale d'assurance, sans compter le recours à l'emprunt.

M. Smith se refuse à donner plus de détails avant le 17 mars, notamment s'agissant du seuil de revenus à partir duquel jouerait le taux d'imposition de 50 %. Il faudra donc attendre une semaine après l'annonce du budget. Mais une chose est acquise : un gouvernement travailliste ne remettrait pas en cause le montant des emprunts contractés par son prédécesseur. D'abord parce que cet héritage lui permettrait de limiter ses propres besoins d'endettement. Ensuite parce que si la City et les milieux économiques estiment que les propositions du gouvernement conservateur sont raisonnables, un tel brevet de bonne conduite vaudrait de facto pour les successeurs. Une aubaine pour le parti dont la traditionnelle mauvaise réputation dans ce domaine constitue le principal point faible.

Les Libéraux démocrates ayant, eux aussi, annoncé un recours à l'emprunt (environ 12 milliards de livres sur deux ans) pour financer leur programme, une sorte de consensus se manifeste dans la classe politique britannique pour ne plus faire de «complexité de l'endettement». Pour les conservateurs il s'agit d'une sérieuse évolution par rapport à la doctrine stricte libérale et monétariste qui avait cours depuis une décennie. Les travaillistes semblent tout aussi convaincus de la nécessité d'un accroissement du déficit budgétaire. Comme si les économistes des principaux partis retrouvaient les vertus surannées et pas toujours très efficaces du keynésianisme des années 60 et 70.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 10 francs.

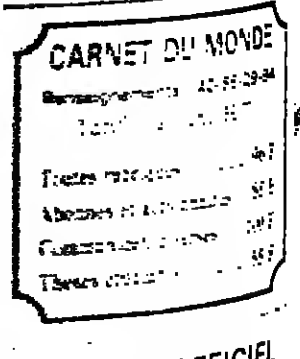
INDICATEURS

GRANDE-BRETAGNE

● Paiements extérieurs : déficit de 43 milliards de francs. — La balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a été déficitaire de 4,4 milliards de livres (43 milliards de francs) en 1991. Ce déficit est le plus faible enregistré depuis 1987. En 1990, il avait atteint 15,4 milliards de livres (150 milliards de francs) et 20,4 milliards en 1989 (199 milliards de francs).

CANADA

● Chômage : 10,8 % de la population active. — Le taux de chômage au Canada s'est établi en février à 10,8 % de la population active, soit le plus haut niveau depuis avril 1985. En janvier le taux de chômage était de 10,4 % et de 10,3 % en moyenne sur l'ensemble de l'année 1991 (8,1 % en 1990, 7,5 % en 1989). Selon l'Office des statistiques du Canada, 1,4 million de personnes étaient au chômage fin février.



JOURNAL OFFICIEL

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 2 AU 6 MARS 1992

PARIS

Sans ressort

INDICE CAC 40

-0,83%

Après avoir retrouvé quinze jours de suite un vigoureux et un entrain dignes de ses plus beaux jours, la Bourse de Paris a éprouvé le besoin de souffler.

Trois semaines consécutives conclues sur une hausse et un gain total de l'ordre de 6,5 % ont épuisé les réserves d'optimisme et d'enthousiasme. L'heure est à nouveau aux prises de bénéfices et plus encore à l'attente. Les investisseurs font une pause et cherchent un signal pour s'orienter dans un sens ou dans l'autre.

En tout cas, le marché n'a pas la force suffisante pour franchir le seuil fatidique des 2 000 points de l'indice CAC 40 au pied duquel il est à nouveau venu mourir. L'heure n'est plus à l'optimisme à tout crin, et le courant d'achat apporté par les investisseurs étrangers s'est tari. L'espoir d'un peu fou d'une baisse des taux s'est progressivement envolé devant les craintes inflationnistes en Allemagne. Dans le même temps, les taux à court terme se sont tendus pour repasser la barre des 10 %. Paradoxalement, le multitude de bonnes nouvelles annonciatrices de la reprise économique aux Etats-Unis a aussi affecté les marchés de taux. Si la croissance repart outre-Atlantique, les anticipations d'un nouveau recul du loyer de l'argent aux Etats-Unis n'ont plus de raison d'être.

En France, la situation est moins claire. A force de guetter la reprise - certains avaient cru la voir pour demain - il faudra sans doute patienter un peu plus longtemps.

Selon les prévisions de l'INSEE, rendues publiques le 5 mars, la France ne devrait pas connaître de réelle reprise avant le second semestre de l'année. La croissance devrait atteindre 2 % en 1992, mais restera relativement molle lors des six premiers mois.

En fait, l'économie française attend toujours le coup de pouce d'un redressement de la demande étrangère pour se réveiller, et la Bourse aussi.

Eiffage à la baisse

Ou coup, le semaine a commencé dans l'apathie. Lundi, le CAC 40, au repli de 0,43 % à l'ouverture, limitait ses pertes en clôture à 0,15 % dans des volumes de transactions atteignant péniblement les 2 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel. Lors des deux séances suivantes, des hausses de 0,21 % mardi et 0,22 % mercredi ne pouvaient dissimuler l'attente des investisseurs. Une inertie d'autant plus fâcheuse que le nouveau record historique battu par Wall Street mardi soir ne faisait pas sentir ceux-ci de leur torpeur. Les velléités de reprise étaient rapidement effacées par des prises de bénéfices. Même l'annonce mardi soir de la reprise de la privatisation partielle de 2,3 % du capital d'Eiffage le 13 mars ne suscitait pas l'enthousiasme. C'était pourtant un signe indéniable de retour à la confiance. Mais les titres de la compagnie pétrolière étaient en baisse mercredi de près de 3 %.

Conséquence logique de cette attente à l'absence cette fois de nouvelles favorables, les

adéquates de jeudi et vendredi se traduisaient par des baisses de 0,76 % et 0,31 %. Elles remontaient l'indice CAC 40 à 1 966,91 points. Les replis traduisaient aussi cette fois les écarts de faiblesse du MATIF.

Parmi les valeurs les plus activement traitées cette semaine se détachait bien évidemment Eiffage, qui a cessé de baisser à partir de l'annonce de la mise sur le marché de 2,3 % de son capital. Le vent de privatisation a profité en revanche au certificat d'investissement BNP. Euro Disney, à l'approche de l'ouverture du parc d'attraction au mois d'avril, et le Compagnie parisienne de réassurance (CPR), qui a annoncé des résultats en forte hausse, se sont aussi mis en vedette. Mais la reprise des cotations le 4 mars du Parif et d'Exor n'a pas entraîné la flambée escomptée. Au contraire, les cours étaient plutôt orientés à la baisse. La feuilleton des OPA à répétition sur Exor et Parif n'en a pas moins réservé encore quelques surprises, à commencer par le jugement vendredi 6 mars du tribunal de Milan qui a gelé pour deux ans le tiers des droits de vote des actions Parif (35,5 % du capital) détenues par Exor et ses alliés. De quoi relancer les spéculations sur une offre plus élevée de Nestlé et Indosuez sur Parif.

Les affrontements obscurs à coup de procédures judiciaires lors de cette bataille boursière ont mis une nouvelle fois au jour les défauts de la réglementation des OPA (offres publiques d'achat). Les autorités boursières ont les pouvoirs publics en sont conscients. Une solution pour la modification des règlements pour

rait être trouvée à la fin du mois de mars. Selon Reuters, les différents groupes de travail qui réfléchissent sur le sujet devraient apporter leurs conclusions au ministère des finances vers le milieu du mois de mars. Ces groupes de travail sont constitués par le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), le Conseil national du patronat français (CNPF) et l'Association française des entreprises privées (AEPF).

Pour le président de l'un de ces groupes, il n'y aura pas trois projets, mais un seul commun. Les réflexions en cours pourraient déboucher sur un abandon du seuil des 66 %, la révision du seuil de déclenchement de l'OPA et la possibilité pour la société opérée de continuer à être cotée. Dans son discours de clôture des premiers travaux de la Commission des opérations de Bourse, le 28 novembre, M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, avait déjà évoqué cette éventualité : « S'il faut changer le règlement, nous le changerons, mais avant tout il faut un consensus entre les sociétés cotées et le Conseil des Bourses de valeurs (CBV). Tant que l'unanimité sur l'obligation de lancer une OPA sur les 100 % du capital n'est pas établie, nous ne modifierons pas le règlement. » Le 20 février, le ministre des finances s'était à nouveau exprimé sur la nécessité de revoir la règle des deux tiers. La réglementation actuelle oblige, sauf dérogation des autorités boursières, à lancer une offre publique d'achat dès qu'une entreprise franchit le seuil des 33,33 % dans le capital d'une autre société.

ERIC LESER

NEW-YORK

Sous la pression des taux

INDICE DOW JONES

-1,41%

Affaibli par des transferts de capitaux vers le marché obligataire, la Bourse de New-York a enregistré à nouveau une baisse cette semaine. Ce qui ne l'a pas empêché mardi de battre un nouveau record alors que les signes de reprise de l'économie américaine se multipliaient. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi 6 mars à 3 221,60, en baisse de 46,07 points (-1,41 %) par rapport à la semaine passée. Il a culminé mardi à 3 290,23.

Les signes d'un début de reprise de l'économie américaine ravivent paradoxalement les craintes de relance de l'inflation et ont entraîné en fin de semaine une remontée des taux d'intérêt à long terme. Elle a pesé sur la tendance. En outre, Wall Street se trouve maintenant à des niveaux très élevés et les risques d'une importante correction à la baisse existent. Ils ont incité les opérateurs à se tenir sur la réserve. Le marché a progressé trop vite et trop haut, soulignent de nombreux experts.

Mais la reprise semble cette fois à portée de main. Le gouvernement a fait état, pour janvier, d'une hausse des ventes de logements neufs, des commandes passées aux industries et de l'indice

composite des principaux indicateurs économiques censés préfigurer l'évolution de l'économie. Les investisseurs, qui ont attendu toute la semaine la publication des chiffres du chômage américain, ont réagi plutôt négativement à l'annonce d'un bond du taux de chômage (7,3 %) en février, à son niveau le plus élevé depuis plus de six ans. Cette hausse a toutefois été compensée en partie par un nombre élevé de créations d'emplois (164 000).

Indice Dow Jones du 6 mars : 3 221,60 (c. 3 267,66).

	Cours 28 fév.	Cours 6 mars
Alcoa	69 3/8	69 1/2
AT&T	37 1/8	37 3/4
Boeing	46	46 1/8
Chase Man. Bank	24 1/4	22
Du Pont de Nemours	46 1/4	44
Eastman Kodak	44 5/8	43 3/8
Exxon	57 1/8	55 5/8
Ford	37	35 7/8
General Electric	78 5/8	77 1/2
General Motors	37 1/2	36 7/8
Goodyear	64 3/8	60 1/8
IBM	86 7/8	86 3/8
ITT	64 1/4	63 7/8
Mobil Oil	61 7/8	59 1/2
Pfizer	74 1/2	72 5/8
Schlumberger	59 7/8	59 5/8
Tesaco	58 7/8	57
UAI, Corp. (ex-Allegis)	147 1/2	149 5/8
Union Carbide	24 5/8	24 5/8
United Tech.	50 3/8	51 1/8
Westinghouse	20	19 5/8
Xerox Corp.	79 1/8	76 3/8

TOKYO

Victime du dollar

INDICE NIKKEI

-1,62%

La Bourse de Tokyo, affectée par le recul du yen par rapport au dollar, a renoué avec la baisse après deux semaines gagnantes, le Nikkei clôturant à nouveau sous la barre des 21 000, à 20 992,99 points. Ce recul de 345,82 points par rapport à vendredi dernier entraîne un repli de l'indicateur de 1,62 %. Le volume d'échanges moyen quotidien s'est effondré à 257,1 millions de titres par jour contre 189 millions au cours de la semaine précédente.

La Bourse avait commencé en hausse modérée. Lundi, le Nikkei gagna 0,70 % à la suite d'une vague d'achats sur le secteur pharmaceutique. Dès le lendemain, la poursuite de la baisse du dollar contre le yen ainsi que des ventes d'arbitrage liées à l'indice entraînaient l'indice à la baisse (-2,03 %). Séance mitigée mercredi, où la faiblesse persistante du yen n'a pas réussi à mettre à l'intérêt porté au secteur biotechnologique qui relançait timidement le courant acheteur (+0,26 %). Jeudi, retour à l'alternance et sous la barre des 21 000.

pois avec un recul de 1,14 %. Seule consolation, le volume d'affaires porta sur 318,8 millions de titres, franchissant le cap des 300 millions de titres pour la première fois en plus d'un mois. Vendredi, pour que l'alternance soit réellement respectée, retour à la hausse avec un gain de 0,6 % pour l'indicateur de la place, le plaçant juste en dessous des 21 000 points.

Selon les prévisions, les cours devraient évoluer dans une fourchette étroite au cours de la semaine prochaine, en attendant vendredi 13 mars jour où arrivent à échéance les contrats à terme sur indice.

Indices du 6 mars : Nikkei, 20 992,99 (c. 21 338,81) ; Topix, 1 520,45 (c. 1 554,49).

	Cours 28 fév.	Cours 6 mars
Akai	661	653
Gridgenone	1 100	1 110
Canon	1 360	1 330
Fuji Bank	2 110	2 140
Honda Motors	1 490	1 470
Matsushita Electric	1 370	1 310
Mitsubishi Heavy	627	604
Sony Corp.	4 800	4 000
Toyota Motors	1 460	1 330

LONDRES

Inquiétude

-1,1%

La Bourse de Londres a souffert cette semaine de la publication d'une volée de résultats de sociétés décevants. Si on ajoute, à ce contexte défavorable, la prudence des investisseurs avant la présentation mardi prochain du budget et le choix de la date des élections générales, on comprend facilement la baisse de 1,1 % sur la semaine. La faiblesse de la livre rend aujourd'hui difficile une baisse des taux d'intérêt.

L'annonce par le groupe pharmaceutique Wellcome d'une offre publique de vente d'actions pour une valeur potentielle de 4,5 milliards de livres cet été après la décision par la fondation charitable Wellcome d'abaisser sa participation de 73,6 % à moins de 50 % a ébranlé également le marché. Le titre a d'ailleurs chuté de 9 %.

Indices du 6 mars : 100 valeurs 2 533,1 (c. 2 562,1) ; 30 valeurs 1 968,6 (c. 1 983) ; Fonds d'Etat 87,22 (c. 88,35) et mines d'or 128 (c. 130,2).

	Cours 28 fév.	Cours 6 mars
Bowater	7,65	7,83
BP	2,66	2,61
Charter	5,14	5,09
Courtauld	5,39	5,22
De Beers	13,65	13,78
Glaxo	7,82	7,72
Glaxo	19,50	19,50
ICI	12,90	12,90
Reckitt	11,70	11,60
Shell	4,47	4,41
Unilever	9,43	9,43
Vickers	1,70	1,60

FRANCFORT

Hésitante

+0,04%

La Bourse de Francfort continue à faire preuve d'une certaine résistance et a même atteint deux fois cette semaine son plus haut niveau de l'année à 1 764,80 points sur l'indice DAX. Pour autant, le gain sur la semaine reste très limité à 0,04 %. L'attente d'une reprise dans les pays anglo-saxons et d'un éventuel assouplissement de la politique monétaire de la Bundesbank à tout de même permis de contrebalancer les mauvaises nouvelles en provenance des entreprises.

Mais les investisseurs ont surtout recherché les valeurs sûres comme Daimler, Siemens ou Allianz. Dans l'automobile, Mercedes et Volkswagen étaient bien orientés alors que BMW était en recul. Baisse des valeurs bancaires comme la Commerzbank, la Deutsche Bank, le Dresdner Bank et des chimiques comme Bayer et Hoechst.

Indices du 6 mars : DAX 1 745,95 (c. 1 745,13) ; Commerzbank 2 016,02 (c. 2 010,9) en hausse de 0,25 %.

	Cours 28 fév.	Cours 6 mars
AGF	326	326
BASF	251,40	246,40
Bayer	296	295
Commerzbank	267,20	265,50
Deutsche Bank	730	727
Hoechst	259,50	255,50
Karstadt	655	659
Mannesmann	284	289
Siemens	687,50	690
Volkswagen	361,60	372,90

Alimentation

	6-3-92	Diff.
Béghin-Say	628	+ 42
Boulogne	2 890	+ 19
BSV	1 119	+ 2
Carrefour	2 592	+ 27
Casino, G., P., C.	166,70	+ 3
Guyenne-Gasc.	1 645	+ 75
LYMH	4 707	+ 122
Oliver	1 680	+ 15,90
Pernod-Ricard	1 532	+ 9
Promodis	3 385	+ 185
Saint-Louis	1 389	+ 6
Source Perrier	1 547	+ 1
Nestlé	35 570	+ 330

Bâtiment, travaux publics

	6-3-92	Diff.
Auxil. d'entr.	1 005	+ 1
Bouygues	602	+ 1
Ciments français	323	+ 8,10
GTM	394,10	+ 2,50
Innogy Phénix	1 48,20	+ 5
1BM	497	+ 1,80
Lafarge-Coppée	353,30	+ 3,50
Poliet	533	+ 23
SGE-SB	245	+ 1,40

Matériel électrique

	6-3-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	614	+ 5
CSEE	260	+ 10
Général des eaux	2 298	+ 42
Intertechnique	780	+ 27
Labinal	749	+ 16
Legrand	426	+ 26
Lyon, des eaux	513	+ 3
Matra	170,50	+ 13,50
Méris-Gerlin	532	+ 6
Moulinex	189	+ 13
Radio-technique	625	+ 2
SEB	2 095	+ 30
Selex-Avionique	241	+ 10,50
Thomson-CSF	159,50	+ 5,30
ITT	376,10	+ 15,10
Schlumberger	342	+ 6,90
Siemens	2 340	+ 4

Métallurgie, construction mécanique

	6-3-92	Diff.
Alsip	321,70	+ 1,40
Dassault Aviation	345	+ 5
De Dietrich	1 465	+ 23
Fives-Lille	364,10	+ 8,30
Peugeot	723	+ 21
SAGEM	1 770	+ 30
Safran	783	+ 3
Valco	717	+ 13
Vallourec	275	+ 8

Mines d'or, diamants

	6-3-92	Diff.
Anglo-American	183	+ 0,80
Angold	335	+ 5
Baf. Gold M.	41,50	+ 1,20
De Beers	60,50	+ 0,10
Drief. Cons.	60,50	+ 0,50
Gencor	17	+ 0,50
Harmony	31,60	+ 0,70
Randfontein	25,65	+ 0,15
Sainte-Hélène	36,35	+ 0,05
Western Deep	168	+ 8

Filatures, textiles

	6-3-92	Diff.
Agache (Fin.)	950	+ 21
BHV	729	+ 30
CCIP	1 234	+ 64
DMC	720	+ 21
Gal. Lafayette	1 485	+ 25
Nouv. Galeries	530	+ 45
Prinsep	882	+ 39
La Rochelle	5 500	+ 30
SCA	19,95	+ 0,35

Valeurs diverses

	6-3-92	Diff.
Accor	783	+ 1
Air liquide	756	+ 4
Bic	700	+ 25
Bis	325	+ 4,50
CCIP	1 234	+ 64
Club Méd.	540	+ 9
Elf Sanofi	1 219	+ 34
Essilor	389,90	+ 1,10
Euro Disney	159,70	+ 6,60
Europe 1	940	+ 19
Eurotunnel	44,65	+ 1,25
Groupé Citi	525	+ 5
Hachette	185,80	+ 6,30
Havas	499,80	+ 0,20
Marine Wende	342	+ 2
Navigation mixte	140	+ 22
Nord-Est	118	+ 7,40
L'Oréal	778	+ 1
Saint-Gobain	533	+ 2
Sauvignat Châillon	240	+ 6,50
Skis Rossignol	810	+ 30

Mines, caoutchouc

	6-3-92	Diff.
Glaxo	673	+ 17
Imperial	323	+ 4
Métaleurop	92	+ 5
Michelin	168	+ 2,50
RTZ	52,10	+ 1,70
ZCT	1,92	+ 0,01

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	6-3-92	Diff.
AGF	510	+ 26
AXA (ex-Cre Mid.)	962	+ 11
Bell Equipement	145	+ 3
Banque (C.)	583	+ 2
Cetelem	806	+ 13
CCF	196,40	+ 2,20
CFP	1 020	+ 33
CFP	803	+ 4,90
Chargers	1 139	+ 47
C. Local de France	239	+ 0,50
CPR	289	+ 35
Loctite	700	+ 8
Eurafrance	1 483	+ 23
GAIN	1 777	+ 23
Locust	190	+ 8
Paribas	407	+ 2,20
Schneider	688	+ 1
Société générale	523	+ 13
Sovac	810	+ 1
Suez (C. fin.)	437,90	+ 0,10
UAP	560	+ 11

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 mars 1992
Nombre de contrats : 148 619 environ.

	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92	DÉC. 92
Premier	107,46	108,88	109,06	-
+ last	107,58	108,96	109,06	-
+ last	107,22	108,52	108,90	-
Dernier	107,32	108,66	108,80	-
Compensation	107,32	108,66	108,82	108,82

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	28-2-92	2-3-92	3-3-92	4-3-92	5-3-92
RM	2 565 429	2 180 782	2 602 352	2 951 962	2 873 966
Comptant	4 469 971	5 085 237	3 868 398	6 336 379	5 403 406
R. et obl.	134 817	83 066	97 532	173 603	139 115
Total	7 170 217	7 350 085	6 568 282	9 461 944	8 416 487

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)					
Françaises	113,1	112,8	113	113,6	112,9
Etrangères	104,9	104,8	105,5	104,9	104,9

L'avenir des Républiques de l'ex-Yougoslavie

Les leaders des trois communautés de Bosnie-Herzégovine recherchent une solution pacifique

Les leaders musulmans, serbes et croates de Bosnie-Herzégovine se sont engagés à rechercher une issue pacifique à la crise que traverse la République, a déclaré vendredi 6 mars l'en-

voxy spécial de l'ONU, M. Cyrus Vance. Ils devaient se retrouver samedi à Bruxelles pour deux jours de négociations patronnées par la CEE, avant la session plénière de la conférence de paix sur la Yougoslavie qui aura lieu lundi.

D'autre part le mouvement du renouveau serbe (opposition au président Milosovic) appelle à une manifestation à Belgrade lundi 9 mars.

Amis le jour, ennemis virtuels la nuit...

FOCA

de notre envoyée spéciale

Il y a deux jours, ils se regardaient en chiens de faïence, l'arme à la main. Dans la région des gorges de la Bistrica, avant d'arriver sur Foca, dans le petit village minier de Miljevina, Musulmans et Serbes avaient les uns et les autres dressé leur haricade en travers de la route. Sarajevo n'est qu'à une soixantaine de kilomètres et la tension à-bas montait dangereusement entre les deux communautés. Mais aujourd'hui Musulmans et Serbes ont

déposé les armes et se retrouvent, comme chaque jour depuis des années, autour de la même table, dans le petit motel surplombant la mine où ils travaillent.

« Dans cette région les Serbes et les Musulmans ont toujours vécu ensemble, en harmonie. Cependant depuis un an et demi, avec l'arrivée au pouvoir de la coalition des trois partis nationaux, la situation s'est détériorée », explique le mineur musulman. Son voisin de table, un Serbe, rétorque : « Pendant la journée nous buvons ensemble mais dès la tombée de la nuit nous nous méfions les uns des autres. »

Depuis que trois partis nationaux se partagent la scène politique en Bosnie-Herzégovine, chaque individu, par réflexe, se rallie à la politique de son groupe. « Nous devons suivre les directives de nos partis sinon nous serions considérés comme des traîtres », explique l'un des trois mineurs serbes. « Si je devais tirer sur lui, pour défendre la communauté serbe j'ajoute-t-il je le ferais, même si nos enfants vont ensemble à l'école. »

Dans ses yeux, on ne peut pas encore percevoir de haine, ni dans ceux de son ami musulman qui semble tout aussi déterminé. Reunis autour de la même table, les cinq mineurs acceptent la fatalité : « Peut-être qu'il faut la guerre pour pouvoir vivre normalement ensemble. » Une guerre qui n'aurait d'autre but, selon eux, que de clarifier les rapports de force.

Quand les barricades de Miljevina ont bloqué la route de Sarajevo du 2 au 4 mars, Foca, la ville industrielle située au bord de la Drina, au fond d'une cuvette entourée de montagnes, s'est retrouvée à demi-isolée, à la merci de n'importe quel groupe armé. Après le référendum sur l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, les relations intercommunautaires entre Musulmans (52 %) et Serbes (45 %) s'étaient

tendues : les deux communautés s'étaient armées par le biais de la contrebande.

Alors, conscient que la police allait se diviser et l'armée yougoslave choisir le côté serbe, le maire de Foca, M. Tadi Lojo, a décidé d'organiser, avec l'aide d'anciens officiers, une véritable stratégie de défense pour prévenir un bain de sang du type de ceux que la ville a connus pendant la deuxième guerre mondiale.

Cette « armée de résistance » chargée de « protéger l'ensemble de la communauté musulmane » et pas seulement le Parti d'action

démocratique, recrute des réservistes et volontaires bien entraînés et refuse d'intégrer les diverses fractions extrémistes, notamment les fameux « bérêts verts ». Le commandant de ces troupes dans la région est un ex-sous-officier de l'armée yougoslave qui explique que cette structure devrait coopérer avec d'autres troupes semblables dans toute la République. Cette organisation serait-elle l'embryon d'une armée bosniaque ?

FLORENCE HARTMANN

Selon des sources locales

M. Deng Xiaoping a invité les opposants à revenir en Chine

M. Deng Xiaoping a invité les opposants en exil à rentrer en Chine et assuré qu'ils ne subiraient pas de représailles. Selon des sources chinoises, le numéro un du régime communiste a fait cette promesse dans un important discours distribué ces jours-ci aux membres du PCC. Il y affirme que tous les Chinois partis à l'étranger seront les bienvenus et qu'ils ne seront pas inquiétés pour leurs opinions politiques et les opinions qu'ils ont exprimées dans le passé. Tous se verront offrir un emploi et une couverture sociale et pourront au mieux exercer leurs talents.

Cette offre de M. Deng survient alors que les proches d'opposants et de dissidents du « printemps de Pékin » de 1989 ont repris, et il est fort peu apprécié des milieux intellectuels, M. Wang Meng - qui vient d'être choisi par les cadres du ministère pour les représenter lors du prochain congrès du parti - avait été il y a quelques mois l'objet d'une campagne haineuse des apparatchiks conservateurs de la culture. Sa décision de les traîner en justice pour diffamation avait fait sensation.

gande. Ce qui lui a permis de contrôler au maximum la diffusion des idées réformistes et de donner, au contraire, une large place aux idées conservatrices d'idéologues tels que MM. Deng Liqun ou Jin Qianou.

C'est dans ce contexte que l'on a appris que le ministre de la culture avait offert sa démission après avoir été critiqué par M. Deng pour ne pas avoir donné une publicité adéquate à sa politique de réformes économiques. M. He Jingzhi, qui est également directeur adjoint du département de la propagande, avait été nommé à ce poste après le limogeage, fin 1989, de l'écrivain libéral Wang Meng, et il est fort peu apprécié des milieux intellectuels. M. Wang Meng - qui vient d'être choisi par les cadres du ministère pour les représenter lors du prochain congrès du parti - avait été il y a quelques mois l'objet d'une campagne haineuse des apparatchiks conservateurs de la culture. Sa décision de les traîner en justice pour diffamation avait fait sensation.

EN BREF

■ **INDONÉSIE** : une loi pourra empêcher les opposants de rentrer dans leur pays. - Le Parlement indonésien a adopté une loi permettant d'interdire à tout citoyen indonésien ayant décliné au régime de rentrer dans son pays, à l'indiqué, vendredi 6 mars, la presse de Djakarta. L'article, concernant les Indonésiens considérés comme des fauteurs de troubles, a été ajouté à un projet de loi par l'armée, dont cent représentants siègent au Parlement. A l'origine, cette loi devait seulement entraver la pratique d'interdire l'entrée aux étrangers indésirables, dont les noms figurent sur une « liste noire » confidentielle. Mais les deux principaux partis - le Golkar (officiel) et le PPP (musulman) - ont appuyé cette proposition. - (Reuters)

■ **MALTE** : M. Bonnici abandonne la direction du Parti travailliste. - M. Carmelo Mifsud Bonnici, secrétaire général du Parti travailliste maltais, a annoncé, vendredi 6 mars, qu'il allait abandonner la direction de son parti, battu

aux élections législatives du 22 février. M. Bonnici, qui fut premier ministre de décembre 1984 à mai 1987, proposera, pour lui succéder, un modéré, M. George Vella, ancien membre du Conseil de l'Europe. - (AFP)

■ **PAKISTAN** : élection d'un nouveau ministre en chef du Sind. - L'Assemblée de la province du Sind a élu, vendredi 6 mars, M. Syed Muzaffar Hussain Shah, en remplacement de son ministre démissionnaire, M. Jam Sadiq Ali, mort la veille. Très malade depuis un mois, celui-ci avait chargé M. Shah, ministre des finances, d'assurer son intérim. Le gouvernement fédéral et l'opposition étaient parvenus à un accord sur l'élection de M. Shah. - (UPI)

■ **TUNISIE** : Création d'un ministère des affaires religieuses. - Le président Ben Ali a décidé d'élever au niveau d'un ministère le secrétariat d'Etat aux affaires religieuses, a-t-on appris, jeudi 5 mars, de source officielle à Tunis. Cette décision, a précisé M. Ben Ali, vise à « consolider et amplifier l'impact positif » de l'action menée pour « conforter les préceptes et les valeurs de l'Islam » parmi la population. - (AFP)

■ La popularité de M. Mitterrand reste stable. - Selon le baromètre de la SOFRES pour le Figaro-Magazine du 7 mars, la cote de popularité de M. François Mitterrand reste inchangée par rapport au mois précédent : 55 % des personnes interrogées lui font confiance, contre 60 % qui sont d'un avis différent. La cote de M. Edith Cresson enregistre, en revanche, une baisse de quatre points : 22 % seulement des per-

Selon un sondage APEC-BVA

La moitié des cadres s'estiment menacés dans leur poste actuel

Selon le sondage «cadroscope», rendu public par l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), les cadres sont pessimistes. Et nettement plus qu'en 1991, puisque ce panel avait déjà été interrogé par l'institut de sondage BVA (1) : 18 %, contre 52 % estiment que l'économie française se porte bien ou plutôt bien.

L'évolution du marché de l'emploi figure au premier rang de leurs préoccupations et, pour eux-mêmes, ils craignent le chômage dans les années à venir. En un an, cette crainte a augmenté de 11 points, pour 31 % d'entre eux, tandis que l'intérêt des responsabilités exercées baisse de 5 points, à 48 %. Ce sont les plus de 50 ans (43 %) et les cadres d'entreprise de moins de 50 salariés (35 %) qui sont les plus inquiets.

Ce renversement de tendance s'explique. En 1991, 12 % des cadres ont eu à connaître des licenciements collectifs dans leur entreprise et ils sont 28 % à penser que leur poste est menacé. Leur comportement professionnel s'en ressent. S'ils sont 85 % à juger leur

situation satisfaisante, le nombre des mécontents passe de 9 % à 13 %. D'ailleurs 40 % n'ont pas été augmentés au cours de l'année et 20 % ont seulement profité d'une revalorisation collective.

Mais c'est à propos de la mobilité professionnelle que le sondage apporte les indications les plus nouvelles. D'abord, les mouvements au sein de l'entreprise (15 %), ont été deux fois plus nombreux, en 1991, que les changements d'emploi, dont on parle pourtant davantage. Les jeunes, les cadres des grosses entreprises sont les plus mobiles, en interne, et, dans deux cas sur trois, le sont à la suite d'une promotion hiérarchique. Quant aux départs de l'entreprise (7 %), ils restent stables et sont le fait des jeunes, et moins des informaticiens. Dans la moitié des cas, ce changement d'emploi survient après un licenciement.

Pour 1992, un tiers des cadres (32 %), soit 3 points de plus que l'an passé, envisagent de chercher ailleurs un emploi. La moitié d'entre eux s'estiment menacés dans leur poste actuel. Si les jeunes sont les plus tentés par un départ, les plus de 50 ans, eux, se sentent davantage exposés et semblent viser la préretraite. Mais, de l'intention à l'acte, il y a un écart : en 1991, les trois quarts de ceux qui avaient annoncé leur désir de changer d'entreprise ont effectué des démarches (21 %). Et on sait que seuls 7 % ont effectivement sauté le pas.

A. L.

(1) Pour le sondage de 1992, comme pour celui de 1991, les mêmes 3 000 cadres ont été interrogés par téléphone par BVA entre décembre et janvier.

■ **M^{me} Claire Sutter dirigera la Mission nouvelles qualifications.** - Pour succéder à M. François Beaujolin, nommé directeur du Fonds d'action sociale (FAS) en novembre 1991, le ministre du travail a désigné M^{me} Claire Sutter à la tête de la mission « nouvelles qualifications ». Cette structure avait été créée en 1989 pour mener des opérations originales d'insertion ou de maintien dans l'emploi de jeunes en difficulté ou de salariés adultes de faible niveau de qualification. Elle s'appuie sur les expériences menées par le professeur Bertrand Schwartz. M^{me} Sutter était responsable du département Travail - emploi - qualification à l'ANACT (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail).

Fin de l'OPA de Fougere sur SAE

L'offre publique d'achat (OPA) lancée le 28 janvier par le groupe de bâtiment-travaux publics Fougere sur la Société auxiliaire d'entreprises (SAE) a pris fin vendredi 6 mars. Elle a, selon toute vraisemblance, réussi.

Cette OPA devrait permettre de constituer un groupe pesant 40 milliards de francs de chiffre d'affaires et devenant ainsi le numéro trois du BTP en France. Les résultats officiels de l'OPA seront connus le 25 mars prochain. Fougere avait proposé d'acquiescer la totalité des actions de SAE au prix de 1 110 francs par action (pour un paiement comptant) ou 1 210 FF par action (payable le 31 décembre 1992). Fougere détenait déjà 22,8 % du capital de la SAE et son allié Paribas 5,2 %.

■ **FOOTBALL** : championnat de France. - Paris Saint-Germain s'est imposé à Toulon (5-2), vendredi 6 mars, en match avancé de la trente et unième journée du championnat de France.

SOMMAIRE

DATES

Il y a quarante ans, M. Pinay à Matignon 2

ÉTRANGER

La formation du nouveau gouvernement belge 3
Démission du président azérbaidjane 3
Dix pays nordiques créent un « conseil baltique » 4
Espagne : pourparlers entre le principal parti basque et l'aile politique de l'ETA 4
Après les critiques du département d'Etat, les Palestiniens souhaitent éviter une polémique avec Washington 5
Hani : la président provisoire rejette l'accord sur le retour du Père Aristide 5
« Loin des capitales » : Chaudhary ou le rêve inachevé 5

POLITIQUE

Une permanence du Front national scagagée à Rouen 6
Alpes-Maritimes : les initiatives contre les thèses du Front national se multiplient en marge des partis 6
Livres politiques : « Une autre musique », par André Laurens 7
Bilans et perspectives : à la recherche de la dimension européenne 7
Personnalités en campagne : les utopies du professeur Minkowski 7

société

Le litige sur la vitamine C devant la Cour de cassation 8
L'ordre des médecins souhaite un dépistage systématique du sida lors des examens pré-nuptial et pré-natal 8
La rançon payée, le jeune Anthony Da Clerck a été libéré par ses ravisseurs 8

Une question écrite de M. Pandraud : M. Nallet est interrogé sur une affaire de trafic d'armes 8
Trébourden, le port de la discorde 13

HEURES LOCALES

La Seyne-sur-Mer rêve de « Mergopolis » : Les collectivités au secours des librairies : Un tour de France des régions : la Réunion, la quête d'une identité ; la Guyane, l'eldorado de la consommation 9 à 12

CULTURE

Musiques : Electre, de Richard Strauss, à l'Opéra-Bastille 15
Photo : Une journée en enfer, 129 photos du ghetto de Varsovie 15

ÉCONOMIE

La groupe britannique Thorn-EMI rachète la division « musique » de Virgin 17
Les dockers bretons ont leur propre entreprise 17
L'imprimerie Cino Del Duca cherche un repreneur 17
Revue des valeurs 18
Crédits, changes, grande marchés 19

Services

Abonnements 2
Carnet 16
Météorologie 18
Mots croisés 13
Télévision 16
Spectacles 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 mars 1992 a été tiré à 484 135 exemplaires.

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
R. M. LEROY, ébéniste - 28, rue de Valenciennes
75014 Paris. M^{me} Aline - Tél. : 45-49-57-40

Dans
Le Monde
du lundi 9 daté 10 mars 1992
UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL
IMMOBILIER SANS FRONTIÈRES